

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**LA POLITIQUE RUSSE DE L'ALLEMAGNE SOUS LA CHANCELLERIE
DE GERHARD SCHRÖDER : VERS UN PARTENARIAT RENFORCÉ?**

par

Bryan Péladeau-Lefebvre
Programme en études internationales
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.)
en Études internationales

Mars 2008

© Bryan Péladeau-Lefebvre, 2008



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La politique russe de l'Allemagne sous la chancellerie de
Gerhard Schröder : vers un partenariat renforcé?

présenté par :

Bryan Péladeau-Lefebvre

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

.....
Président-rapporteur

Paul Létourneau
Directeur de recherche

.....
Membre du jury

Sommaire

Ce mémoire de maîtrise examine l'évolution de la politique russe de l'Allemagne sous la coalition rouge-verte au pouvoir de 1998 à 2005 et étudie les éléments de continuité avec le gouvernement qui l'a précédé au niveau de la politique étrangère, de l'économie et de la coopération en matière de défense et de sécurité. Au terme de notre recherche, l'étude du discours politique allemand a révélé que l'élection de Gerhard Schröder et d'une coalition de gauche n'ont pas engendré de transformation fondamentale sur le plan de la politique russe de l'Allemagne. Nos résultats ont plutôt démontré que les relations germano-russes ont poursuivi leur cours et ont continué de s'approfondir au gré des changements politiques et économiques qui se sont produits en Russie au début des années 2000.

Après un refroidissement des relations bilatérales entre Berlin et Moscou à la fin des années 1990, ces dernières ont gagné en importance avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, laquelle a concordé avec l'émergence d'un environnement politique et économique stable en Russie. Puisque la République fédérale d'Allemagne a un intérêt direct pour une stabilité politique et économique en Europe centrale et orientale, le gouvernement Schröder est resté fidèle à la politique de son prédécesseur en poursuivant un partenariat étroit avec la Fédération de Russie. De cette manière, l'Allemagne a continué de se présenter comme un défenseur des intérêts russes en Occident, mais avec une approche différente du gouvernement Kohl. Que le gouvernement allemand ait été dirigé par une coalition de gauche ou de droite, les relations germano-russes ont continué de se distinguer par leur largeur et leur intensité accumulées au cours des dernières décennies.

Mots clés

République fédérale d'Allemagne, Fédération de Russie, relations germano-russes, politique étrangère, stabilité.

Abstract

This master's thesis explores the evolution of Germany's Russian policies under the Red-Green coalition in power from 1998 to 2005 and considers the continuity with the preceding government with regards to foreign policy, economy as well as cooperative efforts in defense and security matters. At the end of our research, the German political stance revealed that the election of Gerhard Schröder and a left-wing coalition did not result in a fundamental change in Germany's policies toward Russia. Instead, our results showed that the relations between Germany and Russia have continued to expand and deepen throughout the political and economic changes that occurred in Russia since the early 2000s.

Despite the cooling of the bilateral relations between Berlin and Moscow at the end of the 1990s, these grew following the coming to power of Vladimir Putin, which went along the emergence of a stable political and economic climate in Russia. Since the Federal Republic of Germany has a direct interest for a stable political and economic climate in Central and Eastern Europe, the Schröder Government remained true to his predecessor's interests by pursuing a tight partnership with the Russian Federation. This way, Germany continued to present itself as a defender of the Russian interests in the Western world yet with an approach different than Kohl's. Whether the German Government had been led by a right-wing or a left-wing coalition, the German-Russian relations continued to be marked by their scope and intensity accumulated through the last decades.

Keywords

Federal Republic of Germany, Russian Federation, German-Russian relations, foreign affairs, stability

Table des matières

Sommaire	iii
Abstract	iv
Table des matières.....	v
Glossaire des sigles et abréviations.....	vii
Remerciements	viii
Note de l'auteur.....	ix
INTRODUCTION.....	1
Considérations générales.....	1
Problématique	3
Hypothèses de travail	4
État de la question	5
Division du sujet de recherche.....	9
Bornes chronologiques	10
Méthodologie et sources.....	10
Importance et objectifs du sujet de recherche	12
CHAPITRE 1	14
Les relations politiques et le dialogue entre les chefs d'États	14
1.1 Dimension bilatérale.....	15
Les relations entre Schröder et Eltsine : un style nouveau, sans rupture	17
Les relations entre Schröder et Poutine : un nouveau départ.....	21
La nouvelle qualité des relations bilatérales : vers un partenariat stratégique ..	25
1.2 Dimensions européenne et internationale	33
Allemagne : moteur d'un partenariat privilégié entre l'UE et la Russie	34
Les relations germano-russes face aux grandes questions internationales.....	37
À la défense des intérêts russes à l'Ouest.....	40
La continuité des relations politiques et du dialogue entre les chefs d'État.....	41

CHAPITRE 2	43
Les relations économiques	43
2.1 La situation et les intérêts économiques des deux partenaires.....	44
La situation économique en Russie et en Allemagne : une disparité notoire	45
Les intérêts économiques allemands en Russie	47
Les performances économiques de la Russie sous Poutine.....	50
2.2 Les échanges commerciaux	51
L'évolution du commerce bilatéral	52
Le poids du domaine énergétique : une continuité qui tend vers la dépendance	53
2.3 La coopération économique	59
Les investissements étrangers et les réformes économiques en Russie	59
Le soutien financier de la Russie et le règlement de sa dette	63
La continuité des relations économiques.....	66
 CHAPITRE 3	 69
La coopération en matière de défense et de sécurité.....	69
3.1 La politique étrangère de sécurité de la coalition rouge-verte	71
La « normalisation » de la politique de défense allemande.....	72
Les principes directeurs de la politique de défense allemande sous la coalition rouge-verte et l'importance de la Russie pour la sécurité allemande.....	76
3.2 Les relations germano-russes face aux conflits internationaux.....	80
La guerre du Kosovo et la coopération germano-russe en situation de crise internationale	81
La seconde guerre de Tchétchénie et le mutisme du chancelier.....	83
Le 11 septembre, la guerre en Afghanistan et la lutte au terrorisme.....	86
La guerre en Irak : d'une solidarité illimitée à une opposition aux États-Unis .	90
La continuité de la coopération en matière de défense et de sécurité	94
 Conclusion	 97
 Bibliographie	 103

Glossaire des sigles et abréviations

ADM	Armes de destruction massive
BÜNDNIS 90/ DIE GRÜNEN	Parti vert
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CEI	Communauté des États Indépendants
CDU	<i>Christlich-Demokratische Union [Deutschlands]</i> (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne)
CSU	<i>Christlich-Soziale Union [Deutschlands]</i> (Union chrétienne-sociale d'Allemagne)
DM	<i>Deutsche Mark</i>
FDP	<i>Freie Demokratische Partei</i> (Parti libéral-démocrate)
FMI	Fonds monétaire international
G8	Groupe des Huit
KGB	<i>Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti</i> (Comité pour la Sécurité de l'État) - [Union soviétique]
ISAF	<i>International Security Assistance Force</i> (Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan)
KFOR	<i>Kosovo Force</i> (Force pour le Kosovo)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
PIB	Produit intérieur brut
RDA	République démocratique allemande
RFA	République fédérale d'Allemagne
SFOR	<i>Stabilization Force</i> (Force de stabilisation en Bosnie-Herzégovine)
SPD	<i>Sozialdemokratische Partei Deutschlands</i> (Parti social-démocrate d'Allemagne)
UNMIK	<i>United Nations Mission in Kosovo</i> (Mission des Nations Unies au Kosovo)
UNOMIG	<i>United Nations Observer Mission in Georgia</i> (Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie)
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

Remerciements

La réalisation de ce mémoire n'aurait pu être possible sans l'appui de plusieurs personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de mes études. Pour cette raison, je tiens tout d'abord à remercier mes collègues d'études Frédéric et Jean-François, qui, aux différentes étapes de mon processus de rédaction, ont pris le temps de me donner de judicieux commentaires dont j'avais besoin. Je tiens également à remercier mon directeur de recherche, le professeur Paul Létourneau, pour m'avoir laissé toute la latitude possible afin de mener à bien ce projet.

J'aimerais dire un grand merci à ma famille et à mes amis pour m'avoir accompagné tout au long de mes études. Je souhaite dans ce cas-ci remercier tout particulièrement mes parents pour leur aide financière et leur soutien durant mon parcours universitaire. Je suis redevable à Michel pour avoir bien voulu réviser l'orthographe et la syntaxe de ce travail. Enfin, et surtout, je dois énormément à Catherine, non seulement pour ses encouragements répétés, mais aussi pour m'avoir laissé partager avec elle, au cours des dernières années, ma passion pour l'Allemagne et la Russie.

Note de l'auteur

Afin d'uniformiser le présent mémoire, les citations en langue allemande et anglaise ont été traduites par l'auteur.

Introduction

"Il est important que la République Fédérale d'Allemagne entretienne avec notre plus important et plus puissant voisin à l'Est d'excellentes relations politiques, économiques et culturelles."¹

Helmut Kohl, 1992

"La politique étrangère allemande est une politique étrangère européenne. Cela vaut également pour l'*Ostpolitik* de l'Allemagne qui a toujours joué un rôle essentiel dans la politique européenne, en donnant priorité aux relations avec la Russie. Cela ne veut pas dire que nous voulons nous cacher derrière l'Europe. Mais cela veut dire que nous nous engageons clairement à exclure toute voie particulière allemande (*Sonderweg*) dans nos relations avec la Russie."²

Gerhard Schröder, 2001

Considérations générales

Les relations germano-russes ont joué un rôle déterminant dans l'évolution géopolitique de l'Europe centrale et orientale aux XIX^e et XX^e siècles. Ces relations, autrefois tendues, ont toutefois été largement transformées depuis les bouleversements de novembre 1989 en Allemagne et de décembre 1991 en Union soviétique. La réunification et la reconfiguration du système européen ont conduit les chanceliers Helmut Kohl, puis Gerhard Schröder, à développer une relation privilégiée avec la Russie et les ex-républiques de l'Union soviétique, afin d'assurer sécurité et stabilité en Europe centrale et orientale. Puisque la Russie est la seule grande puissance à l'Est de l'Allemagne, celle-ci s'avère indispensable pour sa sécurité.

¹ Helmut Kohl, 16 décembre 1992, cité dans Kristina Spohr Readman, *Germany and the Baltic Problem After the Cold War: The development of a New Ostpolitik 1989-2000*. Londres, Routledge, 2004, p. 119.

² Gerhard Schröder. « Deutsche Russlandpolitik - europäische Ostpolitik. Gegen Stereotype, für Partnerschaft und Offenheit - eine Positionsbestimmung ». *Die Zeit*, 5 avril 2001, p. 10.

Dans la lignée de l'*Ostpolitik*³ ouest-allemande, en reconnaissant le rôle que Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine ont joué durant la réunification, le gouvernement de Helmut Kohl a décidé d'accorder une aide massive à la Russie au début des années 1990, à un moment particulièrement difficile pour le pays au niveau social et économique. C'est à ce moment qu'un processus de réconciliation entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), puis la Fédération de Russie, a été amorcé entre 1990 et 1993.⁴ Durant cette période le traité sur le départ des troupes soviétiques de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) et le traité germano-soviétique de bon voisinage, de partenariat et de coopération ont été signés par Kohl et Gorbatchev en 1990.⁵ Plaidant pour un rapprochement entre la Russie et l'Ouest, l'ancien chancelier fédéral allemand a ouvert la voie à la Russie afin qu'elle puisse être admise dans des institutions occidentales, comme le G7, le Conseil de l'Europe ainsi que les Clubs de Paris et de Londres. Cette politique de rapprochement, qui s'inscrit dans une volonté plus générale de veiller au respect des intérêts de la Russie, a conduit le chancelier Kohl à développer un partenariat tout à fait particulier à l'égard de Moscou. Sur plusieurs points, la position de Bonn est apparue plus conciliante que celle d'autres membres de l'Union européenne (UE) et de l'Alliance atlantique.⁶ Ainsi, grâce à l'appui résolu de l'Allemagne, un accord de partenariat et de coopération entre la Russie et l'UE a pu être conclu en 1994 ; alors qu'au point de vue de la sécurité, la RFA a milité pour qu'un comité de consultation entre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et la Russie soit créé, afin de mieux faire accepter à la Russie l'idée d'un élargissement à l'Est de l'Organisation.

³ Initialement, l'*Ostpolitik* désignait une politique d'ouverture à l'égard de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est à partir des années 1970. Le terme est aujourd'hui utilisé en ce qui concerne la politique étrangère de l'Allemagne à l'égard des pays européens ne faisant pas partie de l'Union européenne.

⁴ L'URSS a cessé d'exister le 26 décembre 1991 et elle a été remplacée par 15 États indépendants, dont la Fédération de Russie qui est considéré comme l'héritière de la Russie impériale.

⁵ Le traité germano-soviétique de « bon voisinage, de partenariat et de coopération », signé à Bonn le 9 novembre 1990, se situe dans une optique de politique à l'Est, menée par l'Allemagne pour réorganiser ses rapports avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'URSS après la fin de la Guerre froide. Cf. Hans Strark. « Allemagne-Russie : les aléas d'un partenariat difficile ». *Politique étrangère*, N. 3, automne 1996, p. 600.

⁶ Gilles Lepasant. « La sécurité de l'Europe centrale et orientale après l'élargissement de l'OTAN ». *Les Études du CERI*, N. 29, juillet 1997, p. 12.

Selon Alexander Rahr, directeur du programme Russie/CEI (Communauté des États Indépendants) de la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*⁷, c'est sous Helmut Kohl que l'Allemagne est devenue l'avocat principal des intérêts russes dans l'Europe et à travers le monde occidental.⁸ Ces relations bilatérales, qui étaient largement imprégnées par l'insertion de l'Allemagne dans les structures euro-atlantiques, ont dès lors été marquées par une relation de confiance entre les chefs d'État des deux pays.⁹ C'est sans doute pour cette raison que le chancelier Kohl se voyait à la fois comme le partenaire le plus important de Eltsine à l'Ouest, de même que le médiateur privilégié entre les États-Unis et la Russie post-communiste.¹⁰

Problématique

Lorsqu'il quittera la chancellerie, Helmut Kohl aura été le chancelier allemand qui a été le plus longtemps en fonction depuis Bismarck. Son maintien au pouvoir jusqu'en 1998 et du gouvernement centre-droit qu'il dirigeait depuis 1982 mettait de côté le problème d'une éventuelle rupture dans les choix et les priorités de la politique russe de l'Allemagne. L'arrivée au pouvoir du chancelier Gerhard Schröder et d'une coalition de centre-gauche, à partir de 1998, allait cependant soulever la question de la continuité de la politique étrangère de l'Allemagne. Allait-on assister à un changement d'orientation de la politique à l'égard de la Russie ou plutôt à une continuité de la politique russe du gouvernement précédent? Les relations germano-russes allaient-elles toujours reposer sur les liens tissés préalablement ou bien s'appuieraient-elles dorénavant sur une nouvelle base? L'Allemagne continuera-t-elle à agir en tant qu'élément moteur dans le rapprochement entre la Russie et l'Ouest? Et finalement, dans quel contexte les relations entre le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président russe Vladimir Poutine allaient-elles se développer?

⁷ *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*, en français: Société allemande pour la politique étrangère.

⁸ Alexander Rahr. «Why Schröder Loves Russia». *Russia in Global Affairs*, Globus Publishing House, Vol. 2, N. 4, octobre-décembre 2004, p. 86.

⁹ Hannes Adomeit. «La politique russe de l'Allemagne: fin de la lune de miel». *Institut français de relations internationales*, Note du CERFA 6(a), septembre 2005, p. 6.

¹⁰ Angela E. Stent. *Russia and Germany reborn: unification, the soviet collapse and the new Europe*. Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 222.

C'est à ces questions que nous proposons d'apporter des éléments de réponse dans cet ouvrage. La plupart de ces interrogations émanent de la question centrale de ce mémoire de maîtrise qui s'énonce comme suit : « Existe-t-il une continuité dans la politique russe de l'Allemagne entre le gouvernement conservateur de Helmut Kohl et la coalition de gauche dirigée par Gerhard Schröder, de 1998 à 2005, au niveau de la politique étrangère, de l'économie et de la sécurité? »¹¹

Hypothèses de travail

D'après nous, il y a eu bien plus de continuité que de discontinuité dans la politique russe de l'Allemagne entre les deux gouvernements qui ont suivi la réunification allemande. Héritées de l'*Ostpolitik* et des choix des chanceliers Kohl et Schröder, les relations entre Berlin et Moscou sont demeurées très étroites. Les succès de la politique de réconciliation entre les anciens ennemis de la Seconde Guerre mondiale sont considérables, si bien qu'aujourd'hui l'Allemagne est sans doute le pays étranger qui jouit du plus grand capital de sympathie auprès de l'élite russe.¹²

À la lumière de nos observations, nous croyons qu'il y a bien eu une continuité de la politique russe de l'Allemagne sous le gouvernement dirigé par Gerhard Schröder. En fait, nous avons observé dans la première phase de nos recherches qu'entre 1991 et 2005, la politique allemande, avec l'impulsion des chanceliers, a continuellement visé à intégrer la Russie dans une architecture européenne élargie. La coopération bilatérale est demeurée, la majeure partie du temps, centralisée entre les mains du chancelier fédéral et du président russe. Poursuivant le travail de son prédécesseur, Schröder a tenu à ce que la RFA demeure un partenaire dans la modernisation et la transformation de la Russie. De cette

¹¹ Dans le cadre de notre travail de recherche, il faut entendre le terme de la « sécurité » dans un sens plus large que le cadre traditionnel de la protection et de l'intégrité territoriale. La sécurité dans son acception élargie prend également en considération les dimensions non militaires de la sécurité comme le crime organisé, les mouvements migratoires, la déstabilisation économique, l'approvisionnement énergétique, etc. La sécurité n'est plus associée au seul champ des phénomènes conflictuels interétatiques et les dimensions interne et externe de la sécurité tendent à être considérées comme indissociables. Cf. Philippe Braillard et Mohammad-Reza Djalili. *Les relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 2006, p. 107.

¹² Alexander Rahr. «Russie-Allemagne : la relation spéciale et la présidence de l'Union Européenne», *Politique étrangère*, N. 1, 2007, p. 109.

manière, Berlin a prolongé son appui à la Russie pour qu'elle demeure stable, qu'elle entreprenne des réformes démocratiques et qu'elle procède à une véritable ouverture de ses marchés.

Comme nous le verrons dans ce mémoire, le chancelier Schröder a été l'instigateur de diverses initiatives visant à poursuivre et à intensifier la coopération avec la Russie dans les domaines politique, économique et de sécurité. Nous pensons que les bons rapports qui se sont développés entre Gerhard Schröder et Vladimir Poutine s'inscrivent dans le prolongement de l'amitié qui a lié Helmut Kohl et Boris Eltsine dans les années 1990. Compte tenu de ce qui précède, nous croyons également que les relations entre l'Allemagne et la Russie dépendent fortement de la volonté des chefs d'États respectifs qui sont en place. C'est en se basant sur ces quelques hypothèses de travail que nous essaierons de soutenir qu'il y a bien eu une continuité entre les politiques russes des chanceliers Kohl et Schröder.

État de la question

L'importance centrale des relations avec la Russie dans la politique étrangère de l'Allemagne n'est, de toute évidence, pas née du souffle des chanceliers Kohl et Schröder puisqu'elle a eu une place primordiale dans les réflexions stratégiques et diplomatiques des dirigeants politiques et militaires allemands, depuis la fondation du Reich allemand sous Bismarck.¹³ D'autre part, la question de la continuité de la politique étrangère de l'Allemagne a maintes fois été soulevée depuis l'unification de la RFA et de la RDA; cependant, peu d'analystes se sont consacrés à l'aspect spécifique de la continuité de la politique allemande envers la Russie entre les gouvernements Kohl et Schröder. Bien que beaucoup d'articles, de monographies ou de chapitres de livres ont déjà été rédigés en ce qui a trait aux relations germano-russes entre 1990 et 2005, il n'existe, à notre connaissance, aucune étude ayant pour objet spécifique la continuité de la politique russe sous Gerhard Schröder.

¹³ Cf. Christian Baechler. *L'Aigle et l'Ours. La politique russe de l'Allemagne de Bismarck à Hitler 1871-1945*. Berne, 2001, 437 p.

Le débat entourant la continuité de la politique étrangère de l'Allemagne, entre les gouvernements Kohl et Schröder, a déjà été abordé au sens large par quelques spécialistes de la politique allemande. Toutefois, peu de monographies sont vouées spécifiquement à la question de la continuité de la politique russe du gouvernement Schröder. Ainsi, Hanns W. Maull, Sebastian Harnisch et Constatin Grund, dans *Deutschland im Abseits? Rot-grüne Außenpolitik 1998-2003* (2003)¹⁴, analysent en détail la continuité et les changements de la politique étrangère de l'Allemagne sous le gouvernement Schröder. Le politologue Hanns W. Maull qui, au début des années 1990, définissait l'Allemagne comme une puissance civile (*Zivilmacht*), conclut que même si la nouvelle génération au pouvoir tend à défendre les intérêts nationaux allemands de manière plus affirmée, la coalition gouvernementale rouge-verte¹⁵ se situe largement dans la continuité du gouvernement précédent. D'après lui, la politique et la diplomatie allemande s'articulent toujours et avant tout en donnant priorité aux intérêts économiques. Malgré que l'œuvre soit très riche en ce qui concerne une critique de la politique étrangère du gouvernement Schröder, la politique russe de l'Allemagne y est à peine abordée. L'ouvrage met plutôt l'accent sur la politique allemande face aux États-Unis et à la France.

Il en va de même pour le livre *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic* (2006)¹⁶, sous la direction de Hanns W. Maull. Cet ouvrage est sans doute l'étude la plus complète et la plus détaillée que nous ayons consultée en

¹⁴ Hanns W. Maull, Sebastian Harnisch et Constatin Grund. *Deutschland im Abseits? Rot-grüne Außenpolitik 1998-2003*. Baden-Baden, Nomos, 2003, 193 p.

¹⁵ La coalition rouge-verte (*rot-grüne Koalition*) est désignée par une coalition gouvernementale rassemblant deux partis allemands symbolisés par le rouge du Parti social-démocrate d'Allemagne (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, SPD), et par le vert, du parti écologiste Alliance 90/Les Verts (*Bündnis 90/Die Grünen*). Durant la période que nous étudions, le SPD a été dirigé par le chancelier Gerhard Schröder, alors que Les Verts ont été dirigés par Joschka Fischer, devenu ministre des Affaires étrangères. Cette coalition a remplacé la coalition noire-jaune (*schwarz-gelbe Koalition*) du gouvernement Kohl. Le noir fait référence à la couleur de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (*Christlich-Demokratische Union [Deutschlands]*, CDU). Il s'agit d'un parti politique de centre-droit qui a dirigé la République fédérale d'Allemagne pendant plus de 30 années. Elle forme avec l'Union chrétienne-sociale d'Allemagne (*Christlich-Soziale Union [Deutschlands]*, CSU) le groupe parlementaire CDU/CSU au gouvernement fédéral. La CSU est un parti politique de centre-droit, qui œuvre exclusivement en Bavière. Finalement, la couleur jaune représente le Parti libéral-démocrate (*Freie Demokratische Partei*, FDP). Il s'agit d'un parti politique libéral qui a été présent dans presque toutes les coalitions gouvernementales au plan fédéral de 1949 à 1998. Le FDP a été relégué dans l'opposition à la suite de la formation de la coalition rouge-verte en 1998.

¹⁶ Hanns W. Maull, dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, 296 p.

ce qui concerne la politique étrangère du gouvernement rouge-vert du chancelier Gerhard Schröder et de son ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer. Le poids de la continuité de la politique étrangère allemande y est analysé sous différents aspects, alors qu'un chapitre traite même de la politique allemande envers les Balkans et la Russie, dans une perspective qui vise à amener stabilité et prospérité dans ces régions. Le thème de la continuité demeure très bien détaillé; cependant, la place de la Russie dans l'analyse de la politique étrangère de l'Allemagne demeure une fois de plus très brève, se limitant à quelques pages.

Lors de nos recherches, nous avons répertorié plusieurs articles de périodiques et d'ouvrages spécialisés au sujet de la continuité de la politique russe de l'Allemagne sous Gerhard Schröder. Le regroupement d'articles intitulé *The German-Russian Relations: Trading Democracy for Security and Stability?* (2004)¹⁷, compilé par Marco Overhaus, Hanns W. Maull et Sebastian Harnisch, expose en détail diverses facettes des relations russo-allemandes durant les années Schröder. Les auteurs affirment que l'objectif principal de la politique allemande envers la Russie est de faciliter la démocratisation des institutions et de la société russe, afin que la sécurité internationale et la stabilité règnent. En traitant des domaines de la politique étrangère, de l'économie et de la sécurité, le document ne fait cependant aucune allusion à l'élément de continuité de la politique russe de l'Allemagne entre les gouvernements de Kohl et de Schröder.

Dans l'article *Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié*¹⁸ d'Alexander Rahr, publié en 2005 dans le *Courrier des pays de l'Est*, l'auteur analyse le rôle décisif des chanceliers Kohl et Schröder dans la politique extérieure allemande face à la Russie. Il démontre à quel point l'Allemagne est artisanne de la modernisation de la Russie avec l'implication de son économie. Bien que l'article soit très condensé, M. Rahr prend le temps de soulever plusieurs points intéressants relatifs à la politique étrangère et à l'économie des relations bilatérales. Cependant, il advient qu'il néglige

¹⁷ Marco Overhaus, Hanns W. Maull et Sebastian Harnisch, dir. «The German-Russian Relations : Trading Democracy for Security and Stability?». Trier, *German Foreign Policy in Dialogue*, Vol. 5, N. 12, 18 mars 2004, 52 p.

¹⁸ Alexander Rahr. «Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié». *Courrier des pays de l'Est*, dans Olivier Cazenaze, dir. « Allemagne-Est : Séquelles du passé et nouvelle architecture des relations », N.1049 mai-juin 2005, p. 15-29.

le domaine de la sécurité, thème qui n'est pratiquement pas abordé dans son étude des relations germano-russes.

Hans-Joachim Spanger a, quant à lui, publié pour le compte de la *Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung* un article détaillé intitulé *Paradoxe Kontinuität. Die deutsche Russlandpolitik und die koalitionenären Farbenlehren* (2005)¹⁹. L'auteur traite spécifiquement de la continuité de la politique allemande envers la Russie durant la période que nous avons sélectionnée. Cependant, son étude consiste plutôt en une prévision de la politique russe de l'Allemagne après les élections de septembre 2005. Spanger ne s'attarde pas à la continuité entre Kohl et Schröder, mais il prédit plutôt qu'il y aura continuité dans les relations germano-russes après Schröder. Il en va ainsi dans le court article publié par l'Institut français des relations internationales *La Russie et l'Allemagne: continuité et changements* (2005)²⁰ d'Andreï Zagorski. L'auteur procède à un rappel des années de coopération entre Poutine et Schröder et il énumère les caractéristiques particulières de cette relation. Toutefois, l'essentiel de son questionnement abordant les thèmes de la continuité et du changement porte sur ses prédictions quant au futur développement des relations germano-russes en prévision des élections de 2005.

Cette courte énumération de quelques-uns des auteurs qui ont traité de la politique étrangère allemande et des relations germano-russes, durant les deux mandats de Gerhard Schröder, illustre l'intérêt des chercheurs en ce qui a trait aux relations bilatérales entre l'Allemagne et la Russie, suivant la réunification allemande et la chute de l'Union soviétique. Nous avons toutefois observé que très peu d'études se sont penchées sur la question de la continuité de la politique allemande envers la Russie entre les gouvernements Kohl et Schröder. Dans cette perspective, ce mémoire de maîtrise a pour objectif de mettre en évidence les particularités de la politique étrangère du gouvernement allemand dirigée par Gerhard Schröder et d'identifier les éléments de continuité dans ses relations avec la Fédération de Russie de 1998 à 2005.

¹⁹ Hans-Joachim Spanger. «Paradoxe Kontinuität. Die deutsche Russlandpolitik und die koalitionenären Farbenlehren». *Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung*, HSFK-Report 12, décembre 2005, 44 p.

²⁰ Andreï Zagorski. «La Russie et l'Allemagne : continuité et changements». *Institut français des relations internationales*, Note du CERFA 6(a), Septembre 2005, 18 p.

Division du sujet de recherche

Comme nous le verrons, les politiques de Berlin à l'égard de Moscou sont largement tributaires de sa position dans l'UE. En conséquence, même si la politique étrangère de l'Allemagne sera examinée sous l'angle privilégié de ses relations avec la Russie, l'ouvrage tentera également d'éclairer le positionnement international de ces relations bilatérales. Ce mémoire se veut un document exploratoire qui nous permettra de mieux comprendre la dynamique des relations germano-russes après la réunification allemande et la chute de l'Union soviétique. Ainsi, pour démontrer s'il y a eu une continuité de la politique russe de l'Allemagne suivant le gouvernement de Helmut Kohl, nous allons concentrer notre analyse sur trois domaines : les relations politiques, l'économie et la coopération en matière de défense et de sécurité. Nous relèverons de cette manière les principaux éléments de continuité et de discontinuité dans ces trois domaines en nous basant sur l'étude du discours politique allemand. Cela nous aidera à nous prononcer sur la question, à savoir si la politique du gouvernement Schröder envers la Russie fut le prolongement de celle développée par Helmut Kohl après la réunification allemande.

Concernant les principaux thèmes et sous-thèmes, il convient en premier lieu de mentionner que le présent mémoire comptera trois grands chapitres. Étant donné que les deux principaux domaines de la coopération germano-russe sont la politique et l'économie, les deux premiers chapitres seront consacrés à la politique étrangère de l'Allemagne envers la Russie et aux relations économiques entre ces deux pays. Le troisième chapitre se concentrera plutôt sur l'analyse des problèmes de défense et de sécurité. Le premier des trois chapitres de ce mémoire traitera en grande partie des relations politiques et du dialogue entre les chefs d'État dans un cadre bilatéral et multilatéral. Nous analyserons de cette manière les relations que le chancelier allemand a entretenues avec les deux présidents russes, en mettant l'emphase sur ses relations avec le président Vladimir Poutine. Le deuxième chapitre portera essentiellement sur l'évolution des relations économiques entre l'Allemagne et la Russie. Nous chercherons à savoir ce qui a motivé les intérêts économiques des deux partenaires et nous observerons de quelles façons le commerce bilatéral et la coopération économique ont évolué durant cette période. Finalement, le troisième chapitre de notre travail sera dédié à la coopération en matière de défense et de

sécurité. Pour procéder, nous relèverons les principales caractéristiques de la politique étrangère de sécurité de la coalition rouge-verte, puis nous verrons leurs applications dans les relations germano-russes de sécurité lors des conflits internationaux.

Bornes chronologiques

L'élaboration d'un mémoire comme celui-ci suppose que nous limitions notre recherche dans le temps. C'est pourquoi notre analyse portera essentiellement sur la politique étrangère de l'Allemagne envers la Russie entre 1998 et 2005, soit plus précisément du 27 octobre 1998, date à laquelle Gerhard Schröder est devenu le septième chancelier de la RFA, jusqu'au 22 novembre 2005, où il a été remplacé par Angela Merkel à la tête de l'État fédéral allemand. Cependant, puisque nous ferons souvent référence aux relations germano-russes sous Helmut Kohl pour illustrer la continuité des relations bilatérales, nous aborderons également les années de 1991 à 1998, période correspondant à la fondation de la Fédération de Russie et se terminant avec la défaite de Kohl aux élections fédérales de 1998. Il est important de noter que nous ne voulons pas faire une étude comparative de la politique russe des deux gouvernements allemands qui ont suivi la réunification. Nous désirons plutôt mettre en lumière les éléments les plus marquants des relations germano-russes, par le biais de la continuité durant la période que nous avons choisie. De cette manière, nous serons en mesure d'observer l'évolution de la politique russe du gouvernement Schröder et ainsi de mieux comprendre la nature des relations entre ces deux pays.

Méthodologie et sources

Le type de recherche que nous voulons aborder se fera selon une logique inductive, puisque pour répondre à notre problématique de départ nous ne ferons pas appel à des théories, des modèles ou des concepts déjà établis. L'interprétation de la politique étrangère de l'Allemagne envers la Russie de 1998 à 2005 se fera plutôt sur la base d'une collecte de données et d'analyses inductives. Cette démarche s'appuiera sur une méthode documentaire de recherche afin d'expliquer notre problématique de départ. L'ensemble des documents étudiés sera composé

essentiellement d'articles de périodiques, de journaux, de monographies, de déclarations officielles, de discours, d'interviews et de procès-verbaux des débats au *Bundestag*.²¹

Dans l'élaboration de notre travail de recherche, les articles de périodiques et les monographies seront les deux principaux types de documents que nous utiliserons. Les trois thèmes centraux abordés par les documents sélectionnés sont les suivants : les relations bilatérales entre l'Allemagne et la Russie, la politique étrangère du gouvernement Schröder, et la continuité de la politique étrangère allemande. Il va de soi que l'amélioration de nos connaissances, sur le contexte général de la pensée et de l'action des dirigeants allemands, passera par la lecture complète ou partielle d'ouvrages généraux traitant de la politique étrangère allemande suivant la réunification. Bien que les articles de périodiques et les monographies forment une part considérable de la documentation utilisée, nous comptons approfondir notre analyse avec des publications du gouvernement allemand. Ainsi dans l'élaboration du premier et du troisième chapitre, les procès-verbaux des débats au *Bundestag* (ou plutôt les rapports sténographiques du parlement fédéral allemand) constitueront notre principale source d'information. Pour compléter notre étude, nous aurons également recours à quelques déclarations officielles, entrevues et discours des principaux acteurs des relations russo-allemandes.

Étant donné que notre mémoire couvre une période qui s'étend de 1998 à 2005, la documentation que nous utilisons est très récente. De ce fait, plusieurs sources officielles ont pu être consultées directement sur les sites Internet de la chancellerie, du Ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne et du *Bundestag* allemand. En ce qui concerne la section sur l'économie, les procès-verbaux des débats au *Bundestag* ont été peu utiles. C'est pourquoi nous avons beaucoup consulté le site Internet de l'Office fédéral allemand des statistiques pour avoir des chiffres exacts sur le commerce extérieur de l'Allemagne, alors que, pour notre chapitre portant sur la sécurité, nous nous sommes souvent référés aux documents fournis par le site du Ministère fédéral de la Défense, afin de mieux comprendre la politique

²¹ Le *Bundestag* est la chambre basse du parlement de la RFA.

étrangère de sécurité du gouvernement Schröder. Il est cependant important de souligner qu'après la défaite de la coalition rouge-verte aux élections fédérales de 2005, plusieurs articles ont été retirés des sites Internet de la chancellerie et du Ministère des Affaires étrangères pour faire place aux communiqués de la nouvelle grande coalition. Il se peut donc que certains articles du gouvernement Schröder ne soient plus en ligne pour une future consultation.

Puisque nous effectuons une étude sur un sujet européen, nous avons eu l'occasion d'approfondir nos recherches en Allemagne aux bibliothèques de l'*Osteuropa-Institut* et de l'*Otto-Suhr-Institut für Politikwissenschaft* de l'Université libre de Berlin, ainsi qu'à la bibliothèque de la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*, également située à Berlin. Cela nous a permis d'accéder à une documentation qui, autrement, n'aurait pu être consultée en raison de l'accessibilité restreinte des documents en langue allemande au Québec et au Canada. Les archives électroniques de la bibliothèque de l'Université libre de Berlin nous ont été particulièrement utiles puisqu'elles nous ont donné accès à une multitude d'articles de journaux allemands couvrant la période que nous étudions. Ceci nous a donné l'occasion d'approfondir nos connaissances sur notre sujet de recherche. L'accès à la grande collection de livres des bibliothèques de l'Université libre de Berlin a également facilité la consultation de monographies que nous n'aurions pu obtenir avec l'aide du système de prêt entre bibliothèques de l'Université de Montréal. Enfin, grâce à la bibliothèque de la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*, nous avons été en mesure de consulter un grand nombre d'articles de périodiques et d'ouvrages spécialisés que nous aurions eu bien du mal à trouver au Canada ou sur Internet.

Importance et objectifs du sujet de recherche

L'interaction entre l'Allemagne et la Russie a été, au cours du XX^e siècle, l'une des relations internationales qui a le plus influencé l'architecture de l'Europe et de sa sécurité. Bien que le dossier russe ne soit plus au centre des préoccupations de Berlin comme au temps de la Guerre froide, l'étude contemporaine de ces relations revêt selon nous une très grande importance. Puisque l'histoire nous a démontré que les bonnes relations entre l'Allemagne et la Russie sont une condition essentielle à la

sécurité et à la stabilité en Europe, l'avenir du continent européen dépendra largement des relations que la Russie entretiendra avec l'UE et l'Allemagne, actuellement son principal partenaire occidental.

Comme nous l'avons mentionné auparavant, ce travail de recherche a pour but d'analyser la politique étrangère du gouvernement Schröder envers la Russie durant les sept années de la coalition rouge-verte. Nous tenterons de déterminer ce qui a été modifié et ce qui est demeuré inchangé dans la relation que l'Allemagne a entretenue avec la Russie, en démontrant si il y a eu une continuité de la politique russe de l'Allemagne entre les deux gouvernements qui ont suivi la réunification allemande. Nous espérons ainsi que notre mémoire pourra apporter une contribution à l'état actuel des recherches sur les relations germano-russes, suivant la fin du conflit entre les deux blocs, en mettant en évidence l'intérêt de cette relation bilatérale européenne.

Chapitre 1

Les relations politiques et le dialogue entre les chefs d'États

"Je comprends tout à fait, compte tenu de l'expérience historique, que certains pays d'Europe centrale et orientale éprouvent des sentiments mitigés au vu de relations étroites entre l'Allemagne et la Russie. Mais, et c'est là un des éléments fondamentaux de la politique extérieure allemande aujourd'hui, ces bonnes relations ne doivent plus jamais provoquer ni destructions, ni malheurs chez nos partenaires d'Europe centrale et orientale. La coopération germano-russe n'est dirigée contre personne".²²

Helmut Kohl, 1997

"Aujourd'hui les Allemands et les Russes sont liés les uns aux autres comme jamais auparavant. Nous sommes unis par un partenariat stratégique prônant la paix et la prospérité en Europe, ainsi que la stabilité dans le monde."²³

Gerhard Schröder, 2005

Alors que Helmut Kohl faisait souvent référence à la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il abordait le thème des relations avec les Pays d'Europe centrale et orientale (PECO), Gerhard Schröder et son ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, appartiennent à cette nouvelle génération d'hommes politiques qui n'ont pas directement connu la guerre et qui manifestent une politique plus nuancée et plus inclinée à donner priorité aux intérêts nationaux de leur pays.²⁴ Issue du mouvement de contestation pacifiste et écologiste du début des années 1980, l'équipe qui s'est installée au pouvoir en octobre 1998 était consciente que des soupçons pesaient sur sa volonté d'assurer la continuité de la politique étrangère du chancelier Kohl.²⁵

²² Helmut Kohl. *Le Monde*, 1^{er} octobre 1994, cité dans Gilles Lapesant. *op. cit.*, p. 13.

²³ Gerhard Schröder. « Eine neue Qualität der deutsch-russischen Beziehungen ». *Handelsblatt*, 8 septembre 2005, p. 9.

²⁴ Hanns W. Maull. « La politique étrangère de l'Allemagne et le nouvel ordre international: un paradis perdu? ». *Institut français de relations internationales*, Note du CERFA 18(a), décembre 2004, p. 2.

²⁵ Hans Stark. « L'Allemagne entre affirmation nationale et ancrage multilatéral », *Politique étrangère*, Vol. 68, N. 3-4, 2003, p. 761.

Soucieux de mener une politique extérieure qui soit à la mesure du poids économique de son pays, le chancelier social-démocrate a très rapidement affiché une volonté de ne pas se borner à la « culture de la retenue » encore pratiquée par son prédécesseur.²⁶

Lorsque le Parti social-démocrate d'Allemagne et les Verts ont pris le pouvoir à la suite des élections générales du 27 septembre 1998, la politique étrangère n'avait joué aucun rôle important dans la campagne électorale et elle ne semblait pas représenter un intérêt particulier pour le nouveau chancelier. Cependant, lorsque la coalition rouge-verte a cédé sa place en 2005, ce sont surtout les résultats obtenus sur le plan de la politique étrangère qui ont marqué le bilan politique du gouvernement Schröder. La Fédération de Russie, qui n'était guère une priorité dans la politique étrangère du nouveau gouvernement, est devenue un des plus étroits partenaires de l'Allemagne sous le chancelier Schröder. Comment pouvons-nous expliquer ce revirement de situation et en quoi consiste ce rapprochement entre Berlin et Moscou? Pour répondre à ces questions, nous diviserons le présent chapitre en deux parties. La première partie abordera la dimension bilatérale des relations politiques entre l'Allemagne et la Russie, alors que la seconde partie étudiera les contextes européen et international à l'intérieur desquels ces relations ont évolué durant les deux mandats de la coalition gouvernementale dirigée par Gerhard Schröder.

1.1 Dimension bilatérale

Les bonnes relations entretenues par Helmut Kohl et Boris Eltsine ont conduit à un développement très personnel des relations germano-russes. Lorsqu'il était chancelier, Kohl n'avait pas seulement aidé Eltsine à obtenir de généreux crédits de la part de l'Allemagne et des pays occidentaux, mais il l'avait aussi soutenu dans toutes les situations difficiles des années 1990. Il l'a appuyé lors du putsch de 1991, lors de la dissolution du parlement russe en 1993, pendant la guerre en Tchétchénie de 1994 à 1996 et durant les élections présidentielles russes de 1996 au cours

²⁶ La culture de la retenue (en allemand, *Kultur der Zurückhaltung*) fait référence à la politique allemande de non intervention sur la scène internationale qui a été développée après la Seconde Guerre mondiale par le premier chancelier de la RFA, Konrad Adenauer. Cette politique, qui était à l'époque justifiée par le poids du passé de l'Allemagne, a été remise en question après la réunification allemande en 1990.

desquelles Eltsine risquait de perdre le pouvoir devant la poussée des communistes et des libéraux-démocrates. Helmut Kohl accordait effectivement beaucoup d'importance à entretenir de bonnes relations avec le président russe. Bien que la Russie représentât un important partenaire économique, en raison de son potentiel énergétique et scientifique, elle était aussi vue du côté allemand comme une source possible d'instabilité pour le continent européen.

Il est important de comprendre qu'après la Guerre froide, l'Allemagne se situait toujours à la frontière qui divisait l'Est et l'Ouest, ce qui représentait à la fois une délimitation entre la prospérité et la pauvreté ou encore entre la stabilité et l'instabilité en Europe. Redoutant que l'Allemagne soit la première à subir directement les effets de l'instabilité à l'Est, le gouvernement Kohl s'est engagé, durant les années 1990, à repousser les frontières de l'UE et de l'OTAN au-delà de sa frontière orientale, en soutenant l'élargissement de ces deux organisations. Pour remédier à une possible désintégration de l'État russe, Kohl a plaidé en faveur d'une politique visant à soutenir politiquement et économiquement le président russe dans ses efforts pour réformer et démocratiser son pays. Dans la mesure où la Russie est le partenaire le plus important de l'Allemagne à l'Est, Kohl croyait que la stabilité européenne ne pouvait être maintenue qu'en coopérant étroitement avec une Russie dirigée par Eltsine. Le chancelier allemand voyait en fait le président russe comme la personnification de la stabilité en Russie. C'est dans ce contexte que l'Allemagne s'est engagée, au cours des années 1990, à soutenir inconditionnellement le président russe, au point même de faire le lobbying des intérêts russes, en promouvant la création de liens spéciaux entre les institutions occidentales et la Russie.

Après le changement de gouvernement en 1998, le mot d'ordre de la politique étrangère allemande fut tout d'abord la continuité.²⁷ De fait, les intentions de la nouvelle coalition au pouvoir à l'égard de la Russie sont quelque peu palpables dans la formulation de l'accord de coalition entre le SPD et les Verts, après leur victoire électorale en septembre 1998. L'accord stipule que :

²⁷ Ludger Volmer. « Les grandes lignes de la nouvelle politique étrangère allemande ». Discours prononcé par le Ministre adjoint aux Affaires étrangères à l'occasion du "Politisches Forum Ruhr", Archives Web du Ministère fédéral des Affaires étrangères. [En ligne]. 12 novembre 2001, <http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/fr/Infoservice/Presse/Reden/2001/011112-PolForumRuhr.html> (Page consulté le 2 mars 2007)

« Le nouveau gouvernement fédéral poursuivra de bonnes relations avec la Russie et l'Ukraine et il s'engage à les placer sous une plus grande base. Son objectif sera d'assurer la stabilité dans cette région par un soutien des principes démocratiques, d'État de droit et d'économie de marché. »²⁸

À vrai dire, l'accord de coalition s'avère très limité en ce qui concerne les intentions politiques du nouveau gouvernement à l'égard de la Russie. Ce dernier souligne seulement que la coalition rouge-verte s'engage à respecter les engagements internationaux de la République fédérale et qu'elle poursuivra la politique de son prédécesseur envers la Russie. Cela sous-entend que les efforts de Helmut Kohl, d'intégrer la Russie aux institutions occidentales, ne seront pas remis en cause après l'élection d'un gouvernement de gauche. Étant donné que depuis l'éclatement de l'URSS, l'Allemagne a toujours plaidé pour un rapprochement entre la Fédération de Russie et l'Ouest, le chancelier Schröder va hériter d'une position très confortable pour établir de bonnes relations avec la Russie.²⁹ Comme le souligne Klaus Mangold, président de l'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft*, tout était en place pour Schröder afin qu'il poursuive la politique de son prédécesseur envers la Russie.³⁰

Les relations entre Schröder et Eltsine : un style nouveau, sans rupture

Après le *Saunafreundschaft*³¹ entre Helmut Kohl et Boris Eltsine, nous devons nous attendre à ce que les relations du nouveau gouvernement avec la Russie

²⁸ Koalitionsvereinbarung zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und Bündnis 90/Die Grünen. *Aufbruch und Erneuerung - Deutschlands Weg ins 21. Jahrhundert*, Bonn, 20 octobre 1998, p. 48.

²⁹ Alexander Rahr. « Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié ». *op. cit.*, p. 16.

³⁰ Klaus Mangold. « Stand und Perspektiven der deutsch-russischen Wirtschaftsbeziehungen », dans Erich G. Fritz, dir. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, p. 79. L'*Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft* (Comité sur les relations économiques est-européennes) est une association promouvant les intérêts économiques de l'industrie allemande dans les PECO. Cette organisation encourage les exportations des compagnies allemandes dans les pays d'Europe de l'Est et participe beaucoup à l'établissement de relations commerciales entre l'Est et l'Ouest. Le comité est géré par la Fédération allemande de l'Industrie, le *Bundesverband der Deutschen Industrie*.

³¹ Cette formule, qui signifie une « amitié de sauna » ou une « diplomatie de sauna », a été employée par les analystes des relations germano-russes pour désigner l'amitié fraternelle entre Boris Eltsine et Helmut Kohl. Le terme vient du fait que le chancelier avait pris pour habitude de fréquenter les bains avec son homologue russe. Par l'utilisation de cette formule, les analystes reprochaient à Kohl, en raison de son affinité personnelle pour le président russe, de fermer les yeux sur la situation intérieure de la Russie.

soient moins émotionnelles et plus axées sur les principes démocratiques. La raison est que Gerhard Schröder jouissait d'une liberté d'action à l'égard de la Russie dont aucun autre chancelier avant lui n'avait pu profiter. Konrad Adenauer, Willy Brandt, Helmut Schmidt et même Helmut Kohl ne pouvaient ignorer le fait que des troupes russes étaient stationnées sur les rives de l'Elbe et partout aux alentours de Berlin. Bien que les troupes russes aient définitivement quitté l'Allemagne en 1994, ce n'est qu'en 1998, avec l'arrivée de Schröder au pouvoir, que les Allemands ont pu mettre fin à leur « complexe de remerciement » pour l'appui russe à la réunification.³² Cela explique, en quelque sorte, la raison pour laquelle le président Eltsine voyait d'un mauvais œil la venue de Gerhard Schröder en 1998, en ce qui a trait à l'avenir des relations germano-russes. Eltsine affirme dans ses mémoires :

« Gerhard Schröder est un politicien de la jeune génération qui va donner un nouveau style aux relations avec la Russie – les relations seront plus sobres et plus rationnelles. (...) C'est pourquoi il était très clair dès le départ que je devais avant tout m'assurer de la continuité des relations [de l'Allemagne] avec la Russie. »³³

Bien que Schröder ait été en bonne position pour poursuivre la politique étrangère de Kohl envers la Russie, le changement de pouvoir a occasionné un certain refroidissement dans les relations bilatérales. Déjà après les élections de 1998, certaines voix au sein du nouveau gouvernement demandaient au chancelier de prendre ses distances face aux relations entretenues entre Helmut Kohl et Boris Eltsine. Le président adjoint du groupe parlementaire SPD au *Bundestag* et ultérieurement coordonnateur de la politique allemande envers la Russie, Gernot Erler, a affirmé que la politique allemande à l'égard de la Fédération de Russie devait être révisée d'un œil critique et que les relations devaient désormais s'établir sous une plus grande base.³⁴

De fait, lorsqu'il s'est rendu pour la première fois en Russie, le chancelier a insisté pour rencontrer les leaders de l'opposition, en affirmant que la « diplomatie

³² Alexander Rahr. «Ist Putin der Deutsche im Kreml?», dans Erich G. Fritz, dir. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, p. 64.

³³ Boris Jelzin. *Mitternachtstagebuch. Meine Jahre im Kreml*. Berlin, Propyläen, 2000, p. 142.

³⁴ Gernot Erler. *Plenarprotokoll 14/3 : Stenographischer Bericht*, Deutscher Bundestag. 14. Wahlperiode, 3. Sitzung, Bonn, 10 novembre 1998, p. 125.

de sauna » menée par Kohl était désormais révolue.³⁵ Au lieu d'entretenir une relation particulière avec le président russe, comme l'avaient fait Helmut Kohl et son ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel, Gerhard Schröder et Joschka Fischer ont dans un premier temps privilégié une approche multilatérale de leur politique envers la Russie de Eltsine. La coalition gouvernementale s'est ainsi engagée à donner plus de place aux institutions multilatérales comme l'UE, l'OTAN, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation des Nations Unies (ONU) ou encore le Fonds monétaire international (FMI) pour mener à bien la politique russe de la RFA. Puisque la relation personnelle très amicale que Kohl entretenait avec le président Eltsine n'a pas été transmise à Schröder, les relations entre l'Allemagne et la Russie ont dû composer, pour un certain temps, sans un élément fondamental de la coopération germano-russe depuis la réunification allemande, soit « l'amitié fraternelle » entre les deux chefs.³⁶ Sur ce point, Alexander Rahr considère que le départ de Kohl de la chancellerie a en quelque sorte mis fin à la phase romantique des relations germano-russes.³⁷

Malgré le désir de se détacher de la politique menée par son prédécesseur, Schröder n'a pas manqué de souligner son intérêt à poursuivre de bonnes relations avec la Russie. Mise à part une certaine restructuration des relations bilatérales, quelques problèmes entre les deux pays sont survenus au début du premier mandat de Gerhard Schröder, comme par exemple l'appui de l'Allemagne à l'élargissement de l'OTAN, la participation allemande dans la guerre du Kosovo ou encore la formulation de critiques à l'égard de la situation en Tchétchénie. Nous reviendrons sur ces événements au troisième chapitre de notre travail, portant sur les questions de défense et de sécurité. Il convient pour l'instant de souligner que les guerres du Kosovo et de Tchétchénie en 1999 ont eu d'importantes répercussions sur les relations politiques entre les deux pays. Boris Eltsine prétend même dans ses

³⁵ Kristina Spohr Readman. *op. cit.*, p. 145 et Gunnar Garbe. *Deutsche Rußlandpolitik und das Baltikum 1990-1998*. Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades der Philosophischen Fakultät der Christian-Albrechts-Universität zu Kiel (Thèse de Ph.D.), 2002, p. 231.

³⁶ Le terme allemand *Männerfreundschaft* (désignant une amitié masculine ou une amitié fraternelle) est souvent utilisé dans les publications pour définir les relations cordiales entre les chefs d'États d'Allemagne et de Russie.

³⁷ Alexander Rahr. «Ist Putin der Deutsche im Kreml?» *op. cit.*, p. 64.

mémoires que l'Allemagne et la France ont pris les positions les plus dures en ce qui concerne la guerre en Tchétchénie.³⁸

En dépit des problèmes qui sont survenus entre le chancelier Schröder et le président Eltsine, la nouvelle coalition n'a pas effectué de véritable rupture dans sa politique à l'égard de la Russie. La position de la nouvelle administration s'illustre en quelque sorte dans le discours tenu au *Bundestag* en novembre 1998 par le ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer. Ce dernier affirme :

« Nous ne pouvons pas nous permettre une déstabilisation de la Russie. C'est pourquoi nous sommes obligés de soutenir un processus international de stabilisation, se basant sur une réforme économique et avant tout sur la démocratie. Il s'agit d'un point important dans lequel nous nous engagerons à l'avenir. »³⁹

Ceci dit, bien que la nouvelle coalition n'ait pas hésité à critiquer Moscou et que les relations n'ont pas été des plus cordiales entre les chefs des deux gouvernements, l'Allemagne est demeurée un partenaire de première importance pour la Russie sous la présidence de Boris Eltsine. La RFA a continué de coopérer étroitement avec la Fédération de Russie à différents niveaux, notamment pendant la guerre du Kosovo, où les diplomates allemands ont joué un rôle important pour convaincre Eltsine d'abandonner son soutien au régime de Milošević et de se joindre à la coalition occidentale pour un plan de paix dans les Balkans. En continuité avec le gouvernement de Helmut Kohl, la coalition rouge-verte a veillé à ce que la Russie demeure stable, qu'elle entreprenne des réformes démocratiques et qu'elle procède à une véritable ouverture de ses marchés.⁴⁰

Le changement dans les relations s'est plutôt effectué au niveau du style et de la forme, en s'exécutant de plus en plus à travers un cadre multilatéral entre Berlin et Moscou.⁴¹ L'écart générationnel entre Schröder et Eltsine a d'autre part contribué à ce que l'amitié fraternelle entre Kohl et Eltsine ne se transmette pas au nouveau chancelier. Malgré le désir au sein du parti social-démocrate que le chancelier prenne

³⁸ Boris Jelzin. *op. cit.*, p. 142.

³⁹ Joseph Fischer. *Plenarprotokoll 14/3 : Stenographischer Bericht*, Deutscher Bundestag. 14. Wahlperiode, 3. Sitzung, Bonn, 10 novembre 1998, p. 111.

⁴⁰ Alexander Rahr. « Ist Putin der Deutsche im Krem? » *op. cit.*, p. 65.

⁴¹ Comme nous le verrons dans la seconde section de ce chapitre, l'intégration de la politique russe de l'Allemagne dans un contexte multilatéral se manifeste clairement dans la politique russe de l'UE.

une position différente de son prédécesseur dans les relations germano-russes, on n'observe pas de lignes directrices véritablement nouvelles dans la politique allemande envers la Russie de Eltsine, si ce n'est que le nouveau gouvernement a pris ses distances à l'égard de la direction russe jusqu'à l'arrivée du président Poutine en 2000.⁴² En fin de compte, la coalition rouge-verte ne semble pas avoir développé une politique russe bien précise à l'endroit du président Eltsine. On pourrait même affirmer que les relations entre la Russie et l'Allemagne ont connu une période de stagnation entre 1998 et 2000. Il faudra cependant attendre le départ du président russe Boris Eltsine pour que les relations germano-russes prennent une toute nouvelle dynamique.

Les relations entre Schröder et Poutine : un nouveau départ

Après le refroidissement des relations bilatérales entre le chancelier allemand et le président russe, un changement survenant à la tête de la Russie va susciter l'opportunité de donner une nouvelle impulsion aux relations germano-russes. C'est en effet le 31 décembre 1999, à la suite de la démission de Boris Eltsine, que le premier ministre Vladimir Poutine sera désigné président par intérim de la Russie. Ce dernier sera confirmé dans ses fonctions quelques mois plus tard à la suite d'une élection présidentielle en mars 2000.

L'arrivée de Vladimir Poutine comme président de la Fédération de Russie a provoqué plusieurs changements et ce, tant au niveau interne de la Russie qu'au niveau des relations bilatérales avec l'Allemagne. Dans un premier temps, sa présence marque un changement radical de génération au pouvoir en Russie. Les vieux communistes et les dirigeants soviétiques de la vieille école ont été remplacés pour faire place à des anticommunistes et des défenseurs convaincus de l'économie de marché. Cette nouvelle génération de dirigeants aspire à une insertion de la Russie dans l'économie mondiale, en tant qu'État fort et aligné sur une économie de marché fleurissante.⁴³ Conscient de la nécessité de réformer en profondeur la Russie, l'équipe de Poutine a entrepris un programme visant à renforcer le pouvoir central de

⁴² Hans-Joachim Spanger. *op. cit.*, p. 13.

⁴³ Alexander Rahr. «Ist Putin der Deutsche im Kreml?» *op. cit.*, p. 68-69.

l'État pour mettre fin à l'instabilité politique et économique héritée de la présidence de Boris Eltsine. Ce changement à la tête du Kremlin aura des répercussions sur la politique étrangère de la Russie, en conduisant le président Poutine à mener une politique internationale plus active que son prédécesseur.

Dans un deuxième temps, l'accession de Vladimir Poutine au pouvoir a représenté un certain avantage pour Gerhard Schröder, puisqu'en réalité la carrière du chef du Kremlin a été intimement liée à l'Allemagne. Poutine a en fait vécu à Dresde de 1985 à 1990. Sa fonction consistait à étudier, pour le compte du KGB, la situation politique de la RFA en montant des dossiers sur l'élite politique ouest-allemande.⁴⁴ Après la réunification, lorsqu'il a été conseiller économique du maire de Saint-Pétersbourg, Poutine a eu l'occasion de retourner à plusieurs reprises en Allemagne, ce qui lui a permis de mieux connaître la culture, l'histoire et la politique de ce pays.⁴⁵ Sa connaissance de la langue allemande et ses contacts avec le monde des affaires lui ont permis de mieux comprendre la mentalité des Allemands que son prédécesseur. Gerhard Schröder affirme même, dans ses mémoires, que le président Poutine est extraordinairement bien informé sur l'Allemagne, puisqu'il lit la presse allemande et suit également les bulletins d'information ainsi que les nouvelles politiques à la télévision allemande.⁴⁶ De plus, au lieu d'avoir été influencé par le modèle économique libéral américain comme les politiciens russes Egor Gaïdar et Anatoly Chubais⁴⁷ qui, sous le président Eltsine, ont procédé à la « thérapie de choc »⁴⁸, Poutine a plutôt été imprégné par l'économie sociale de marché allemande.⁴⁹ En d'autres termes, nous pouvons affirmer que la Russie s'est dotée en

⁴⁴ Le KGB est l'acronyme russe de *Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti*, en français le « Comité pour la Sécurité de l'État ». Cette organisme était le principal service de renseignement en Union soviétique.

⁴⁵ Gerhard Schröder et Vladimir Poutine. *Schröder und Putin exklusiv in BILD: Nie wieder Krieg!*, Interview de Kai Diekmann, Berlin, Bild, 5 mai 2005. [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 2 mars 2007)

⁴⁶ Gerhard Schröder. *Entscheidungen. Mein Leben in der Politik*. Hamburg, Hoffmann und Campe, 2006, p. 244.

⁴⁷ Egor Gaïdar a été premier ministre de la Russie en 1992. Il faisait partie avec Anatoly Chubais, son vice-premier ministre, des « jeunes réformateurs » associés à la thérapie de choc, aux privatisations et à la montée des oligarques en Russie au début des années 1990.

⁴⁸ Terme attribué à une série de mesures radicales employées par les dirigeants russes au début des années 1990, pour parvenir en un court laps de temps à la transition d'une économie planifiée en une économie de marché.

⁴⁹ Alexander Rahr. « Ist Putin der Deutsche im Kreml? » *op. cit.*, p. 64. Pour de plus amples détails sur les liens que Vladimir Poutine a entretenus avec l'Allemagne avant qu'il soit élu président de la Russie, cf. Alexander Rahr. *Wladimir Putin : Der Deutsche im Kreml*. Munich, Universitas Verlag, 2000, 286 p.

2000 d'un président connaissant très bien l'Allemagne et étant fortement imprégné par cette dernière. Comme l'a souligné Alexander Rahr dans l'un de ses articles, Poutine semble mieux connaître l'Allemagne que la majorité de ses diplomates stationnés en Allemagne.⁵⁰ Ceci explique, en partie, la raison pour laquelle le nouveau président de la Russie sera ouvert à la coopération à plusieurs niveaux avec l'Allemagne.

Bien que Gerhard Schröder ne fût pas dans les meilleurs termes avec le président Eltsine, le gouvernement fédéral allemand a toutefois réagi froidement à la prise du pouvoir de Vladimir Poutine en 2000 ; d'une part en raison de sa position dans le conflit avec la Tchétchénie et d'autre part en raison de sa détermination à ce que Moscou bénéficie d'un délai pour le remboursement de ses dettes.⁵¹ Une première rencontre au sommet a été organisée à Berlin en juin 2000 entre Gerhard Schröder et Vladimir Poutine, lors d'une tournée européenne du nouveau maître du Kremlin. Puisque les relations bilatérales s'étaient détériorées depuis la fin de l'ère « Kohl-Eltsine », non seulement à cause d'un changement de gouvernement, mais aussi en raison de positions diamétralement opposées dans les conflits au Kosovo et en Tchétchénie, les conditions étaient désormais réunies pour procéder à un rapprochement entre les deux chefs d'État. En fait, peu de temps après que Poutine soit arrivé en Allemagne, l'atmosphère s'est soudainement détendue lorsque le président russe a commencé à s'entretenir avec son homologue en allemand. En se passant du service des interprètes, la communication a pu être simplifiée, ce qui a d'ailleurs favorisé un dialogue plus direct entre les deux dirigeants. Durant leur rencontre devant les journalistes, Schröder a déclaré que lui et le président Poutine souhaitaient que les relations entre l'Allemagne et la Russie soient désormais établies sur la base d'intérêts communs, plutôt que sur les relations personnelles entre les deux chefs d'États.⁵² Bien que peu d'accords bilatéraux aient été conduits durant la visite du président russe, cette première rencontre a démontré un signe d'approfondissement des relations germano-russes, laissant entrevoir un développement positif.

⁵⁰ Alexander Rahr. «Ist Putin der Deutsche im Krem!?» *op. cit.*, p. 65.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Markus Wehner. « Schröder und Putin gehen die Dinge in moderner Form an ». *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 juin 2000, p. 3.

Il existe plusieurs raisons pour lesquelles le président russe a cherché à se rapprocher de l'Allemagne. Près de dix ans après l'éclatement de l'Union soviétique, Vladimir Poutine désire replacer la Russie parmi les grandes puissances de ce monde, en retrouvant la place qu'elle occupait jadis sur la scène internationale.⁵³ Le gouvernement ne cherche plus la confrontation avec l'Ouest comme à l'époque soviétique et il ne cherche pas à s'intégrer à l'Ouest sans conditions comme au début des années 1990 avec la « thérapie de choc ».⁵⁴ Les autorités russes misent plutôt sur une modernisation rapide du pays, ainsi que sur une intégration accélérée aux organisations économiques internationales et s'attendent à ce que l'Allemagne lui prodigue des conseils et une assistance technique pour mener à bien la tâche délicate que constitue la transformation économique du pays.⁵⁵ Schröder affirme dans ses mémoires que Poutine vise à refaire de la Russie une puissance mondiale qui pourrait négocier, parler et agir sur un pied d'égalité avec les États-Unis. D'après lui, le président russe sait que, pour y parvenir, il lui faut tisser une relation stratégique toujours plus étroite avec l'Europe. Il compte pour cela sur l'aide de l'Europe, mais avant tout sur le soutien de l'Allemagne.⁵⁶

D'autre part, Schröder s'est également rapproché de Poutine pour plusieurs raisons. Ce sont, en fait, les principaux responsables du milieu des affaires allemands qui ont suggéré au chancelier d'établir des liens plus étroits avec Vladimir Poutine.⁵⁷ Mis à part l'intérêt économique de la Russie pour l'Allemagne, Berlin a un intérêt particulier à ce que la Russie soit soutenue politiquement afin qu'elle demeure stable. L'idée selon laquelle une Europe pacifique et stable ne peut se faire sans la Russie, ou pire encore, contre ses intérêts, est bien ancrée dans les esprits de l'élite politique allemande.⁵⁸ Ainsi, pour s'assurer d'entretenir de bonnes relations avec la Russie, les contacts ont été intensifiés avec le Kremlin, au point même qu'au cours des années qui suivirent, le président russe n'a rencontré aucun chef d'État occidental aussi souvent que le chancelier allemand. Pour Schröder, ces bonnes relations servent

⁵³ Hannes Adomeit. «Putins Westpolitik: Ein Schritt vorwärts, zwei Schritte zurück». *Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP-Studie 8*, avril 2005, p. 7.

⁵⁴ Katrin Bastian et Roland Götz. «Unter Freunden? Die deutsch-russische Interessenallianz». *Blätter für deutsche und internationale Politik*, N. 5, 2005, p. 591.

⁵⁵ Roland Götz et Christian Meier. «Les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie». *Politique étrangère*, N. 3, 2002, p. 710.

⁵⁶ Gerhard Schröder. *Entscheidungen. Mein Leben in der Politik. op. cit.*, p. 246.

⁵⁷ Alexander Rahr. «Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié». *op. cit.*, p. 17.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 15.

essentiellement l'intérêt de l'Europe et non pas celui des seuls deux partenaires.⁵⁹ De cette manière, l'Allemagne espère obtenir un avantage, autant pour elle que pour l'Europe, dans la construction d'une relation stratégique avec le Kremlin durant les années à venir.

La nouvelle qualité des relations bilatérales : vers un partenariat stratégique

Lorsque le chancelier fédéral allemand et le président russe se sont mis d'accord pour un renouvellement de leurs relations lors du sommet germano-russe, à la mi-juin 2000, le mot clé qui allait désormais qualifier leurs relations bilatérales sera le « partenariat stratégique ».⁶⁰ Pour l'analyste politique Hans-Joachim Spanger, le partenariat stratégique évoque un programme politique hautement symbolique, où l'on vise principalement des relations stables et à long terme.⁶¹ L'un des buts fondamentaux de ce partenariat se veut de connecter les valeurs et les intérêts communs des deux pays, afin de développer une relation amicale et durable, s'appuyant sur une alliance d'intérêts.⁶² À cet égard, la Russie et l'Allemagne sont amenées à coopérer ensemble en raison de leurs intérêts communs dans différents domaines comme l'économie, la recherche, l'éducation, la culture, la politique internationale ou encore la sécurité du continent européen. Sur la scène internationale, l'Allemagne est membre d'une multitude d'organisations et elle a traditionnellement fait du lobbying pour les intérêts russes lors des sept années où la coalition rouge-verte a été au pouvoir.⁶³ Berlin a notamment soutenu l'insertion politique de la Russie dans diverses structures multilatérales telles que l'ONU, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, le Conseil OTAN-Russie, le Groupe des huit (G8) ou encore l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le but étant de travailler en étroite collaboration dans le règlement de diverses questions régionales et internationales.

⁵⁹ Gerhard Schröder. *Entscheidungen. Mein Leben in der Politik. op. cit.*, p. 246.

⁶⁰ _____, « Deutschland sucht strategische Partnerschaft mit Russland », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 juin 2000, p.1.

⁶¹ Hans-Joachim Spanger. *op. cit.*, p. 14.

⁶² Katrin Bastian et Roland Götz. «Unter Freunden? Die deutsch-russische Interessenallianz». *op. cit.*, p. 587.

⁶³ Dmitry Philippovkh. «After elections in the FRG. Russian-German perspective», dans *Russian Analytica*, Volume 6, 2005, p. 129.

Conformément à ce qui précède, le partenariat stratégique évoqué par Gerhard Schröder en 2000 n'est en fait que la continuité de la politique russe amorcée par Helmut Kohl durant les années 1990. L'intérêt du gouvernement chrétien-démocrate de poursuivre des réformes politiques et économiques pour stabiliser la Russie et de l'intégrer dans l'ordre international n'a été que repris par Gerhard Schröder. L'innovation du chancelier social-démocrate a été sa volonté d'intégrer le partenariat stratégique avec la Russie dans l'Accord de partenariat et de coopération entre l'UE et la Russie et la stratégie commune de l'UE à l'égard de la Russie.⁶⁴ L'objectif de la coalition rouge-verte a été d'eupéaniser les relations germano-russes et de poursuivre l'intégration de la Russie dans les organisations démocratiques occidentales. Mis à part le nouveau concept d'un partenariat stratégique entre la Russie et l'Allemagne, les cinq années de coopération entre Poutine et Schröder se sont dessinées autour de quatre éléments qui sont revenus à plusieurs reprises dans nos lectures, soit la centralisation des relations bilatérales, le soutien indéniable du chancelier au président de la Fédération de Russie, le soutien des intérêts économiques et la rencontre des sociétés civiles.

a) La centralisation des relations bilatérales

Même si les relations germano-russes se trouvaient déjà largement entre les mains de la chancellerie sous Helmut Kohl, il est advenu que les relations politiques, économiques et sociales avec la Russie ont été de plus en plus centralisées entre les mains ou sous la tutelle personnelle du chancelier fédéral Gerhard Schröder et du président russe Vladimir Poutine. Le professeur Andreï Zagorski, de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, qualifie même d'« hyper-centralisation » le

⁶⁴ Sven C. Singhoven «Strategische Partnerschaft oder neue Konfrontation? Die Zukunft der deutsch-russischen Beziehungen». Konrad-Adenauer-Stiftung Arbeitspapiere, Nr. 159, Mai 2006, p. 7. L'Accord de partenariat et de coopération entre l'UE et la Russie a été signé en 1994 et n'est entré en vigueur qu'en 1997, du fait des délais de ratification par les États membres. Cet accord est essentiellement économique et vise l'intégration progressive des économies russe et européenne, avec pour objectif l'instauration future d'une zone de libre-échange entre la Communauté européenne et la Russie. La stratégie commune de l'UE à l'égard de la Russie a, quand à elle, été adoptée en 1999. Ses priorités sont la consolidation de la démocratie, l'État de droit, l'intégration de la Russie dans un espace social et économique européen commun, la stabilité et la sécurité en Europe et finalement, la gestion des questions communes au continent européen (environnement, énergie, criminalité, etc.). Cf. Detlev Wolter. «Gemeinsame Strategie gegenüber Rußland. Ein neues Instrument europäischer Politik», dans *Ethnische Konflikte, Internationale Politik*, N. 9, septembre 1999, p. 60-61.

mécanisme de coopération des relations germano-russes.⁶⁵ D'après les Constitutions des deux pays, ce sont en effet le chancelier et le président qui définissent respectivement les orientations fondamentales de la politique intérieure et extérieure de leur pays.⁶⁶ Cependant, l'amitié qui s'est développée entre Poutine et Schröder a fait en sorte que le chancelier a imposé le ton dans les questions touchant à la coopération germano-russe. Si bien que, durant son deuxième mandat, Schröder a eu la main haute sur la politique russe de l'Allemagne, tandis que le ministère des Affaires étrangères a été relégué au second rang.

La centralisation des relations bilatérales n'est toutefois pas surprenante en ce qui concerne la Russie, étant donné le désir du président Poutine de vouloir renforcer à tout prix les structures étatiques de son pays.

« Aujourd'hui, aucune décision dans la vie politique ou sociale du pays, y compris les grandes transactions dans le domaine économique, ne peut être prise sans l'implication directe ou l'approbation du Kremlin. L'État russe et, avant tout – le Kremlin, étend aussi son influence sur le domaine des relations politiques et sociales ainsi qu'économiques extérieures, en concentrant la décision. »⁶⁷

D'après Andreï Zagorski, à part la Russie, aucune autre relation bilatérale ne demande à l'Allemagne une telle implication et participation personnelle du chancelier au dialogue politique, économique et culturel.⁶⁸ Puisque la Russie conçoit plutôt ses relations de manière bilatérale, la priorité a été donnée aux relations entre les chefs d'État. En fin de compte, nous pouvons affirmer que la centralisation des relations bilatérales a permis à Gerhard Schröder et Vladimir Poutine de jouer un rôle moteur dans le développement de celles-ci.

b) Le soutien indéniable du chancelier au président de la Fédération de Russie

Une seconde caractéristique de la politique russe du chancelier Schröder a été le soutien indéniable qu'il a accordé à son homologue Vladimir Poutine. En dépit des

⁶⁵ Andreï Zagorski. «La Russie et l'Allemagne : continuité et changements». *op. cit.*, p. 5.

⁶⁶ Cf. la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (Article 65) et la Constitution de la Fédération de Russie (Article 80).

⁶⁷ Andreï Zagorski. «La Russie et l'Allemagne : continuité et changements». *op. cit.*, p. 6.

⁶⁸ *Ibid.*

critiques internationales envers le président russe, le chancelier s'est abstenu de formuler tout commentaire négatif en ce qui concerne l'évolution de la politique intérieure en Russie et de sa politique dans les pays de l'ex-URSS. Le mélange d'indifférence et d'éloges du chancelier pour Poutine, a constitué le point central des critiques de sa politique russe.⁶⁹ Les médias allemands ont par exemple reproché à Schröder sa réticence à critiquer les violations des droits humains en Tchétchénie, le renforcement des tendances autoritaires et les problèmes de liberté de la presse en Russie. Après les résolutions de la tragédie de Beslan et de l'affaire Ioukos, le chancelier a continué de défendre les principes démocratiques de Poutine, ce qui a mis dans l'embarras et irrité le public allemand.⁷⁰ Le chancelier est même allé jusqu'à qualifier le président russe de « démocrate au-dessus de tout soupçon » lors d'une interview télévisée en 2004.⁷¹

La politique étrangère de Schröder semble prendre pour acquis que toute critique ouverte à l'égard de la Russie pourrait affaiblir la position de Poutine. Ainsi, la retenue allemande dans la question tchétchène a été interprétée par certains Allemands comme un compromis en échange d'un approvisionnement sûr en gaz russe,⁷² alors que d'autres ont plutôt eu le sentiment que Berlin a effectué une *Realpolitik*, en accordant un soutien inconditionnel à Poutine dans le but de faire le lobbying des intérêts du business allemand en Russie.⁷³ Pour critiquer la conduite du

⁶⁹ Hannes Adomeit. «La politique russe de l'Allemagne: fin de la lune de miel», *op. cit.*, p. 6.

⁷⁰ Hannes Adomeit, Katrin Bastian et Roland Götz. «Deutsche Rußlandpolitik unter Druck». *Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP-Aktuell 56*, décembre 2004, p. 1. La tragédie de Beslan fait référence à la prise d'otage en septembre 2004, où un groupe d'hommes armés a fait irruption dans une école à Beslan en Ossétie du Nord, en prenant enfants, parents et professeurs en otages. Après trois jours de siège, les forces de l'ordre ont donné l'assaut. L'opération s'est soldée par la mort de plus de 350 personnes dont la moitié des victimes étaient des enfants. Cette tragédie fait suite au règlement d'une situation similaire au théâtre de la Doubrovka de Moscou en octobre 2002, où un commando tchétchène a pris le public en otage pour ordonner au gouvernement russe de mettre fin à la guerre en Tchétchénie. Cette fois-ci, plus de 100 personnes ont perdu la vie, la grande majorité d'entre eux ayant succombé aux effets du gaz utilisé par les forces de l'ordre lors de l'assaut du théâtre. Le traitement par la Russie de ces deux événements a vivement été critiqué par la presse internationale. L'affaire Ioukos est quand à elle liée à l'arrestation de l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski, ancien PDG du géant pétrolier Ioukos. Ce dernier a été arrêté en 2003 et inculpé en 2005 à 9 ans de prison pour fraude et évasion fiscale. Khodorkovski est reconnu pour ses convictions libérales et pour le soutien financier qu'il a apporté aux partis d'opposition lors des élections parlementaires et présidentielles. Son arrestation est considérée par plusieurs médias occidentaux comme un geste politique afin de l'éloigner de l'arène politique.

⁷¹ Günter Hofmann. « Die Unzertrennlichen ». *Die Zeit*, 16 décembre 2004, p. 2.

⁷² Michael Thumann. « Anatomie einer Männerfreundschaft ». *Die Zeit*, 9 septembre 2004, p.2. Voir aussi : Roland Götz. «Schweigen für Gas? : Deutschlands Abhängigkeit vom Russlands Energielieferungen». *Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP-Aktuell 43*, septembre 2004, 4 p.

⁷³ Andreï Zagorski. «La Russie et l'Allemagne : continuité et changements». *op. cit.*, p. 9.

gouvernement sur la question tchéchène, des représentants des partis de l'opposition de la CDU/CSU et du FDP, ainsi que certains membres de la coalition gouvernementale du SPD et des Verts, ont indiqué qu'ils désapprouvaient l'attitude du chancelier Schröder vis-à-vis de la Russie, lors d'une discussion d'une heure au *Bundestag* le 13 novembre 2003.⁷⁴ D'autres critiques de l'opposition sur la politique russe du chancelier ont également été formulées durant les débats des 24 novembre et 1^{er} décembre 2004.⁷⁵ Ce dilemme de la politique étrangère allemande entre critiquer la Russie et ne pas la déstabiliser n'a en fait rien de nouveau, puisqu'il était déjà présent dans la politique du gouvernement Kohl et même bien avant durant la Guerre froide avec l'application de l'*Ostpolitik*.

Du côté de la coalition rouge-verte, le ministre des Affaires étrangères ne semble pourtant pas partager la même sympathie pour la Russie que le chancelier. En effet, le ministre Fischer et son parti sont demeurés plus critiques à l'égard de Moscou que ne l'a été Schröder. Par exemple, lorsque Poutine a pris le pouvoir et que la situation en Tchétchénie s'est de nouveau enflammée, plusieurs membres du parti de coalition des Verts, y compris Fischer, n'ont pu s'abstenir de critiquer la politique du président russe envers la république indépendantiste du Caucase du Nord. Les critiques du ministre des Affaires étrangères ont toutefois été neutralisées aussitôt par le chancelier. Dès lors, les déclarations publiques de Fischer à l'égard de la Russie ont été rares, tandis que les activités de son ministère sont devenues à peine reconnaissables.⁷⁶ Les compétences du ministre des Affaires étrangères dans les relations germano-russes ont été largement réduites à travers la position forte de la chancellerie, comme à l'époque où Klaus Kinkel était le ministre de Helmut Kohl.⁷⁷ Bien que des politiciens allemands aient affirmé avoir discuté régulièrement du déficit démocratique et de la violation des droits de l'homme avec des officiels russes, peu de remarques ont été faites publiquement.

⁷⁴ Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/75: Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 75. Sitzung, Berlin, 13 novembre 2003, p. 6447-6461.

⁷⁵ Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/141: Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 141. Sitzung, Berlin, 24 novembre 2004, p. 13022-13091 et Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/144: Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 144. Sitzung, Berlin, 1^{er} décembre 2004, p. 13388-13402.

⁷⁶ Hans-Joachim Spanger. *op. cit.*, p. 12.

⁷⁷ Lorsque Hans-Dietrich Genscher (1974 -1992) a laissé sa place de ministre fédéral des Affaires étrangères à Klaus Kinkel (1992 - 1998), le chancelier Kohl a pu s'imposer dans les relations bilatérales avec la France, les États-Unis et la Russie. Cf. Gunnar Garbe. *Deutsche Rußlandpolitik und das Baltikum 1990-1998*. Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades der Philosophischen Fakultät der Christian-Albrechts-Universität zu Kiel, *op. cit.*, p. 73.

Les relations chaleureuses entre les chanceliers allemands Helmut Kohl et Gerhard Schröder avec les présidents russes, Boris Eltsine et Vladimir Poutine, ont engendré une opposition plus d'une fois irritante au sein du public allemand; en raison, notamment, de la position des chanceliers sur des thèmes comme la Tchétchénie et les droits de l'homme, où la « diplomatie silencieuse » a été pratiquée entre les chefs d'États.⁷⁸ En somme, nous pouvons affirmer que les chanceliers Kohl et Schröder ont tous deux accordé un soutien indéniable aux présidents de Russie, en faisant attention de ne pas provoquer Moscou sur certains sujets sensibles.

c) Le soutien des intérêts économiques

Le partenariat stratégique avec la Russie a été un élément essentiel de la politique russe du gouvernement Schröder et ce, plus particulièrement en ce qui concerne le domaine économique et énergétique. Les effets positifs des relations politiques ont fait en sorte que les deux pays ont pu bénéficier d'un échange commercial dynamique et grandissant. Quoique l'Allemagne ait été, depuis des années, le plus grand partenaire économique de la Russie, le plus imposant investisseur étranger et le plus important créancier international, les relations économiques entre Berlin et Moscou ont néanmoins connu un élan durant le premier mandat de Poutine.⁷⁹ L'administration de Poutine, étant plus encline en faveur des intérêts économiques que celle de Eltsine, a permis à la Russie d'enregistrer une croissance économique et une stabilité politique, qui a redonné confiance dans le partenariat avec la Russie.⁸⁰

L'économie a été l'élément moteur des relations germano-russes. Dans le but de pousser davantage la coopération, Schröder et Poutine ont décidé de mettre sur pied un groupe stratégique de haut niveau pour la coopération économique et financière.⁸¹ Les Allemands qui font affaire en Russie bénéficient ainsi d'un soutien

⁷⁸ Katrin Bastian et Roland Götz. «Unter Freunden? Die deutsch-russische Interessenallianz». *op. cit.*, p. 583.

⁷⁹ Christian Meier. «Deutsch-Russische Wirtschaftsbeziehungen unter Putin : Praxis - Probleme - Perspektiven». Berlin. *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP-Studie 42, novembre 2004, p. 1 et 19.

⁸⁰ Klaus Mangold. *op. cit.*, p. 79.

⁸¹ Andreï Zagorski. «Is the Outcome Worth the Effort? Reflections on the Russo-German Top Down Dialogue», dans Marco Overhaus, Hanns W. Maull et Sebastian Harnisch, dir. «The German-Russian

politique dans les plus hautes instances de l'État. Avant de s'aventurer dans les détails de la coopération économique, nous voudrions simplement retenir ici que le chancelier allemand et le président russe ont mis de l'avant les intérêts économiques de leur pays respectif, au point d'en faire un des éléments les plus importants du partenariat germano-russe. Nous reviendrons éventuellement sur les intérêts économiques de l'Allemagne envers la Russie au prochain chapitre, lequel est dédié entièrement aux relations économiques.

d) La rencontre des sociétés civiles

Une quatrième caractéristique de la politique russe du chancelier Schröder est que lui et le président russe accordent beaucoup d'importance au rapprochement des deux pays au niveau des sociétés civiles. Au-delà des consultations gouvernementales régulières, l'Allemagne et la Russie sont impliquées dans divers forums de discussion, tels le forum germano-russe et le dialogue de Pétersbourg.⁸² Comme il se dégage du débat du 1^{er} décembre 2004 au *Bundestag*, la Russie fait l'objet à Berlin d'une politique fondée sur la coopération économique, la préservation de la paix en Europe, ainsi que sur la promotion de la rencontre des sociétés civiles.⁸³ La vision du partenariat stratégique présentée par le chancelier fédéral inclut la promotion de la rencontre des sociétés civiles dans le cadre du dialogue de Pétersbourg.⁸⁴ Ce forum a été placé sous le parrainage des chefs d'État et a pour mission de promouvoir un forum viable pour les élites politiques des deux nations, dans le but de cimenter le partenariat et de l'ancrer dans leur société

Relations: Trading Democracy for Security and Stability?». Trier, *German Foreign Policy in Dialogue*, Vol. 5, N. 12, 18 mars 2004, p. 7.

⁸² Le Forum germano-russe (*Deutsch-Russische Forum*) est une association privée qui a été créée en 1993 pour promouvoir les relations bilatérales entre la Russie et l'Allemagne. Ses membres sont des personnalités de la vie politique, économique, médiatique et culturelle. ». Définition : Auswärtiges Amt. « Discours prononcé par le secrétaire d'État M. Klaus Scharioth à l'occasion du dixième anniversaire du Forum germano-russe ». [En ligne]. 17 février 2003, <http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/fr/Infoservice/Presse/Reden/2003/030217-Scharioth.html> (Page consultée le 2 mars 2007). Le dialogue de Saint-Pétersbourg (*Petersburg Dialog*) est un forum qui se tient à chaque année parallèlement aux consultations germano-russes. Ce forum a été lancé en 2001 par le chancelier allemand et le président russe dans le but de rapprocher les sociétés civiles et de développer les relations bilatérales. Ce forum de discussion a eu recours à des figures emblématiques pour sa présidence avec une co-direction de Mikhaïl Gorbatchev, ancien dirigeant de l'URSS et Lothar de Maizière, dernier chef de gouvernement de la RDA.

⁸³ Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/144: Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 144. Sitzung, Berlin, 1^{er} décembre 2004, p. 13388-13402.

⁸⁴ Hannes Adomeit. «La politique russe de l'Allemagne: fin de la lune de miel», *op. cit.*, p. 21.

respective.⁸⁵ Il prend la forme de rencontres entre les personnalités publiques des deux pays en incluant des personnalités du monde politique, économique, scientifique et culturel.⁸⁶ Le chancelier allemand a beaucoup misé sur ce forum de discussion puisqu'il a déclaré qu'il aimerait que ce dernier devienne le « second pilier » des relations germano-russes après la coopération économique.⁸⁷

Toutefois, plusieurs spécialistes des relations germano-russes s'entendent pour dire que le dialogue de Saint-Petersbourg est un échec, puisqu'il est trop bureaucratisé.⁸⁸ Christian Meier, chercheur à l'unité de recherche « Fédération de Russie » de la *Stiftung Wissenschaft und Politik*⁸⁹, croit que le dialogue de Pétersbourg est loin d'être devenu le second pilier des relations germano-russes, puisque l'Allemagne et la Russie n'ont pas les mêmes attentes envers ce forum de discussion.⁹⁰ La RFA désire imposer à la Russie sa vision de la construction d'une société civile sur la base de l'expérience qu'elle a gagnée après la Seconde Guerre mondiale. Elle veut, de cette manière, promouvoir une société civile russe forte, puisque sans elle, ni une démocratie, ni une économie de marché ne peuvent bien fonctionner.⁹¹ À l'opposé, les Russes jugent qu'ils n'ont pas besoin de leçons de l'Allemagne. Ces derniers préféreraient plutôt un dialogue pour atteindre des buts pragmatiques, comme favoriser l'expansion du commerce et des échanges, établir une coopération dans le secteur énergétique et des hautes technologies, faciliter l'obtention de visas ou encore la reconnaissance des diplômes universitaires.⁹² Le but des Russes est de développer le dialogue de Pétersbourg en un échange d'idées sur

⁸⁵ Andreï Zagorski. «Is the Outcome Worth the Effort? Reflections on the Russo-German Top Down Dialogue», *op. cit.*, p. 8-9.

⁸⁶ Christian Meier. «Deutsch-Russische Beziehungen auf dem Prüfstand : Der Petersburger Dialog 2001-2003». *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP-Studie 10, mars 2003, p. 5.

⁸⁷ Christian Meier. «The Petersburger Dialogue – A civil-Societal Pillar in German-Russian Relations?», dans Marco Overhaus, Hanns W. Maull et Sebastian Harnisch, dir. «The German-Russian Relations : Trading Democracy for Security and Stability?». Trier, *German Foreign Policy in Dialogue*, Vol. 5, N. 12, 18 mars 2004, p. 27.

⁸⁸ Alexander Rahr. «Why Schröder Loves Russia», Andreï Zagorski. «La Russie et l'Allemagne : continuité et changements». et Christian Meier. «The Petersburger Dialogue – A civil-Societal Pillar in German-Russian Relations?».

⁸⁹ Le *Stiftung Wissenschaft und Politik* est un institut allemand pour la politique internationale et la sécurité basé à Berlin. Les experts de cette fondation sont régulièrement consultés par le gouvernement fédéral et les médias.

⁹⁰ Christian Meier. «The Petersburger Dialogue – A civil-Societal Pillar in German-Russian Relations?», *op. cit.*, p. 30.

⁹¹ *Ibid.* p. 27.

⁹² Alexander Rahr. «Why Schröder Loves Russia». *op. cit.*, p. 86.

l'évolution du partenariat germano-russe.⁹³ Bien que la coalition rouge-verte ait décidé d'élargir la coopération plus loin que les rencontres au sommet, les résultats escomptés ne semblent pas satisfaire les deux parties. Il s'agit là d'un exemple où les malentendus entre les agendas politiques de deux pays peuvent mettre frein à d'importantes initiatives.⁹⁴

1.2 Dimensions européenne et internationale

Au-delà de l'analyse des relations bilatérales entre Berlin et Moscou, il est également notable de s'attarder aux dimensions européenne et internationale des relations germano-russes. Comme nous avons pu le constater, au niveau politique, de larges et profonds contacts se sont développés entre l'Allemagne et la Russie, atteignant un degré qu'aucun autre pays de l'UE n'a atteint avec Moscou.⁹⁵ Depuis l'élargissement de l'UE, les relations avec la Russie revêtent une importance toute particulière. Puisque le centre de gravité de l'Union s'est déplacé vers l'Est, la valeur stratégique de la Russie a donc crû pour l'Europe.⁹⁶ Même si la Russie est loin d'être candidate à l'UE, cette dernière a été invitée sous Kohl, puis sous Schröder, à intégrer une multitude d'autres organisations internationales.⁹⁷ L'intégration de la Russie dans ces organisations était et est demeurée un objectif de la politique russe de l'Allemagne, dans le but de stimuler un processus de démocratisation et de préserver la stabilité en Russie.⁹⁸ Puisque l'Allemagne ne veut pas agir seule, elle a besoin de partenaires et d'institutions internationales qu'elle puisse rallier à sa cause dans le but de trouver un ordre stable pour la partie orientale du continent européen. Pour ces raisons, nous allons maintenant nous pencher sur les dimensions européenne et internationale des relations germano-russes.

⁹³ Christian Meier. «The Petersburger Dialogue – A civil-Societal Pillar in German-Russian Relations?». *op. cit.*, p. 28.

⁹⁴ Alexander Rahr. «Why Schröder Loves Russia». *op. cit.*, p. 85.

⁹⁵ Hannes Adomeit, Katrin Bastian et Roland Götz. «Deutsche Rußlandpolitik unter Druck». *op. cit.*, p. 3.

⁹⁶ Hans-Dieter Heumann. «La logique de la politique étrangère allemande». *Institut français de relations internationales*, Note du CERFA 18(b), décembre 2004, p. 5.

⁹⁷ En raison de multiples problèmes d'ordre politique, économique et social, la Russie et les autres États membres de la CEI ne peuvent pas adhérer à l'UE. Cf. Werner Weidenfeld. *Neue Ostpolitik - Strategie für eine gesamteuropäische Entwicklung. Strategien für Europa*, Gütersloh, Bertelsmann Stiftung, 1997, p. 86.

⁹⁸ Gunnar Garbe. *Deutsche Rußlandpolitik und das Baltikum 1990-1998*. Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades der Philosophischen Fakultät der Christian-Albrechts-Universität zu Kiel, *op. cit.*, p. 127.

Allemagne : moteur d'un partenariat privilégié entre l'UE et la Russie

L'Allemagne et la Russie entretiennent des relations spéciales pour des raisons historiques. C'est pourquoi, entre 1991 et 2005, la politique allemande a visé à intégrer la Russie dans une architecture européenne élargie. Les efforts déployés par Helmut Kohl pour intégrer Moscou dans les organisations occidentales témoignent de l'engagement de l'Allemagne à faciliter le processus de démocratisation et de stabilisation en Russie. Pour démontrer que l'Allemagne n'était pas intéressée par une Russie faible, source d'instabilité dans son environnement, Kohl s'est non seulement efforcé d'intégrer Moscou dans diverses organisations internationales, mais il s'est aussi employé à l'engager dans un partenariat avec l'UE.⁹⁹ L'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, en janvier 1997, a marqué une première insertion dans la famille européenne et une première reconnaissance du pays aux valeurs et aux principes européens.¹⁰⁰ Le développement de bonnes relations entre l'Europe et la Russie a fait partie des priorités de la politique étrangère du gouvernement chrétien-démocrate. Dans l'un de ses discours, l'ex-chancelier mentionnait avec justesse: « Alors que l'Allemagne débat de son rôle en Europe pour le siècle à venir, ses premiers soucis sont l'intégration européenne et les relations avec ses voisins à l'Est. »¹⁰¹

Lorsque Gerhard Schröder et Joschka Fischer ont pris le pouvoir en 1998, tous deux ont affirmé que l'Allemagne poursuivrait sa voie européenne traditionnelle, en annonçant dans leur accord de coalition qu'ils viseraient à promouvoir l'approfondissement et l'élargissement de l'UE.¹⁰² Le nouveau chancelier et son ministre des Affaires étrangères n'ont donc pas remis en cause les fondements de la politique et de la diplomatie allemande, qui existent depuis 1949, soit l'ancrage dans la communauté euro-atlantique, l'intégration européenne ainsi

⁹⁹ *Ibid.*, p. 129.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 130.

¹⁰¹ Helmut Kohl, cité par Angela E. Stent. *Russia and Germany Reborn: Unification, the Soviet Collapse and the New Europe*. Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 210.

¹⁰² Koalitionsvereinbarung zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und Bündnis 90/Die Grünen. *Aufbruch und Erneuerung - Deutschlands Weg ins 21. Jahrhundert*, Bonn, 20 octobre 1998. Cf. Article XI : « Europäische Einigung, internationale Partnerschaft, Sicherheit und Frieden ».

que la réconciliation avec les PECO et la Russie.¹⁰³ L'intérêt de l'Allemagne, visant à intégrer la Russie dans les organisations internationales et de la rapprocher de l'UE, a été perpétué sous la coalition rouge-verte. Ce principe fut même défendu à maintes reprises par le chancelier fédéral. En 2001, dans un article de l'hebdomadaire *Die Zeit*, Schröder a exposé sa politique russe en la qualifiant de politique étrangère européenne. Il affirme qu'en raison de sa situation géographique et de son histoire, l'Allemagne se voit comme le moteur de la politique russe de l'UE. Il soutient également que sa stratégie est en continuité avec l'*Ostpolitik* de l'Allemagne, puisqu'elle donne priorité aux relations avec la Russie.¹⁰⁴

Bien que Schröder certifie que les relations entre Berlin et Moscou oeuvrent non seulement pour le bien de l'Allemagne, mais aussi dans l'intérêt de toute l'Europe, les nouveaux membres de l'UE et de l'OTAN d'Europe centrale et orientale ont hésité à reprendre à leur compte la politique de réconciliation que l'Allemagne a engagée avec la Russie au début des années 1990.¹⁰⁵ Ces derniers voient plutôt d'un mauvais œil la relation spéciale qui s'est développée entre Berlin et Moscou.¹⁰⁶ Historiquement compréhensible, le fort sentiment antirusse de ces pays demeure néanmoins un obstacle majeur au renforcement du partenariat stratégique entre l'UE et la Russie. C'est pour cette raison que le gouvernement allemand a tenu à rassurer les États est-européens qu'ils ne doivent pas craindre que l'on revienne à une « politique de Rapallo », à l'image de celle menée durant les années 1920.¹⁰⁷ Schröder s'est donc efforcé d'articuler une politique allant de pair avec l'UE. Par exemple, lors de l'élaboration de la stratégie commune de l'UE vis-à-vis de la Russie en 1999, la participation et l'implication de l'Allemagne ont été décisives dans le

¹⁰³ Stephan Martens. « Bilan de la politique internationale et européenne », dans « L'Allemagne après les élections: continuité ou changement de cap? », Cergy-Pontoise, *Résumé du colloque « Bilan des années Schröder »*, en collaboration avec le CIRAC, la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, l'Université de Cergy-Pontoise et le CICC, 22 septembre 2002, p. 2.

¹⁰⁴ Gerhard Schröder. « Deutsche Russlandpolitik - europäische Ostpolitik. Gegen Stereotype, für Partnerschaft und Offenheit - eine Positionsbestimmung », *op. cit.*, p. 10.

¹⁰⁵ Gerhard Schröder a continué la politique de réconciliation de son prédécesseur en étant le premier chancelier allemand à participer à la parade de la victoire soviétique sur l'Allemagne nazie lors du 60^e anniversaire de la victoire en 2005. Il s'agit là d'un signe fort éloquent la réconciliation germano-russe.

¹⁰⁶ Alexander Rahr. « Russie-Allemagne : la relation spéciale et la présidence de l'Union Européenne », *op. cit.*, p. 110.

¹⁰⁷ Joschka Fischer. « Die Beziehungen Deutschlands zu Russland », dans Erich G. Fritz, dir. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, p. 23. Rapallo fait référence au traité signé en marge de la Conférence de Gênes entre l'Allemagne et l'Union soviétique en 1922. Par ce traité, l'Allemagne et l'URSS s'étaient entendues pour rétablir des relations diplomatiques, commerciales et militaires secrètes.

règlement des questions relatives au transit de Kaliningrad jusqu'à l'intégration des nouveaux membres est-européens dans les accords de partenariat et de coopération.¹⁰⁸ Ultérieurement, lors du Sommet de Saint-Pétersbourg, en mai 2003, la Russie et l'UE ont adopté une déclaration conjointe, convenant de renforcer leur coopération en vue de créer un partenariat à long terme. Là encore, comme pour l'Accord de partenariat et de coopération de 1997 et la définition d'une stratégie commune de l'UE vis-à-vis de la Russie en 1999, l'Allemagne a joué un rôle moteur décisif.¹⁰⁹

Durant ses années à la chancellerie, Schröder a accordé beaucoup de poids à entretenir une Russie forte et stable pour l'Europe. Afin de ne pas agir contre les intérêts de la Russie, le gouvernement rouge-vert a découragé l'Ukraine de solliciter officiellement une adhésion à l'UE, alors qu'il a en revanche soutenu l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie. Pour ne pas nuire aux échanges entre les deux pays, l'Allemagne a même été en 2004 le premier État membre de l'UE à faciliter l'obtention de visas pour la circulation entre elle et la Russie.¹¹⁰ Lorsque s'est posée la question d'un deuxième élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe de l'Est, le gouvernement allemand s'est efforcé de convaincre la Russie qu'il n'était pas dirigé contre elle et qu'il ne s'agissait pas non plus d'implanter une zone d'influence, mais plutôt une sécurité qui serait bénéfique aux frontières occidentales de la Russie.¹¹¹ En continuité avec le gouvernement Kohl, la coalition rouge-verte a joué un rôle dominant pour persuader Moscou du bien fondé de l'élargissement de l'OTAN en Europe.¹¹² Pour les chanceliers Kohl et Schröder, la stabilité de la Russie est ainsi apparue comme l'une des conditions préalables à la stabilité européenne.

¹⁰⁸ Heinz Timmermann. «Les relations germano-russes dans le contexte européen». *Institut français de relations internationales*, Note du CERFA 40, janvier 2007, p. 3 et Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/236 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 236. Sitzung, Berlin, 16 mai 2002, p. 23634- 23640.

¹⁰⁹ Heinz Timmermann. *op. cit.*, p. 8

¹¹⁰ Hannes Adomeit. «La politique russe de l'Allemagne: fin de la lune de miel», *op. cit.*, p. 10.

¹¹¹ Joschka Fischer. « Die Beziehungen Deutschlands zu Russland », *op. cit.*, p. 24.

¹¹² En 1997, Kohl avait lui-même fait plusieurs voyages à Moscou pour convaincre personnellement Eltsine de la nécessité de l'élargissement de l'OTAN à l'Est de l'Oder. Il a même été la figure-clé qui a persuadé le président russe de signer l'Accord OTAN-Russie en 1997. Cf. Gunnar Garbe. *Deutsche Russlandpolitik und das Baltikum 1990-1998*. Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades der Philosophischen Fakultät der Christian-Albrechts-Universität zu Kiel, *op. cit.*, p. 140 et 240.

Inversement, puisque la Russie est un pays européen, elle a également besoin de l'Europe pour des raisons d'ordre politique, économique et sécuritaire. C'est en prenant compte de ces contraintes que le président russe a démontré, dès son arrivée au pouvoir, qu'il aspirait à de meilleures relations avec l'UE, en faisant de multiples efforts pour intégrer son pays au nouvel ordre européen. Dans son discours prononcé au *Bundestag* le 25 septembre 2001, seulement deux semaines après les événements du 11 septembre, Poutine a affirmé que son pays encourage le processus d'intégration européen et qu'il est intéressé par l'amélioration de ses relations avec l'UE.¹¹³ Après avoir rappelé les liens historiques et culturels importants entre l'Allemagne et la Russie, le président russe a déclaré qu'à long terme, le continent ne consoliderait sa position dans le monde que si les Européens utilisaient les potentiels considérables de la Russie.¹¹⁴ En d'autres termes, le président russe voit dans le partenariat stratégique avec l'Allemagne et l'UE un moyen d'agrandir les capacités d'action de son pays au niveau international. Pour joindre les institutions européennes et s'intégrer davantage aux organisations occidentales, il a davantage misé sur ses relations avec Berlin que sur les bureaucrates bruxellois. C'est sans doute pourquoi, à bien des égards, les relations que la Russie a nouées avec l'Allemagne ont été bien meilleures que celles la liant à l'UE.

Les relations germano-russes face aux grandes questions internationales

Comme nous l'avons vu précédemment, Moscou peut compter sur le soutien de Berlin pour faire avancer ses intérêts dans ses rapports avec l'UE, mais qu'en est-il en ce qui concerne les grandes questions internationales ? Du point de vue de Berlin, Moscou est un partenaire international indispensable à plusieurs égards. Comme le souligne le chancelier Schröder, dans un article paru en 2004 dans la revue *Russia in Global Affairs*, l'Allemagne et la Russie partagent les mêmes intérêts et valeurs sur les questions internationales. Le chancelier soutient que les deux pays partagent des buts stratégiques communs consistant à créer une paix durable pour toute l'Europe, à stabiliser le Moyen-Orient, à combattre le terrorisme et la

¹¹³ Vladimir Poutine. *Wortprotokoll der Rede am 25. September 2001 vor dem Deutschen Bundestag*, [En ligne]. http://www.bundestag.de/geschichte/gastredner/putin/putin_wort.html (Page consultée le 2 mars 2007)

¹¹⁴ *Ibid.*

prolifération d'armes de destruction massive (ADM) et finalement à promouvoir un « multilatéralisme effectif » avec l'aide de la Russie.¹¹⁵ Hans-Joachim Spanger croit effectivement qu'il y a bien eu concordance entre Poutine et Schröder dans pratiquement toutes les questions internationales et surtout en ce qui a concerné la question irakienne.¹¹⁶ Au niveau de la coopération en matière de politique internationale, Moscou et Berlin ont été particulièrement actifs dans les questions touchant à la non-prolifération nucléaire, au terrorisme, au Moyen-Orient, aux changements climatiques ou encore à la réforme de l'ONU et de son Conseil de sécurité.

Relativement au thème de la prolifération nucléaire, les deux pays ont eu une attitude semblable envers le programme atomique iranien. Bien que la Russie ait maintenu son droit de vendre ses technologies nucléaires à l'Iran en respectant les procédures de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, Moscou et Berlin se sont toutes deux opposées à ce que l'Iran mène un programme nucléaire à usage militaire.¹¹⁷ À partir de 2002, la coopération bilatérale s'est étendue du point de vue sécuritaire pour combattre les nouvelles menaces transnationales telles que le terrorisme, le crime organisé, le trafic illégal ou encore la prolifération d'ADM.¹¹⁸ Un groupe conjoint de haut niveau concernant les questions de sécurité a même été créé en décembre 2003 pour pallier à ce genre de menaces. Pour ce qui est de la situation au Moyen et au Proche-Orient, dans le cadre du conflit israélo-palestinien, les deux pays se sont formellement engagés au sein du Quartet, formé par les États-Unis, la Russie, l'Union européenne et l'ONU, sur l'adoption d'une « feuille de route » visant la création de deux États distincts. Dans le contexte du conflit irakien, l'Allemagne a œuvré au Conseil de sécurité de l'ONU, conjointement avec la France et la Russie, pour s'opposer au renversement du régime irakien par la force. Le gouvernement rouge-vert a également coopéré avec la Russie au niveau international, en déployant des efforts considérables pour la persuader d'adhérer au Protocole de

¹¹⁵ Gerhard Schröder. «Russia and Germany : The Core Tenet of Cooperation». *Russia in Global Affairs*, Globus Publishing House, Vol. 2, N. 4, octobre-décembre 2004, p. 76. Le multilatéralisme effectif est un concept qui repose sur les institutions internationales et le droit international. Il fait surtout référence à l'établissement d'un partenariat global s'articulant autour des Nations Unies.

¹¹⁶ Hans-Joachim Spanger. *op. cit.*, p. 1.

¹¹⁷ Celeste A. Wallander. *Mortal Friends, Best Enemies: German-Russian Cooperation after the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 1999, p. 170.

¹¹⁸ Andreï Zagorski. «Is the Outcome Worth the Effort? Reflections on the Russo-German Top Down Dialogue», *op. cit.*, p. 8.

Kyoto.¹¹⁹ En échange de la ratification russe du traité, l'Allemagne s'est assurée du soutien de l'UE pour appuyer la candidature de la Russie à l'OMC. Enfin, en ce qui concerne les Nations Unies, Berlin et Moscou ont toutes deux milité pour un renforcement du rôle de l'ONU et de son Conseil de sécurité. Durant le conflit irakien, le chancelier allemand et les présidents russe et français ont plaidé plusieurs fois en faveur d'un rôle central des Nations Unies. Dans son désir de prendre plus de responsabilités dans le domaine de la sécurité internationale, l'Allemagne a continué de revendiquer un statut de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette revendication, qui est appuyée par la Russie, n'a pourtant pas encore donné de suite.

Le poids de l'Allemagne auprès des dirigeants russes s'est également manifesté au niveau européen lors des situations de crise. Par exemple, pendant la guerre du Kosovo, c'est grâce aux pressions de Berlin que la Russie a accepté de se joindre aux pourparlers de paix et de convaincre le président Milošević de capituler devant les forces de l'OTAN.¹²⁰ L'influence de l'Allemagne s'est également manifestée avec l'intervention de Gerhard Schröder auprès de Vladimir Poutine en faveur d'une solution politique et pacifique de la crise ukrainienne à l'hiver 2004. L'intervention de Schröder ne fut pas vaine, puisqu'il a réussi à persuader le président russe d'accepter la reprise des élections, lesquelles avaient connu de nombreuses irrégularités ; il lui a également demandé de respecter les résultats du troisième tour de l'élection présidentielle ukrainienne, après l'invalidation du second tour pour fraudes.¹²¹ En conséquence, nous pouvons affirmer que l'Allemagne a profité de ses bonnes relations avec la Russie pour influencer à quelques occasions les décisions politiques prises à Moscou.

¹¹⁹ Le protocole de Kyoto est un accord international visant à atténuer les changements climatiques. La ratification de la Russie a permis au traité d'entrer en vigueur en février 2005, soit sept ans après son adoption.

¹²⁰ Nous reviendrons plus amplement sur les questions de sécurité au troisième chapitre de notre travail.

¹²¹ Jacques-Pierre Gougeon. *Allemagne : une puissance en mutation*. Paris, Gallimard, 2006, p. 429-430.

À la défense des intérêts russes à l'Ouest

Avec un peu de recul sur les années de Gerhard Schröder à la chancellerie, nous pouvons affirmer que l'ancien chancelier a joué, en quelque sorte, le rôle de l'avocat de la Russie sur la scène internationale. En fait, à plusieurs égards, le chancelier fédéral allemand s'est mieux entendu avec le chef du Kremlin qu'avec le président américain, ce qui a d'ailleurs été considéré par une partie importante de l'élite allemande comme un non-sens.¹²² À la différence de son prédécesseur, Schröder ne s'est pas toujours présenté comme le médiateur privilégié entre les intérêts américains et russes. Alors que la priorité du gouvernement Kohl dans sa relation avec Moscou a été l'impératif de la synchronisation des relations États-Unis – Allemagne – Russie, Schröder n'a pas toujours poursuivi cette voie. Sans s'être pour autant alignée sur la Russie, la politique étrangère du chancelier social-démocrate a fonctionné de pair avec le pragmatisme et le réalisme de Poutine.

En matière de politique extérieure, Gerhard Schröder a tenté de faire comprendre aux Américains les attentes de l'Allemagne et de l'Europe vis-à-vis de la Russie. Pour le chancelier, les Européens devraient se fixer comme objectif de gagner les États-Unis au lent processus démocratique en Russie, de manière à ce qu'ils s'abstiennent de toute action susceptible d'affaiblir le niveau de stabilité intérieure de la Russie.¹²³ De cette manière, le chancelier allemand s'est positionné en défendant l'idée qu'il ne faut pas agir à titre de concurrent géostratégique de la Russie dans les États de l'ex-URSS. Il apparaît clairement dans la stratégie du gouvernement allemand que la RFA a plus d'intérêts que les États-Unis à renforcer la position internationale de la Russie. C'est pourquoi Schröder s'est ainsi investi à accroître le rôle de Moscou au sein du G8, en proposant d'organiser en 2006 le sommet annuel de l'organisation en Russie plutôt qu'en Allemagne et il a aussi insisté pour qu'une place soit réservée à la Russie dans la nouvelle architecture européenne de sécurité avec la mise sur pied du Conseil OTAN-Russie en 2002.¹²⁴

¹²² Alexander Rahr. «Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié». *op. cit.*, p. 17.

¹²³ Gerhard Schröder. *Entscheidungen. Mein Leben in der Politik. op. cit.*, p. 478-479.

¹²⁴ Le Conseil OTAN-Russie vise à intensifier la coopération dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, la gestion des crises, la non-prolifération, la maîtrise des armements, la défense contre les missiles, la recherche et le sauvetage en mer, la coopération entre militaires et les plans civils d'urgence. Cf. Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. « Les relations OTAN-Russie : une qualité nouvelle. Déclaration des Chefs d'Etat et de gouvernement des États membres de l'OTAN et

Du point de vue économique, Schröder a veillé, comme son prédécesseur, à ce que Moscou ne soit pas isolée dans le contexte de la mondialisation, en se portant garant d'insérer davantage la Russie dans l'économie mondiale. En somme, l'Allemagne a rempli le rôle qu'elle s'était donné en rapprochant la Russie de l'Ouest, ce qui a permis à Moscou d'augmenter ses capacités d'action au niveau international.

La continuité des relations politiques et du dialogue entre les chefs d'État

Nous avons pu constater au cours de ce premier chapitre, consacré aux relations politiques, qu'il y a eu une certaine évolution des relations germano-russes au cours des deux mandats du chancelier social-démocrate. Ces changements correspondent pour ainsi dire aux changements politiques qui se sont produits à la tête de l'Allemagne et de la Russie entre 1998 et 2005. La première phase débute avec l'arrivée de la nouvelle coalition au pouvoir; celle-ci s'est d'abord traduite par une période d'hésitation face à la Russie. Durant cette période, la nouvelle administration n'a pas développé une politique bien précise à l'endroit du président Boris Eltsine. Bien qu'étant plus critique à l'égard de Moscou et désirant placer la politique russe de l'Allemagne sur une plus grande base, une révision fondamentale des relations avec la Russie ne s'est pourtant pas produite.

Après un certain refroidissement entre Berlin et Moscou, les relations bilatérales se sont caractérisées par une meilleure entente au sommet avec l'arrivée de Poutine à la tête de l'État russe. À partir de cet instant, le dialogue et la coopération ont été largement conduits par la volonté politique des leaders des deux gouvernements. Nous avons observé que les cinq années de coopération entre le président Poutine et le chancelier Schröder ont été caractérisées par une centralisation des relations bilatérales, un soutien politique indéfectible du chancelier allemand au président russe, un soutien accru des intérêts économiques et une priorité donnée à la rencontre des sociétés civiles. Les bons rapports développés entre Gerhard Schröder et Vladimir Poutine se sont inscrits dans le prolongement de

de la Fédération de Russie ». Rome, 28 mai 2002, 3 p. [En ligne]. <http://www.nato.int/docu/basicxt/b020528f.pdf> (Page consultée le 5 septembre 2007). Le Conseil OTAN-Russie a remplacé en 2002 le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie qui a été signé en 1997. Le chancelier Kohl avait été une figure-clé ayant persuadé Eltsine de signer l'Accord Russie-OTAN.

l'amitié entre Helmut Kohl et Boris Eltsine durant les années 1990. Ce rapprochement, qui s'inscrit dans la continuité de la politique russe de l'Allemagne, n'est pas que d'ordre politique puisqu'il reflète, de surcroît, les intérêts économiques allemands à l'égard de la Russie. Compte tenu de ce facteur, nous allons maintenant nous attarder à la question des relations économiques entre l'Allemagne et la Russie.

Chapitre 2

Les relations économiques

"De par leur position géostratégique au centre de l'Europe, les Allemands, dont l'aide fournie à l'Est dépasse de loin celle de leurs partenaires occidentaux, sont particulièrement préoccupés des risques d'instabilité dans les pays est-européens. Le gouvernement fédéral considère ce soutien comme un investissement au bénéfice de l'Europe et dans l'intérêt des Occidentaux."¹²⁵

Joachim Bitterlich, 1991

"Le renforcement de l'économie russe est dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe, puisqu'une Russie moderne et prospère offre de grandes opportunités pour toute l'Europe."¹²⁶

Gerhard Schröder, 2004

Les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie jouissent d'une longue tradition. Comme nous l'avons souligné auparavant, depuis plusieurs années, la RFA est le plus important partenaire économique, le plus imposant investisseur étranger et le plus grand créancier international de la Russie.¹²⁷ Comparativement à d'autres pays occidentaux, l'Allemagne a eu une approche économique spéciale à l'égard de la Russie. Ainsi, l'assistance économique de la RFA au lendemain de l'unification a non seulement permis à l'Allemagne de se positionner parmi les meilleurs partenaires économiques de la Fédération de Russie, mais elle lui a également permis d'entretenir de bonnes relations diplomatiques avec le gouvernement russe. Tout en s'affairant à développer des liens politiques étroits avec le Kremlin, le chancelier Kohl a mis de l'avant un engagement économique à long terme avec Moscou. Par conséquent ce dernier a appliqué une politique qui visait à

¹²⁵ Joachim Bitterlich. «La politique communautaire et occidentale de Bonn : un examen de passage pour l'Allemagne unie?». *Politique étrangère*, Vol. 56, N. 4, 1991, p. 844. Joachim Bitterlich était à l'époque conseiller aux Affaires étrangères auprès du chancelier Helmut Kohl.

¹²⁶ Gerhard Schröder. «Russia and Germany : The Core Tenet of Cooperation». *op. cit.*, p. 79.

¹²⁷ Christian Meier. «Deutsch-Russische Wirtschaftsbeziehungen unter Putin : Praxis - Probleme - Perspektiven». *op. cit.*, p. 1.

contrer l'instabilité de la Russie en favorisant un développement économique constant, dans le cadre de structures régionales et internationales.¹²⁸ En d'autres termes, la politique économique du gouvernement Kohl a contribué à ce que la coopération et les échanges commerciaux bilatéraux, constituent l'un des principaux piliers de la politique allemande vis-à-vis de la Fédération de Russie.¹²⁹

Après le départ du chancelier de la réunification en 1998 et l'arrivée de la coalition rouge-verte au pouvoir, comment se sont développées les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie ? Quelles stratégies économiques le gouvernement Schröder a-t-il poursuivi à l'égard de Moscou ? Pour répondre à ces questions, il est essentiel de ne pas séparer les enjeux économiques des enjeux politiques, puisque les deux sont intimement liés. Comme le soulignent Roland Götz et Christian Meier, chercheurs à l'unité de recherche « Fédération de Russie » de la *Stiftung Wissenschaft und Politik*, la coopération et les échanges commerciaux bilatéraux avec la Russie ne peuvent se développer de façon satisfaisante sans l'aide active du gouvernement fédéral allemand.¹³⁰ En partant de ce point, nous diviserons le présent chapitre en trois parties. Dans un premier temps, nous aborderons la situation économique des deux pays à l'arrivée du gouvernement Schröder et nous identifierons les intérêts économiques de cette nouvelle coalition. Par la suite, nous examinerons l'évolution des échanges commerciaux entre Berlin et Moscou, puis finalement nous terminerons ce chapitre par une analyse de la coopération économique bilatérale.

2.1 La situation et les intérêts économiques des deux partenaires

Avant d'aborder les relations économiques bilatérales en détail, il est important de préciser brièvement la situation économique dans laquelle se trouvaient la Russie et l'Allemagne lorsque la coalition rouge-verte a pris le pouvoir en octobre

¹²⁸ Gunnar Garbe. *Deutsche Rußlandpolitik und das Baltikum 1990-1998*. Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades der Philosophischen Fakultät der Christian-Albrechts-Universität zu Kiel, *op. cit.*, p. 129.

¹²⁹ Roland Götz et Christian Meier. «Les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie». *op. cit.* p. 697.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 697-698.

1998. Nous serons ainsi en mesure de mieux comprendre la dynamique des relations économiques qui ont suivi.

La situation économique en Russie et en Allemagne : une disparité notable

Lorsque le nouveau gouvernement est arrivé à la chancellerie, l'instabilité économique de la Fédération de Russie s'était déjà manifestée par une grave crise économique. Le déficit public accumulé au cours des années 1990, auquel se sont ajoutés un taux d'inflation élevé, une dette extérieure grandissante, une baisse continue des prix du pétrole et une fuite importante des capitaux, sont les facteurs qui ont grandement contribué à la débâcle financière de l'État russe. La décision du gouvernement russe de dévaluer son rouble le 17 août 1998 a eu pour conséquence d'entraîner la Russie vers l'effondrement de son système monétaire et financier. Cette situation a fait en sorte que le rouble a connu une très forte dépréciation, provoquant du même coup une suspension immédiate du remboursement de la dette du pays. En raison de la crise économique russe, les relations économiques bilatérales ont vite été dominées par les besoins financiers de la Russie.¹³¹ Pour résumer la situation, lorsque Gerhard Schröder est arrivé au pouvoir, le président Eltsine était confronté à une économie russe en déroute.

Du côté allemand, la RFA s'est retrouvée pendant plusieurs années face à une croissance économique ralentie, parfois même inférieure à la moyenne européenne. Le climat des affaires, qui s'était lentement dégradé durant l'été 1998, s'est assombri vers la fin de l'année et a continué de faiblir jusqu'au début de 1999. Selon les données compilées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le fléchissement de l'activité économique en Allemagne a en grande partie été lié au ralentissement des exportations et à la crise russe.¹³² Bien que la situation économique ait été quelque peu au ralenti lorsque la coalition menée par

¹³¹ Hans-Joachim Spanger. *op. cit.*, p. 19.

¹³² OCDE. « Où en est l'Allemagne? », Études économiques de l'OCDE, 1999, dans *Allemagne 2000 : wie geht's?*, dans *Problèmes économiques*, 26 janvier 2000, N. 2649, p. 1. La crise monétaire d'août 1998 a eu des répercussions non seulement sur l'économie russe, mais aussi sur les entreprises allemandes engagées sur le terrain des exportations et des investissements en Russie. Étroitement imbriquée avec l'étranger, l'économie allemande est sensible aux troubles du commerce mondial, dont dépendent ses investissements, ses bénéfices et ses emplois.

le SPD remporta les élections législatives en 1998, la situation s'est néanmoins redressée progressivement en 2000, après des années de ralentissement provoquées par la réunification et le retardement des réformes. Même si les perspectives de croissance à court terme ont été de plus en plus favorables au tournant du nouveau millénaire, l'augmentation du chômage est demeuré un problème majeur pour l'Allemagne réunifiée avec un taux élevé oscillant depuis plusieurs années entre 10 et 12%.¹³³

Dans l'analyse de la situation économique en Allemagne et en Russie, il est important de prendre en considération qu'il existe de nombreuses disparités entre les deux pays. Par exemple, lorsqu'on compare le niveau de vie d'un Allemand et d'un Russe, on se rend compte que les deux affichent de grandes inégalités. En fait, le niveau de vie des Russes demeure encore aujourd'hui très inférieur à celui des habitants des autres pays du G8. D'après une étude de l'OCDE, l'effondrement de l'économie russe a eu pour conséquence de créer un taux de pauvreté à large échelle, atteignant une phase aiguë au début de 1999 avec un tiers de la population qui en était touché.¹³⁴ Le taux officiel de la pauvreté en Russie a même atteint un niveau sans précédent de près de 38% au début de l'année 1999.¹³⁵ Le phénomène de la pauvreté en Russie est perçu comme un danger pour les dirigeants politiques allemands. Comme le mentionnait le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Wolfgang Ischinger, dans une allocution prononcée devant la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* en septembre 1998 : « La pauvreté est le synonyme de l'instabilité et l'instabilité en Russie signifie pour nous les Allemands un danger. Puisque l'Allemagne souhaite une Russie stable et prospère, nous désirons intensifier nos relations économiques et politiques [avec ce pays]. »¹³⁶

¹³³ Cf. Bundesministerium für Gesundheit und Soziale Sicherung. « Statistisches Taschenbuch 2005 ». [En ligne]. <http://www.bmas.bund.de/BMAS/Navigation/root,did=98354.html> (Page consultée le 23 juillet 2007)

¹³⁴ Organisation de coopération et de développement économiques. Fédération de Russie : la crise sociale, Paris, OCDE, 2001, p. 9.

¹³⁵ *Ibid.* p. 43.

¹³⁶ Wolfgang Ischinger. « Redebeitrag des Politischen Direktors des deutschen Auswärtigen Amtes, Ministerialdirektor Wolfgang Ischinger, auf einer Diskussionsveranstaltung der DGAP über Rußland am 3. September 1998 in Bonn ». Internationale Politik [En ligne]. <http://www.internationalepolitik.de/archiv/jahrgang1998/oktober1998/redebeitrag-des-politischen-direktors-des-deutschen-auswaertigen-amtes--ministerialdirektor-wolfgang-ischinger--auf-einer-diskussionsveranstaltung-der-dgap-uber-russland-am-3-september-1998-in-bonn.html> (Page consultée le 16 octobre 2006)

Une autre donnée fort intéressante illustrant les disparités économiques entre les deux pays à l'étude est sans doute l'observation du Produit intérieur brut (PIB) par habitant. En analysant cette variable, l'Allemagne affichait un PIB par habitant de 23 742\$ US¹³⁷ en 1999, alors que la Russie enregistrait un PIB par habitant de 7 473\$ US durant la même année.¹³⁸ Dans ces circonstances, l'Allemagne bénéficiait d'un PIB par habitant trois fois supérieur à celui de la Russie au début du premier mandat de Gerhard Schröder à la chancellerie. Malgré son ralentissement économique vers la fin des années 1990, l'Allemagne est tout de même demeurée une grande puissance économique avec le PIB le plus élevé de l'UE. Ces quelques exemples illustrent bien les inégalités économiques qui existaient entre l'Allemagne et la Russie au début du premier mandat du chancelier social-démocrate.

Les intérêts économiques allemands en Russie

Comme nous l'avons mentionné préalablement, le gouvernement Kohl s'est engagé au cours des années 1990 à développer une stratégie pour contrer le danger de l'instabilité de la Russie en favorisant un développement économique constant. De cette façon, depuis la fin du conflit Est-Ouest, l'Allemagne a procédé à une diversification de son commerce extérieur au profit de certains pays d'Europe centrale et orientale, où la reprise économique a favorisé une pénétration de l'économie allemande.¹³⁹ Bien que l'objectif principal de la politique allemande ait été d'assurer la stabilité dans cette région, la coopération avec la Russie ne s'est pas uniquement limitée à contrer l'instabilité par le développement économique. Pour les politologues Hans-Hermann Höhmann et Christian Meier, le gouvernement Kohl s'est affairé à combler quatre principaux intérêts économiques à l'égard de la Russie qui sont les suivants :¹⁴⁰

¹³⁷ Serge Cordelier, Béatrice Didiot et al. *L'État du monde : Annuaire économique géopolitique mondial 2002*, Montréal, 21^e éd., Éditions du Boréal, 2001, p. 458. D'après le Bureau fédéral allemand de la statistique, le PIB par habitant affichait 34 900 DM (Deutsche Mark), soit 17 800 euros : Statistisches Bundesamt. « 1,4 % Wirtschaftswachstum im Jahr 1999 ». Mitteilung für die Presse. [En ligne]. 12 janvier 2000. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2000/p0130121.htm> (Page consultée le 19 avril 2007)

¹³⁸ Serge Cordelier, Béatrice Didiot et al. *op. cit.*, p. 558. Il importe de noter que le bas niveau du PIB de la Russie en 1999 est dû en grande partie à l'effondrement de la production à la suite de la chute de l'URSS et ultérieurement à la crise économique de 1998.

¹³⁹ Jean-Claude Boyer. *Géographie humaine de l'Allemagne*. Paris, Armand Colin, 2000 p. 38.

¹⁴⁰ Hans-Hermann Höhmann et Christian Meier. «Deutsch-russische Wirtschaftsbeziehungen: Bilanz und Perspektiven», *Außenpolitik*, N. 1, 1995, p.53.

- Veiller à ce que le marché russe soit ouvert à l'économie allemande. Un marché représentant plus de 140 millions d'habitants.
- S'assurer d'un approvisionnement en matières premières pour l'industrie allemande.
- Avoir recours à la Russie comme lieu de production en raison des bas salaires.
- Encourager l'intérêt traditionnel de la Russie pour l'économie est-allemande, afin de compenser les difficultés liées au changement de système en Allemagne de l'Est.

Au cours de la chancellerie de Gerhard Schröder, ces principes ont subsisté de manière inégale. Par exemple, l'utilisation de la partie orientale de l'Allemagne comme lien économique avec la Russie a eu une bien moindre importance que le besoin d'approvisionnement en matières premières.¹⁴¹ Selon un rapport plus récent sur les relations économiques germano-russes, Christian Meier a identifié les trois principaux intérêts économiques de l'Allemagne sous Schröder.¹⁴²

- Soutenir une ouverture rapide et durable du marché russe pour les marchandises allemandes.
- S'assurer d'un ravitaillement stable et sécuritaire de la Russie, en énergie et en matières premières pour l'économie allemande.
- Utiliser la Russie comme lieu de production à bon marché et comme tête de pont face à l'ouverture des marchés dans les pays de la CEI.

En fait, les intérêts économiques du gouvernement Schröder envers la Russie ont sensiblement été les mêmes que sous l'administration qui l'a précédé. Toutefois, ce qui distingue la coalition rouge-verte du gouvernement précédent est que le nouveau chancelier a semblé être plus à l'aise à défendre les intérêts économiques de son pays vis-à-vis de ses partenaires orientaux, en intensifiant les partenariats à l'Est et en accordant une plus grande place au facteur énergétique dans sa stratégie

¹⁴¹ Depuis la décision du SPD et des Verts de renoncer à l'utilisation de l'énergie nucléaire, les besoins de l'Allemagne en matière de gaz et de pétrole russes se sont accrus. Puisque l'Allemagne possède peu de ressources naturelles, elle a un intérêt particulier à développer un partenariat énergétique avec la Russie.

¹⁴² Christian Meier «Deutsch-Russische Wirtschaftsbeziehungen unter Putin : Praxis - Probleme - Perspektiven». Berlin, *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP-Studie 42, novembre 2004, p. 17.

économique. On remarque également qu'au tournant du nouveau millénaire, les intérêts économiques de l'Allemagne se sont accrus envers des pays comme la Russie et la Chine.¹⁴³ Ces deux pays représentent à la fois des nouveaux marchés pour les produits *Made in Germany* et également des lieux de production à faibles coûts pour les compagnies allemandes. D'après Alexander Rahr, les hommes d'affaires allemands voient même la Russie comme le deuxième marché le plus lucratif après la Chine.¹⁴⁴ Avec plus de 140 millions d'habitants, elle offre aux investisseurs allemands un champ d'action bien plus vaste que celui formé par l'ensemble des dix pays ayant adhéré à l'UE en 2004. L'ouverture des marchés et la stabilisation de l'économie russe, depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, ont, dans ce cas-ci, permis un repositionnement des échanges commerciaux de l'Allemagne vers l'Est.

Dans sa stratégie économique, le chancelier a en réalité trouvé un partenaire en Russie lui permettant de mettre en oeuvre les intérêts économiques de son pays et de pousser davantage la coopération élaborée par son prédécesseur. Gerhard Schröder a profité du fait que l'administration de Vladimir Poutine soit plus motivée par les intérêts économiques que ne l'a été celle de Boris Eltsine.¹⁴⁵ Dans le but d'accroître leurs relations économiques et d'intensifier les structures de coopération déjà en place, le chancelier allemand et le président russe ont mis sur pied un groupe de travail stratégique de haut niveau pour la coopération économique et financière. Cette organisation, chargée d'identifier et d'éliminer les obstacles aux investissements en Russie, a depuis été transformée en une structure permanente de la coopération économique bilatérale. C'est à l'intérieur de ce nouveau cadre de coopération que les ministères fédéraux allemands de l'Économie et de la Technologie, des Finances et des Affaires étrangères participent, avec l'aide du Comité sur les relations économiques est-européennes et la Chambre Allemande de Commerce et d'Industrie, aux négociations de projets d'envergure dans les domaines

¹⁴³ Il est à noter que le positionnement géographique des échanges commerciaux allemands s'était déjà sensiblement modifié à partir du milieu des années 1990 au profit de zones de croissance dynamiques comme la Chine, la Russie et les PECO, au détriment des partenaires ouest-européens de la RFA. Cette tendance s'est néanmoins accentuée sous la gouvernance de Gerhard Schröder.

¹⁴⁴ Alexander Rahr. «Why Schröder Loves Russia». *op. cit.*, p. 84.

¹⁴⁵ Christian Meier. «Deutsch-Russische Wirtschaftsbeziehungen unter Putin : Praxis - Probleme - Perspektiven». *op. cit.*, p. 17.

économique, énergétique, scientifique et technologique.¹⁴⁶ Les relations économiques bilatérales peuvent désormais se développer et s'approfondir considérablement, les entreprises allemandes peuvent davantage contribuer à moderniser l'économie russe et, de cette manière, continuer à participer à la croissance économique de la Russie.

Les performances économiques de la Russie sous Poutine

L'établissement de relations économiques plus étroites entre l'Allemagne et la Russie sous Gerhard Schröder est dû en grande partie aux changements qui se sont produits avec l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de la Fédération de Russie. En fait, l'avènement de Poutine a permis une relation moins émotionnelle et plus axée sur les affaires. Dès lors, une des priorités du gouvernement russe a été de moderniser l'économie du pays afin de l'insérer dans l'économie mondiale.¹⁴⁷ Après les années de transition du régime Eltsine et la vague de privatisations qui les a accompagnées, le président Poutine a réussi à conduire son pays sur la voie de l'économie de marché. L'économie russe, qui était à son plus bas en 1998, a repris des forces et attire maintenant plus d'investisseurs étrangers. D'autre part, les investissements allemands et les partenariats commerciaux avec l'Allemagne sont perçus positivement en Russie. « Le soutien allemand au développement des structures de marché est reconnu, et n'est pas rejeté comme la prise d'influence américaine sur les réformes économiques russes, considérée comme un échec. »¹⁴⁸ En effet, l'Allemagne réunifiée n'est pas du tout perçue comme une menace aux intérêts de la Russie. Le président Poutine a d'ailleurs mentionné dans l'un de ses discours que son pays est prêt à faire des offres avantageuses pour les investisseurs allemands, en soulignant au passage que les objectifs et les attentes dans les relations entre les deux pays dépendent largement d'un développement positif de l'économie russe.¹⁴⁹

¹⁴⁶ Andreï Zagorski. «La Russie et l'Allemagne : continuité et changements». *op. cit.*, p. 5.

¹⁴⁷ Angela Stent. «Russland - globaler Akteur im internationalen System. Eine Washingtoner Perspektive», dans Neuer Partner Russland, *Internationale Politik*, N.10, octobre 2002, p. 6.

¹⁴⁸ Hannes Adomeit. «La politique russe de l'Allemagne: fin de la lune de miel», *op. cit.*, p. 9.

¹⁴⁹ Vladimir Poutine. *Russisch-deutsche Beziehungen als Gerüst beim Aufbau eines neuen Europas*. Discours dans le cadre du «*Petersburger Dialog*», Weimar, 9 avril 2002, [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 12 octobre 2006)

De toute évidence, la crise financière de 1998 semble n'avoir eu qu'un impact à court terme, puisque la Russie a connu une croissance économique soutenue à partir de 2000, en grande partie grâce à la dévaluation de son rouble et au prix élevé du pétrole à l'échelle internationale.¹⁵⁰ Depuis que Vladimir Poutine est au pouvoir, le Kremlin a repris le contrôle d'une grande partie de l'industrie énergétique russe, en raison de la décision du gouvernement de revenir sur certains programmes de privatisations des années 1990. Forte de ses pétrodollars, Moscou a disposé de moyens financiers considérables lui permettant de réorienter sa politique économique pour mettre fin à la période chaotique des années Eltsine.

S'appuyant sur une forte croissance économique, le président Poutine a fait savoir au début de son deuxième mandat qu'il avait l'intention de doubler le PIB de la Russie en moins de dix ans et qu'il était déterminé à élever le niveau de vie des citoyens russes.¹⁵¹ « Entre 1999 et 2004, le PIB et la production industrielle ont progressé d'environ 40% et, vers la fin de 2004, la Russie a retrouvé le niveau de PIB qui était le sien en 1992, au début de la transition. »¹⁵² Le président, qui a rétabli la stabilité et permis une forte croissance économique ces dernières années, est resté très populaire dans son pays. La confiance de la société russe envers ce dernier est demeurée grande, l'économie est en phase de croissance et le budget de l'État est maintenant équilibré, ce qui a contribué à une stabilisation interne de la Russie.¹⁵³ Tout compte fait, la bonne santé de l'économie russe sous la présidence de Vladimir Poutine a été sans aucun doute un des éléments ayant le plus contribué au développement de meilleures relations entre Berlin et Moscou.

2.2 Les échanges commerciaux

Après avoir pris conscience des intérêts économiques allemands en Russie et des changements survenus dans l'économie russe sous le président Poutine, il est

¹⁵⁰ Klaus Mangold. *op. cit.*, p. 79.

¹⁵¹ Gerhard Schröder. «Russia and Germany: The Core Tenet of Cooperation». *op. cit.* p. 79.

¹⁵² Matthieu Clément. «La pauvreté en Russie. Un état des lieux». *Courrier des pays de l'Est*, dans Olivier Cazenaze, dir. «Niveaux de vie à l'Est. Inégalités et pauvreté», N. 1051, septembre-octobre 2005, p. 57.

¹⁵³ Klaus Mangold. *op. cit.*, p. 81.

maintenant judicieux d'analyser les échanges commerciaux qui se sont effectués entre les deux partenaires.

L'évolution du commerce bilatéral

En raison des performances économiques de la Russie, les relations entre Berlin et Moscou ont connu un élan au cours du premier mandat de Poutine. D'après les données de l'Office fédéral allemand des statistiques, compilées par le Comité sur les relations économiques est-européennes, le commerce extérieur entre l'Allemagne et la Russie a plus que triplé entre 1998 et 2006.¹⁵⁴ En ce qui concerne plus précisément les années sous Schröder et Poutine, les échanges ont doublé en moins de cinq ans pour passer de 17.2 Mrd. d'euros en 2000, à 38.9 Mrd. d'euros en 2005.¹⁵⁵

Les échanges commerciaux entre les deux pays sont cependant demeurés très concentrés à des domaines particuliers. Par exemple, les importations allemandes en provenance de Russie ont essentiellement été constituées de matières premières et de ressources énergétiques, alors que les exportations allemandes vers la Russie ont été en grande majorité des produits manufacturés et des biens d'équipement. Plus de trois-quarts des achats allemands faits à la Russie ont été constitués de matières premières (pétrole, gaz), mais aussi de produits sidérurgiques.¹⁵⁶ L'Allemagne est certes restée le partenaire commercial le plus important de la Russie, mais à l'inverse, la Russie n'occupait en 2005 que la dixième et la treizième place des partenaires commerciaux de l'Allemagne pour les importations et les exportations respectivement.¹⁵⁷ Durant cette période, les échanges commerciaux de l'Allemagne se sont principalement effectués avec les pays d'Europe de l'Ouest. Loin d'être

¹⁵⁴ Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft. «Deutsche Unternehmen bauen Russland-Engagement aus. Stand der deutsch-russischen Wirtschaftsbeziehungen.». [En ligne]. Octobre 2006, p. 2. http://www.ost-ausschuss.de/pdfs/11_10_2006_positionspapier.pdf (Page consultée le 29 mars 2007). Les échanges entre les deux pays ont par ailleurs poursuivis leur ascension après le départ de Schröder pour atteindre près de 50 Mrd. d'euros en 2006, ce qui explique le triplement du commerce extérieur entre l'Allemagne et la Russie de 1998 à 2006.

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ Alexander Rahr. «Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié». *op. cit.*, p. 22.

¹⁵⁷ Statistisches Bundesamt. « Deutschlands wichtigste Handelspartner 2005 ». Pressemitteilung. [En ligne]. 10 avril 2006. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2006/p1600181.htm> (Page consultée le 11 avril 2007)

marginale, la Russie est toutefois parvenue à se hisser au premier rang des partenaires commerciaux orientaux de l'Allemagne en 2005, en devançant la Pologne et la République Tchèque.¹⁵⁸ L'accroissement de la part de la Russie dans l'économie allemande a été provoqué en grande partie par l'augmentation importante des prix de l'énergie qui ont, du même coup, contribué à hausser le déficit de l'Allemagne dans la balance commerciale bilatérale. Entre 1997 et 2005, la part des importations allemandes en provenance de la Russie est passée de 2.3% à 3.5%.¹⁵⁹ Bien que la balance commerciale avec la Russie ait été de plus en plus déficitaire sous la chancellerie de Gerhard Schröder, l'Allemagne a cependant observé entre 2001 et 2005 une augmentation annuelle moyenne de près de 22% de ses exportations en Russie.¹⁶⁰ C'est surtout la vente de pétrole et de gaz naturel qui a permis à l'État russe d'enregistrer de hauts profits, lui permettant ainsi d'augmenter ses importations en provenance d'Allemagne. Avec une économie grandissante et d'énormes réserves en pétrole et en gaz naturel, la Fédération de Russie est demeurée un partenaire économique essentiel de l'Allemagne dans le but de répondre à ses besoins énergétiques grandissants.¹⁶¹

Le poids du domaine énergétique : une continuité qui tend vers la dépendance

La Russie est, depuis des décennies, un des plus importants fournisseurs énergétiques de l'Allemagne. Ces relations étroites dans le domaine de l'énergie ont été développées à partir des années 1970 dans le cadre de l'*Ostpolitik* de la RFA. Intéressé de nouer des relations politiques plus étroites avec l'URSS, le

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ *Ibid.* et Statistisches Bundesamt. « Der deutsche Außenhandel mit Rußland ». Mitteilung für die Presse. [En ligne]. 31 août 1998. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm1998/p2690181.htm> (Page consultée le 17 mai 2007)

¹⁶⁰ Statistisches Bundesamt. « Importe von Öl und Gas aus Russland wertmäßig um 58% Gestiegen ». Pressemitteilung. [En ligne]. 6 Octobre 2006. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2006/p4220181.htm> (Page consultée le 11 avril 2007)

¹⁶¹ D'après les données compilées par le *U.S. Department of Energy*, l'Allemagne était en 2004 le 5^e plus grand consommateur énergétique au monde. Cf. *U.S. Department of Energy*. « Country Analysis Briefs: Germany ». Energy Information Administration. [En ligne]. Décembre 2006. <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/germany.html> (Page consultée le 19 avril 2007). En revanche, la Russie détiendrait la plus grande réserve de gaz naturel et la 8^e plus grande réserve de pétrole au monde. Cf. *U.S. Department of Energy*. « Country Analysis Briefs: Russia ». Energy Information Administration. [En ligne]. Janvier 2006. <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/russia.html> (Page consultée le 19 avril 2007)

gouvernement ouest-allemand s'était employé à tisser des liens économiques avec Moscou. C'est dans cette perspective qu'une coopération économique dans le domaine énergétique s'est développée entre la RFA et l'URSS au milieu des années 1970. Désireuse de saisir les opportunités se présentant sur le marché soviétique de l'énergie, Bonn avait alors financé la construction d'un gazoduc destiné à acheminer le gaz de Sibérie vers l'Allemagne de l'Ouest.¹⁶² Cet événement a démontré non seulement le désir de la RFA de se rapprocher de l'Union soviétique, mais aussi son intérêt particulier dans le développement d'un partenariat énergétique avec la Russie.

Plus de trente ans après l'entente avec l'URSS, la Russie est devenue, au fil du temps, le premier fournisseur d'énergie de la RFA. Le poids du domaine énergétique dans les relations économiques germano-russes a été très important sous la chancellerie de Gerhard Schröder, puisque les importations de pétrole russe se sont effectivement accrues au point où l'Allemagne est devenue de plus en plus dépendante de la Russie. En fait, la part de la Russie, dans les importations totales de l'Allemagne concernant les deux combustibles fossiles les plus importants, a indéniablement monté sous Schröder, au-dessus de la marque critique de 30% établie par l'UE.¹⁶³ En 1998, un peu plus de 24% du pétrole importé en Allemagne provenait de Russie, alors qu'à la fin de l'année 2005, la proportion de pétrole russe importé était montée à près de 33%.¹⁶⁴ Lorsque Schröder a été remplacé par Angela Merkel en 2005, plus du tiers du pétrole consommé en RFA provenait de la Russie, alors qu'en additionnant le pétrole provenant du Kazakhstan transitant par les oléoducs

¹⁶² Depuis la première crise pétrolière de 1973 et la hausse subite du prix des hydrocarbures, la RFA a constamment cherché à diversifier ses ressources énergétiques pour ne pas être trop dépendante des pays du Moyen-Orient. L'accord sur le gaz russe des années 1970, qui a permis l'installation d'un gazoduc terrestre au début des années 1980, n'aurait jamais pu être signé sans l'appui des plus hautes instances politiques, puisque la distance des gisements en Sibérie occidentale est plus éloignée et les coûts de production liés à l'exploitation en Russie sont bien plus élevés que ceux au Moyen-Orient. L'idée derrière l'appui politique d'un gazoduc liant la Russie et l'Allemagne n'était certainement pas la sécurité d'approvisionnement, mais plutôt la détente politique. Cf. Friedemann Müller. «German Energy and Security Policy: Technical versus Political Modes of Intervention», dans Hanns W. Maull, dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic. op. cit.*, p. 177.

¹⁶³ Roland Götz. «Schweigen für Gas? : Deutschlands Abhängigkeit vom Russlands Energielieferungen». *op. cit.*, p. 1-2. L'UE a établi un seuil critique pour s'assurer d'une diversification de ses importations d'hydrocarbures. Elle considère qu'elle est en présence d'une dépendance énergétique lorsqu'un de ces pays membres s'approvisionne à plus de 30% d'un même producteur.

¹⁶⁴ Cf. Statistisches Bundesamt. « Russland und Norwegen wichtigste Erdöllieferanten. Erdölimporte 1999 um 47 % teurer als 1998 ». Mitteilung für die Presse. [En ligne]. 25 avril 2000. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2000/p1540181.htm> (Page consultée le 23 avril 2007) et Statistisches Bundesamt. « Importiertes Rohöl im Jahr 2005 um 40% teurer ». [En ligne]. 4 avril 2006. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2006/zdw14.htm> (Page consultée le 23 avril 2007)

russe, ce sont près de 40% des importations allemandes en pétrole qui provenaient de l'ex-URSS.¹⁶⁵

En ce qui concerne le gaz naturel, l'Allemagne est encore plus dépendante de la Russie que pour son pétrole. Même si la technologie permet le transport du gaz par bateau, les pays producteurs de gaz naturel ont surtout des débouchés commerciaux régionaux; ceci favorise des liens plus étroits entre le fournisseur et l'acheteur de gaz qu'avec le pétrole. Par ailleurs, le gaz naturel est souvent commercialisé dans un cadre bilatéral à long terme en raison du coût des infrastructures, donnant ainsi peu de choix aux consommateurs entre différents fournisseurs. Dans le cas de l'Allemagne, la structure du commerce et du transport du gaz est extrêmement rigide, puisque 100% du gaz naturel importé en Allemagne lui est livré par pipeline.¹⁶⁶ Durant la période soviétique, le gaz russe était fourni dans le cadre de contrats à long terme conclus par la compagnie allemande *Ruhrigas AG*¹⁶⁷ avec l'ancienne industrie gazière soviétique. En mai 1998, avant que Schröder accède au pouvoir, la plupart de ces accords ont été reconduits jusqu'en 2020. Entre temps, *Ruhrigas* est devenue la première compagnie occidentale à acquérir dans *Gazprom*¹⁶⁸ une participation directe de 4%, qui a ensuite été portée à 6.5%, ce qui représente du même coup le plus important investissement allemand en Russie. Dans le cadre de cette transaction, *Gazprom* et *Ruhrigas* ont convenu que la compagnie russe couvrirait environ un tiers des besoins en gaz de *Ruhrigas* jusqu'en 2030. Aux termes de cette entente, *Gazprom* s'engage également à mettre des volumes supplémentaires de gaz russe à la disposition du marché allemand, lorsque les approvisionnements en provenance de la mer du Nord commenceront à diminuer.¹⁶⁹ Après la signature de ces contrats, l'approvisionnement de l'Allemagne en gaz naturel russe est passé d'une part de

¹⁶⁵ Roland Götz. «Schweigen für Gas? : Deutschlands Abhängigkeit vom Russlands Energielieferungen». *op. cit.*, p. 2.

¹⁶⁶ Friedemann Müller. *op. cit.*, p. 172.

¹⁶⁷ *Ruhrigas AG* se nomme depuis 2003 *E.ON Ruhrgas* et est une filiale de la multinationale allemande de l'énergie *E.ON*. Depuis sa fusion, la filiale *E.ON Ruhrgas* est aujourd'hui la plus grande entreprise de distribution de gaz en Allemagne. Elle importe du gaz russe depuis plus de 30 ans.

¹⁶⁸ *Gazprom* est une société russe par actions dans lequel l'État détient un intérêt majoritaire. La compagnie possède les plus denses réserves de gaz naturel au monde et contrôle 60% des réserves gazières de la Fédération de Russie. *Gazprom* est à elle seule responsable de 8% du PIB de la Russie et de 20% du budget de l'État. Cette société permet à l'État russe d'engranger de hauts profits, tout en permettant au gouvernement de présenter des surplus budgétaires à chaque année. Cf. *Gazprom*. « *Gazprom in questions and answers* ». [En ligne]. <http://eng.gazpromquestions.ru/> (Page consultée le 24 avril 2007)

¹⁶⁹ Roland Götz et Christian Meier. «Les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie». *op.cit.*, p. 703-704.

marché de 35% en 1999 à 40% en 2005.¹⁷⁰ À l'inverse, la vente de gaz naturel à l'Allemagne représentait en 2005 le quart des exportations gazières de la Russie.¹⁷¹ Pour résumer la situation, Gerhard Schröder a poursuivi la politique énergétique initiée par ses prédécesseurs. Berlin demeure ainsi le plus grand acheteur de pétrole et de gaz naturel de la Russie, alors qu'inversement l'Allemagne se veut aussi son plus grand client. La dépendance entre les deux pays s'avère donc à double sens.

Le gaz apparaît en fait comme le seul produit indispensable pour lequel l'Allemagne est relativement tributaire de l'approvisionnement russe. Comme nous pouvons le constater, l'augmentation immédiate de la dépendance allemande face au gaz russe n'est pas directement liée aux sept années de la coalition rouge-verte, puisque les contrats avec la Russie ont été signés avant l'arrivée de Gerhard Schröder au pouvoir. Cependant, en raison de la politique énergétique appliquée par le gouvernement rouge-vert, la tendance devrait s'accroître au cours des prochaines années. Au cours de sa présence à la chancellerie, Schröder a été l'instigateur d'un dialogue énergétique dont l'objectif a été d'augmenter les approvisionnements de gaz et de pétrole russes en Allemagne. En raison de la hausse des prix du gaz et du pétrole ainsi que la décision du SPD et des Verts de renoncer à l'utilisation de l'énergie nucléaire, la politique énergétique a pris un rôle de plus en plus central sous la chancellerie de Gerhard Schröder. La question portant sur la sécurité de l'approvisionnement en ressources énergétiques a même été mise de l'avant à plusieurs reprises par le chancelier. Dans une entrevue donnée à l'agence de presse russe *Interfax*, le chancelier déclarait qu'il est important pour les Allemands que les livraisons d'énergie en provenance de Russie demeurent aussi sûres qu'elles l'ont été jusqu'à présent.¹⁷² Dans ses mémoires, l'ex-chancelier souligne également l'importance pour l'Allemagne de sécuriser ses livraisons en combustibles fossiles. Ce dernier mentionne qu'aussi longtemps que le Moyen-Orient restera une poudrière,

¹⁷⁰ *Ibid.* p. 704 et British Petroleum. « Statistical review of World Energy June 2006. Quantifying energy ». [En ligne]. Juin 2006, p. 30. <http://www.bp.com/statisticalreview> (Page consultée le 19 avril 2007)

¹⁷¹ British Petroleum. « Statistical review of World Energy June 2006. Quantifying energy ». [En ligne]. Juin 2006, p. 30. <http://www.bp.com/statisticalreview> (Page consultée le 19 avril 2007)

¹⁷² Gerhard Schröder. Interview von Bundeskanzler Gerhard Schröder mit der Nachrichtenagentur „Interfax“ am 30. Mai 2003 zum Sankt Petersburg-Besuch über die deutsch-russische Beziehungen vor dem Hintergrund der Haltung beider Länder zum Irak-Krieg sowie den EU-Russlandgipfel. In: Stichworte zur Sicherheitspolitik, n. 5, 2003 p. 15-19. [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 12 octobre 2006)

plus il sera difficile de calculer les conséquences des conflits sur les prix et l'approvisionnement du pétrole. Il estime qu'avec ses ressources en pétrole et en gaz, la Russie aura un rôle clef à jouer dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe pour les décennies à venir. C'est pourquoi il pense qu'il est dans l'intérêt de l'Europe de faire de la Russie un partenaire économique essentiel afin de répondre à ses besoins énergétiques, mais aussi dans le but de diversifier ses ressources énergétiques pour ne pas être trop dépendant des pays du Moyen-Orient.¹⁷³ Ce n'est donc pas un hasard si depuis le milieu des années 1970, le gouvernement allemand importe de moins en moins des États membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).¹⁷⁴

Dans le cadre du dialogue énergétique, le président Poutine a formulé dès son premier mandat des propositions concrètes à l'Allemagne afin de développer des projets dans le secteur de l'énergie. Lors de son discours au *Reichstag* du 25 septembre 2001, Poutine est allé de l'avant en proposant d'articuler les vastes ressources énergétiques de la Russie aux technologies de pointe européennes.¹⁷⁵ Afin de répondre à la demande croissante de gaz en Europe, des premières études sur la faisabilité de la construction d'un gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique ont été conduites à partir de 2001. Jusqu'à présent, le gaz russe destiné à l'Allemagne est acheminé par deux gazoducs qui transitent l'un par l'Ukraine, la Slovaquie et la République Tchèque, et l'autre par la Biélorussie et la Pologne, moyennant le versement de recettes de transit à ces États. Dans le but de faire avancer le partenariat énergétique et d'assurer la sécurité énergétique de son pays, Gerhard Schröder a rencontré les dirigeants des entreprises allemandes et étrangères susceptibles de participer au projet de la mer Baltique. Il a également institué, sous son égide, un consortium de banques destiné à financer les actions de coopération

¹⁷³ Gerhard Schröder. *Entscheidungen. Mein Leben in der Politik. op. cit.*, p. 460 – 461.

¹⁷⁴ Au début des années 1970, l'Allemagne importait 90% de son pétrole des États membres de l'OPEP. Suite au choc pétrolier de 1973, la part des pays membres de l'OPEP a continuellement chuté. Ainsi en 1990, la part des importations de pétrole brut des pays de l'OPEP était tombée à 52%, pour finalement chuter à 21% en 2005. Avec 37 millions de tonnes de pétrole exportées en Allemagne en 2005, la Russie se classait bonne première, suivie du Royaume-Uni, de la Norvège et de la Libye avec 19, 17 et 12 millions de tonnes respectivement. Cf. Statistisches Bundesamt. « Importiertes Rohöl im Jahr 2005 um 40% teurer ». [En ligne]. 4 avril 2006. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2006/zdw14.htm> (Page consultée le 23 avril 2007)

¹⁷⁵ Vladimir Poutine. *Wortprotokoll der Rede am 25. September 2001 vor dem Deutschen Bundestag, op. cit.*

germano-russes dans le domaine de l'énergie.¹⁷⁶ Avec un soutien étroit des milieux politiques, l'entente sur la construction du gazoduc de la mer Baltique a été signée seulement quelques jours avant les élections fédérales allemandes de 2005.¹⁷⁷

Ce projet hautement politique a toutefois été vivement critiqué par la Pologne et les pays baltes puisqu'il permettra de créer une nouvelle route pour les exportations de gaz russe en Europe de l'Ouest, en évitant de passer par des pays intermédiaires. Ces pays craignent que, dans un avenir rapproché, la Russie utilise les exportations de gaz comme moyen de pression politique. Grâce au gazoduc qui contourne leur territoire, la Russie serait, selon eux, en mesure d'interrompre les livraisons de gaz, sans mettre en danger les exportations lucratives vers l'Allemagne. En plus de réduire la dépendance face aux pays de transit, la construction du *Nord Stream*¹⁷⁸ va compléter le réseau déjà existant et le diversifier en contribuant à l'augmentation de la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'Allemagne. Pour Schröder, l'étroite coopération énergétique entre Berlin et Moscou représente une importante contribution à la stabilité européenne, puisqu'il s'agit, selon lui, d'un projet à dimension européenne qui n'est dirigé contre personne.¹⁷⁹ Une fois construit, ce gigantesque pipeline fera de la RFA le principal distributeur de gaz russe en Europe de l'Ouest.

Nous pouvons en quelque sorte affirmer que la construction du *Nord Stream* est la suite logique de la coopération qui s'est développée depuis les années 1970 entre l'Allemagne et la Russie. L'accord en matière de coopération énergétique a démontré au fil des ans que la Russie est un fournisseur fiable d'énergie et que le partenariat énergétique peut être renforcé. C'est en se basant sur ces principes que le

¹⁷⁶ Alexander Rahr. «Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié». *op. cit.*, p. 26.

¹⁷⁷ Puisque le chancelier risquait de perdre les élections fédérales, le président Poutine a fait une visite surprise à Berlin en septembre 2005 dans le but de concrétiser le projet de gazoduc sous la mer Baltique. Le mémorandum d'entente sur la construction du gazoduc nord-européen a ainsi été signé le 8 septembre 2005 à Berlin.

¹⁷⁸ Le *Nord Stream* est le nom donné au gazoduc qui traversera les fonds marins de la mer Baltique de Vyborg en Russie à la ville de Greifswald en Allemagne. Le projet initialement enregistré sous le nom de *North European Gas Pipeline* a été changé pour *Nord Stream* en 2006. Le gazoduc de la mer Baltique est présentement construit par un consortium de trois compagnies incluant *Gazprom* (51%), *E.ON Ruhrgas AG* (24.5%) et *Wintershall AG* (24.5%). Le pipeline devrait être en opération au début de 2010. *Wintershall AG* est la filiale de production pétrolière et gazière de *BASF*, leader mondial de l'industrie chimique. Cette compagnie concentre surtout ses activités dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz.

¹⁷⁹ Gerhard Schröder. «Eine neue Qualität der deutsch-russischen Beziehungen». *op. cit.*

gouvernement Schröder a démontré qu'il tenait à ce que les relations germano-russes dans le domaine énergétique soient utilisées pour bâtir un partenariat à long terme entre les deux pays. En continuité avec le gouvernement précédent, la coalition rouge-verte a poursuivi son désengagement auprès des fournisseurs d'hydrocarbures du Moyen-Orient, alors qu'en revanche elle a augmenté ses importations en gaz et en pétrole russe. La dépendance accrue de l'Allemagne dans ce domaine suppose ainsi beaucoup de confiance envers son plus grand partenaire orientale.

2.3 La coopération économique

Les relations économiques germano-russes ne se limitent pourtant pas seulement au pétrole et au gaz. Bien que l'Allemagne soit le principal partenaire commercial de la Russie, Berlin est également un leader dans la coopération économique avec Moscou. Ainsi pour illustrer le soutien économique de la RFA à la Fédération de Russie, nous compléterons cette section de chapitre par une analyse des différents types de coopération économique qui lient les deux pays.

Les investissements étrangers et les réformes économiques en Russie

Depuis l'agonie du régime soviétique et la fin de la Guerre froide, la Russie a eu besoin de l'aide de pays comme l'Allemagne pour surmonter ses difficultés économiques, tant par le biais des investissements directs que par celui du savoir-faire technologique et industriel.¹⁸⁰ Dans le but d'assurer la stabilité économique de l'URSS et de la Fédération de Russie, le gouvernement Kohl avait pris comme décision d'appuyer financièrement les réformes de Moscou.¹⁸¹ La logique derrière cette aide économique à la Russie était qu'en investissant de l'argent dans la transformation du système communiste en un système capitaliste, ceci stimulerait

¹⁸⁰ Hans Stark. «Allemagne-Russie : les aléas d'un partenariat difficile». *Politique étrangère*, N. 3, automne 1996, p. 601.

¹⁸¹ Les réformes économiques russes sont un sujet vaste et complexe, de ce fait une analyse approfondie est au-delà de notre portée. Cependant cette question a joué un rôle important dans les relations germano-russes de sécurité, puisque qu'une Russie démocratique, stable et orienté vers l'économie de marché est demeuré un objectif de la politique allemande de sécurité. Cf. Celeste A. Wallander. *op. cit.*, p. 174.

une croissance économique, qui à son tour permettrait le remboursement du capital investi en Russie. Suivant cette démarche, l'assistance économique de la RFA, au lendemain de l'unification, se chiffrait à 90.3 Mrd. de DM entre 1990 et 1993, plaçant Bonn au premier rang des investisseurs et bailleurs de fonds étrangers en Russie.¹⁸² Depuis la réunification allemande, les contacts économiques bilatéraux se sont développés et approfondis considérablement. Les entreprises allemandes peuvent désormais contribuer à moderniser l'économie russe et de cette manière participer à la croissance économique de la Russie.¹⁸³ Toutefois, en raison de l'instabilité du pays sous le président Eltsine, la Russie a attiré peu d'investissements directs étrangers considérant sa taille et son potentiel économique. Pour améliorer les conditions générales des investisseurs étrangers et s'assurer que la charge financière de l'aide à la Russie ne soit plus seulement supportée par l'Allemagne, le chancelier Kohl a travaillé auprès des États-Unis et de l'UE pour qu'ils supportent financièrement les réformes en Russie.¹⁸⁴ Malgré l'aide des pays occidentaux, la croissance économique ne s'est pas vraiment manifestée sous le président Eltsine.

Puis en 1998, la crise économique a entraîné une réduction considérable des investissements étrangers et un affaiblissement de l'engagement allemand en Russie. D'une certaine manière cette crise a été salutaire pour la Russie, en ce sens qu'elle a permis à l'appareil de production russe de redevenir compétitif et de se remettre en marche. Les effets de la dévaluation du rouble ont été positifs en terme de commerce extérieur, favorisant à la fois les exportations et la substitution de produits fabriqués en Russie aux produits importés, devenus plus cher.¹⁸⁵ Pour mettre fin à la crise économique, le gouvernement russe a lancé un vaste programme de réformes politiques et économiques sous le président Poutine. Quelques réformes structurelles dans le domaine des finances publiques ont été entreprises, comme par exemple l'introduction en 2001, par le parlement russe, d'une nouvelle législation fiscale prévoyant un taux d'imposition unique sur le revenu et sur les bénéfices. Cette réforme a permis à l'État d'accroître ses revenus, tout en stimulant la demande intérieure. D'autres réformes ont plutôt été orientées vers la restructuration des

¹⁸² Hans Stark. «Allemagne-Russie : les aléas d'un partenariat difficile». *op. cit.*, p. 599.

¹⁸³ Klaus Mangold. *op. cit.*, p. 81.

¹⁸⁴ Stephan Bierling. *Wirtschaftshilfe für Moskau. Motive und Strategien der Bundesrepublik Deutschland und der USA 1990-1996*. Paderborn, Schöningh, 1998, p. 235.

¹⁸⁵ Domitilla Sagramoso. «L'économie russe sous Vladimir Poutine», *Politique étrangère*, N.1, 2004, p. 124.

institutions ainsi que vers l'intensification de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale. En renforçant les structures de l'État et en instaurant une nouvelle fiscalité, Poutine a pu mettre fin à l'instabilité politique et économique héritée sous Eltsine et rétablir la confiance des partenaires économiques de la Russie. Après la morosité des années 1990, l'économie russe a montré des signes significatifs de redressement, dus à la combinaison de politiques monétaires et budgétaires prudentes, d'une conjoncture mondiale favorable (prix élevé de l'énergie), de la dévaluation du rouble et de l'adoption de réformes structurelles judicieuses.¹⁸⁶

Bien que la Russie soit loin d'être assez avancée dans ses réformes pour être qualifiée d'un « paradis des investissements », des conditions favorables aux investisseurs allemands ont toutefois été consenties sous les présidents Eltsine et Poutine. C'est sans doute la raison pour laquelle l'Allemagne occupe aujourd'hui la première place parmi les États investisseurs, relativement aux investissements étrangers cumulés dans l'économie russe.¹⁸⁷ Appliquant une politique restrictive à l'égard des investissements étrangers dans ses industries stratégiques, les autorités russes ont néanmoins autorisé une ouverture au capital allemand dans le domaine énergétique.¹⁸⁸ Ainsi, en raison de la participation de la *Ruhrgas AG* dans l'entreprise *Gazprom*, l'Allemagne était en 2004 le plus grand investisseur en Russie avec 15.6% de l'ensemble des investissements étrangers.¹⁸⁹ Si l'on ne tient compte que des investissements directs, lesquels ont une importance particulière sur le plan économique, elle ne se situait à pareille date qu'au quatrième rang derrière les Pays-Bas, Chypre et les États-Unis.¹⁹⁰ Depuis la réunification, le capital allemand a eu

¹⁸⁶ *Ibid.* p. 123.

¹⁸⁷ Dmitry Philippovkh. *op. cit.*, p. 133.

¹⁸⁸ Après le départ du chancelier Schröder de la politique allemande, les autorités russes ont élaboré une loi sur les investissements étrangers en 2006. Les secteurs ayant été définis comme stratégiques, concernent surtout l'industrie de l'armement, l'industrie spatiale, l'industrie aéronautique, l'industrie nucléaire et l'industrie des matières premières. L'État se réserve maintenant le droit de refuser toute transaction touchant aux entreprises commerciales d'importance stratégique pour la sécurité nationale de la Fédération de Russie. L'idée de cette loi est née lorsque le groupe allemand Siemens a tenté d'acheter en 2004 une participation importante dans la société russe d'ingénierie *Power Machines*. Cf. Andreï Zagorski. «La Russie et l'Allemagne : continuité et changements». *op. cit.*, p. 13.

¹⁸⁹ Gokomstat. Service Fédéral des Statistiques de l'État [russe] : <http://www.gks.ru>, cité dans Christian Meier. «Deutsch-Russische Wirtschaftsbeziehungen unter Putin : Praxis - Probleme - Perspektiven». *op. cit.*, p. 10-11.

¹⁹⁰ *Ibid.* Les investissements provenant de Chypre sont en fait des capitaux russes qui ont fui durant les années 1990 pour échapper à la forte pression fiscale des années Eltsine. Depuis l'arrivée de

tendance à aller plutôt vers la Pologne et la République Tchèque que vers la Russie. Cependant, étant donné le poids du domaine énergétique dans les échanges commerciaux russo-allemands, les investissements directs de l'Allemagne en Russie ont principalement été concentrés dans le secteur de l'énergie et des matières premières. Un autre secteur, qui a également bénéficié d'une large part d'investissements directs allemands, a été celui du commerce de détail et de distribution, où des entreprises commerciales telles que IKEA-Deutschland, METRO, REWE et OBI ont connu une forte expansion au début des années 2000.¹⁹¹

Avec plus de 140 millions d'habitants, la Russie représente un énorme marché pour les produits allemands qui jouissent d'une bonne réputation dans ce pays. L'intérêt des entreprises allemandes pour la Russie a pris de l'expansion avec la stabilisation de l'économie russe et l'arrivée de Schröder au pouvoir. De ce fait, entre 2001 et 2006, l'Allemagne a réussi une percée dans le marché russe en implantant la plus forte présence économique étrangère. Durant cette période, les entreprises allemandes se sont multipliées pour passer d'environ 2300 en 2001 à plus de 4500 en 2006.¹⁹² Bien que Moscou et Saint-Petersbourg aient attiré la plupart des investissements étrangers, une augmentation de la présence des entreprises allemandes dans les régions de la Fédération de Russie a également été enregistrée au cours de ces mêmes années. Les investisseurs allemands découvrent ainsi de plus en plus le potentiel économique des régions russes.

Malgré ces signes encourageants, de sérieuses faiblesses sont demeurées présentes dans l'économie russe; par exemple, la trop grande dépendance à l'égard de la rente énergétique et la place trop importante du secteur public ont fait en sorte que le niveau d'investissement direct étranger est resté très insuffisant en regard du potentiel de la Russie. Les barrières administratives telles que la corruption, la bureaucratie ainsi que l'inefficacité du système judiciaire et du régime des douanes sont également demeurées des obstacles majeurs pour l'investissement et le

Vladimir Poutine au pouvoir et la réduction de l'imposition, la Russie assiste maintenant à un retour massif des capitaux russes qui ont été blanchis à Chypre.

¹⁹¹ *Ibid.* p. 11. Le développement du commerce de détail en Russie, à partir des années 2000, a surtout été dû à la hausse des salaires et des revenus de la population sous Poutine. Bien qu'ils aient nettement augmenté ces derniers restent bas si on les compare à ceux en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. Cf. Domitilla Sagramoso. *op. cit.*, p. 132.

¹⁹² Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft. *op. cit.*, p. 7.

commerce.¹⁹³ Ces problèmes semblent pourtant ne pas avoir empêché l'intensification des investissements allemands au tournant du second millénaire. Avec l'arrivée de Poutine et le redressement de la situation économique, les investissements allemands ont continué d'être dirigés vers la Russie. La tendance semble même se confirmer depuis le départ du chancelier social-démocrate en 2005.

Le soutien financier de la Russie et le règlement de sa dette

Lorsque nous abordons le thème de la coopération économique dans les relations germano-russes, il est important de ne pas négliger le rôle du soutien financier de l'Allemagne à la Russie. L'aide économique allemande a souvent été octroyée sous forme de prêts afin que Moscou puisse effectuer les réformes nécessaires pour remettre en marche son économie défailante. Alors que Boris Eltsine accueillait avec reconnaissance les fonds allemands destinés à soutenir son pays, Vladimir Poutine a réussi à soustraire la Russie à l'engrenage de la dette auquel elle était en butte dans les années 1990 et il l'a même sortie de son état de dépendance financière à l'égard de l'Ouest.¹⁹⁴ En 2001, peu de temps après son arrivée au pouvoir, les dettes de la Russie envers l'Allemagne s'élevaient à environ 35 Mrd. d'euros.¹⁹⁵ Étant considérée comme l'héritière de l'Union soviétique sur le plan financier, la Fédération de Russie a hérité des dettes de l'URSS, ces dernières ayant été surtout contractées pendant les temps difficiles de la *perestroïka*.¹⁹⁶ La partie russe des dettes de la Fédération envers l'Allemagne est relativement moins importante que la partie soviétique, puisqu'elle couvre environ un tiers du total des dettes.¹⁹⁷ En plus des prêts octroyés par la RFA, il existait aussi une importante dette de l'URSS à l'égard de la RDA, dont l'évaluation était difficile puisqu'elle était

¹⁹³ Organisation de coopération et de développement économiques. *The investment Environment in the Russian Federation Laws, Policies and Institutions*, Paris, OCDE, 2001, p.101, cité dans Domitilla Sagramoso. *op. cit.*, p. 133.

¹⁹⁴ Alexander Rahr. «Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié». *op. cit.*, p. 18.

¹⁹⁵ Wladislaw Below. «Russland und Deutschland. Perspektiven der unilateralen Kooperation unter den Bedingungen der europäischen Partnerschaft», dans Erich G. Fritz, dir. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, p. 87.

¹⁹⁶ La *perestroïka* est un terme russe signifiant reconstruction ou restructuration. Ce terme a été donné aux réformes économiques du système communiste qui ont été entreprises par Mikhaïl Gorbatchev à partir de 1985.

¹⁹⁷ Wladislaw Below. *op. cit.*, p. 88.

comptabilisée en roubles transférables.¹⁹⁸ Pour régler ce problème, le chancelier Kohl et le président Eltsine s'étaient entendus, en décembre 1992, pour mettre de côté cette question et ne plus en parler pendant les huit années à venir, quitte à ce que l'Allemagne renonce à la récupération d'importants montants.

Lorsque la coalition rouge-verte a pris le pouvoir, le chancelier Schröder n'a pourtant pas hésité à réclamer le paiement des dettes que la Russie avait contractées auprès de l'Allemagne. Étant donné ses difficultés éprouvées dans les domaines économiques et financiers, Moscou a demandé l'arrêt temporaire du paiement de ses dettes en août 1998. Quoique la situation économique de la Russie se soit améliorée en 2000, Poutine a tout de même réussi à obtenir, lors de sa première visite officielle à Berlin, un prolongement du délai de paiement des dettes de l'URSS. Ceci lui a donné un temps de répit pour instaurer les réformes dont son pays avait tant besoin. D'une certaine manière, la question du règlement des dettes russes a mis de l'ombre sur les relations économiques des deux pays, du moins jusqu'à ce qu'un accord sur les roubles transférables ait finalement été conclu.¹⁹⁹

En avril 2002, lors des consultations gouvernementales bilatérales à Weimar, le président Poutine et le chancelier Schröder se sont entendus sur les modalités de paiements des roubles transférables. Avec une dette de 6.4 Mrd. de roubles transférables (estimée à 15 Mrd. de DM lors de la réunification ou à 7.7 Mrd. d'euros selon le taux de conversion du DM en euro), les deux parties ont convenu que la Russie devrait verser seulement 500 millions d'euros à l'Allemagne avant février 2004.²⁰⁰ Cet accord sur les dettes de l'ex-URSS à l'ex-RDA a permis de régler un problème difficile dans les relations économiques bilatérales. D'un côté, le président Poutine a été soulagé de ne payer qu'une fraction des roubles transférables à l'Allemagne, alors que, de l'autre côté, le chancelier a été particulièrement flatté du fait que la Russie ait payé l'un de ses versements à l'avance, en septembre 2002,

¹⁹⁸ Le rouble transférable (*Transferrubel* en allemand) était une monnaie fictive utilisée à l'intérieur de l'ancien Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM ou COMECON en anglais), une organisation d'entraide économique entre les différents pays du bloc soviétique. Les dettes de l'Union soviétique envers l'ex-Allemagne de l'Est ont été contractées dans le cadre du CAEM.

¹⁹⁹ Le contentieux entre l'Allemagne et la Russie en ce qui a trait aux roubles transférables concernait surtout le taux de conversion. Hans-Joachim Spanger. *op. cit.*, p. 20.

²⁰⁰ Christian Meier. «Deutsch-Russische Wirtschaftsbeziehungen unter Putin : Praxis - Probleme - Perspektiven». *op. cit.*, p. 14.

pour aider l'Allemagne à la suite des inondations qu'elle a subies à l'été 2002.²⁰¹ L'annulation d'une grande partie de la dette russe par Gerhard Schröder a néanmoins été critiquée du côté allemand comme étant une concession économiquement injustifiable à l'égard de la Russie.²⁰²

À partir de 2002, Moscou a pu, en conséquence, satisfaire aux échéances de sa dette extérieure en entreprenant son remboursement avant terme. Étant donné la dépendance de son économie à l'égard des ventes d'hydrocarbures, le gouvernement russe a créé en 2004 un « fonds de stabilisation » dans le but de pallier aux éventuelles fluctuations des cours du pétrole. Ce fonds, alimenté par les excédents budgétaires et les surplus de recettes budgétaires liées aux exportations gazières et pétrolières, est devenu le symbole du redressement économique du pays sous l'impulsion du président Poutine.²⁰³ Les prix élevés de l'énergie ont engendré l'accumulation d'un large surplus dans les coffres de l'État russe, permettant au Kremlin de bâtir la troisième plus grande réserve de monnaie au monde en mettant de côté plus de 50 Mrd. de dollars US.²⁰⁴ Conformément aux règles d'utilisation de ce fonds de stabilisation, les autorités y ont puisé des ressources pour rembourser, par anticipation, la dette de la Russie. Moscou a ainsi été en mesure d'acquitter une grande partie de sa dette extérieure, notamment celle qu'elle avait contractée envers l'Allemagne dans le cadre du Club de Paris.²⁰⁵ En janvier 2001, la Russie devait 48.6 Mrd. de dollars US aux membres de ce Club, dont 20 Mrd. à son plus grand créancier, l'Allemagne.²⁰⁶ En raison de l'amélioration de sa situation financière, la Fédération de Russie a été en mesure de conclure en mai 2005 un premier accord de remboursement anticipé avec le Club de Paris, conduisant à un paiement d'un

²⁰¹ Gerhard Schröder. *Interview von Bundeskanzler Gerhard Schröder mit der Nachrichtenagentur „Interfax“ am 30. Mai 2003 zum Sankt Petersburg-Besuch über die deutsch-russische Beziehungen vor dem Hintergrund der Haltung beider Länder zum Irak-Krieg sowie den EU-Russlandgipfel*, *op. cit.*

²⁰² Hannes Adomeit. «La politique russe de l'Allemagne: fin de la lune de miel», *op. cit.*, p. 12.

²⁰³ Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie [française]. *L'économie russe en 2005*, *op. cit.* p. 2.

²⁰⁴ Dmitri Trenin. «Russia Leaves the West», *Foreign Affairs*, juillet-août 2006 Vol. 85, N. 4, p. 93.

²⁰⁵ Le Club de Paris est un groupe de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions aux difficultés de paiement de nations endettées. Il permet à ces pays de renégocier leur dette publique. Cf. <http://www.clubdeparis.org/sections/qui-sommes-nous>

²⁰⁶ Gunnar Garbe. *Deutsche Rußlandpolitik und das Baltikum 1990-1998*. Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades der Philosophischen Fakultät der Christian-Albrechts-Universität zu Kiel, *op. cit.*, p. 175.

montant de 15 Mrd. de dollars US.²⁰⁷ Moins d'un an après le départ du chancelier Schröder, la Russie a été en mesure de rembourser par anticipation l'intégralité de sa dette envers le Club de Paris, ce qui lui a permis de faire des économies substantielles sur les intérêts qu'elle aurait dû payer.

Malgré le poids de ses dettes, la Russie a tout de même connu une croissance économique soutenue depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir. Les cours mondiaux de l'énergie sont demeurés un facteur important de la bonne santé de l'économie russe, dopant les revenus, les recettes fiscales ainsi que les investissements et permettant à la Russie de faire face, en toute quiétude, aux échéances relatives à sa dette extérieure, voire même de les anticiper.²⁰⁸ En continuité avec le gouvernement de Helmut Kohl, la coalition rouge-verte a fait des concessions pour soulager la Russie de sa dette envers l'Allemagne. C'est grâce à la détermination du chancelier fédéral que le problème des dettes de l'Union soviétique envers l'Allemagne a pu être réglé, ce qui, par la même occasion, a favorisé une bonne réputation de la Russie dans le monde des finances internationales. Vivant sous la tutelle de ses créanciers durant les années 1990, la Russie est maintenant un pays qui cherche à investir massivement à l'étranger et ce, notamment dans le pays de son premier partenaire économique en Europe, soit l'Allemagne.

La continuité des relations économiques

Nous avons observé au cours de ce deuxième chapitre que les relations économiques ont en quelque sorte été le fondement des relations germano-russes. Ce sont les négociations entre la RFA et l'URSS au sujet de la réunification allemande qui ont permis à l'Allemagne une participation à long terme dans l'économie russe. Lorsque la Russie a connu de graves problèmes économiques après la chute de l'URSS, l'Allemagne s'est empressée de lui apporter une aide financière pour contrer son instabilité par un développement économique soutenu. En tissant des liens économiques étroits avec la Russie, le gouvernement Kohl a ouvert la voie à un grand nombre de contacts politiques. Après le départ du chancelier chrétien-

²⁰⁷ Club de Paris. « Russie ». Communiqué. [En ligne]. 23 juin 2006. <http://www.clubdeparis.org/sections/services/communiques/russie9654> (Page consultée le 23 mai 2007)

²⁰⁸ Alexander Rahr. « Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié ». *op. cit.*, p. 20.

démocrate et l'arrivée d'une coalition rouge-verte au pouvoir, les relations économiques entre la RFA et la Fédération de Russie n'ont pas vraiment été modifiées. L'Allemagne est demeurée le plus important partenaire économique, le plus imposant investisseur étranger et le plus grand créancier international de la Fédération de Russie.

Les relations économiques bilatérales ont toutefois connu un élan considérable avec l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de la Fédération de Russie. Les facteurs déterminants ont été, avant tout, le rôle central de l'économie dans la politique étrangère russe et la stabilisation économique et financière du pays. Bénéficiant d'une hausse substantielle des prix de l'énergie sur les marchés internationaux, la Russie s'est surtout appuyée sur une politique étrangère mettant en valeur ses ressources énergétiques. C'est dans ce contexte que le chancelier Schröder a été en mesure de mettre de l'avant un partenariat visant à assurer la sécurité énergétique de son pays. En plus de profiter de la croissance économique russe, la coopération bilatérale a également joui d'un soutien institutionnel accru de la part des milieux politique et économique, favorisant l'industrie allemande qui a augmenté ses investissements et ses exportations en Russie. L'intensification des liens économiques entre les deux pays a été due, en définitive, au succès du processus de stabilisation de la Russie, du règlement de sa dette extérieure et de sa volonté de créer des conditions favorables à l'investissement étranger.

En continuité avec le gouvernement précédent, le facteur économique a joué un rôle primordial dans la politique russe de l'Allemagne. Le soutien allemand au développement et à la stabilité économique de la Russie est demeuré une priorité autant sous le gouvernement Kohl que sous le gouvernement Schröder. Si l'économie est un volet essentiel des relations germano-russes, elle ne peut à elle seule expliquer la continuité des relations bilatérales. Bien que la bonne santé de l'économie russe sous la présidence de Vladimir Poutine ait été un des éléments ayant le plus contribué au développement de meilleures relations entre Berlin et Moscou, il est néanmoins essentiel de voir en quoi la stabilité économique de la Russie a été profitable au niveau de la sécurité européenne. Puisque l'Allemagne n'est pas intéressée par une Russie faible, source d'instabilités dans son

environnement, nous allons maintenant nous attarder à la coopération en matière de défense et de sécurité.

Chapitre 3

La coopération en matière de défense et de sécurité

"J'ai toujours insisté sur le fait que de bonnes relations entre l'Allemagne et la Russie étaient une condition essentielle de la sécurité et de la stabilité en Europe."²⁰⁹

Helmut Kohl

"L'Allemagne et la Russie partagent une même responsabilité dans la création d'un ordre mondial égalitaire, multipolaire et de coopération. Ceci nécessite que nous joignons nos forces afin de combattre les dangers mondiaux et régionaux à la sécurité et à la stabilité."²¹⁰

Gerhard Schröder, 2004

Nous avons observé au cours des deux premiers chapitres de notre mémoire que la stabilité politique et économique de la Russie sous le président Vladimir Poutine a été profitable à plusieurs égards aux relations germano-russes. Toutefois, lorsque nous abordons les relations bilatérales de sécurité entre Berlin et Moscou, il est essentiel de mentionner que le facteur économique a également joué un rôle central dans la politique allemande de sécurité des chanceliers Helmut Kohl et Gerhard Schröder. Puisque l'objectif de la RFA depuis la fin de l'URSS a été de promouvoir une Russie démocratique, stable et orientée sur une économie de marché, les chanceliers qui se sont succédés ont considéré que le danger de l'instabilité de la Russie pouvait être comblé par un développement économique constant. Dès lors, les intérêts allemands de sécurité nationale, qui consistent à protéger le territoire allemand d'une attaque étrangère, ont été additionnés du souci d'un développement économique et politique stable des États d'Europe centrale et orientale. Comme le souligne le professeur Stephan Martens, spécialiste de la politique étrangère de l'Allemagne, le facteur économique a joué un rôle primordial dans la conception de

²⁰⁹ Helmut Kohl, cité dans Gilles Lepasant. *op. cit.*, p. 13.

²¹⁰ Gerhard Schröder. «Russia and Germany : The Core Tenet of Cooperation». *op. cit.*, p. 82.

toute politique extérieure et de sécurité de la RFA.²¹¹ C'est pour se protéger contre l'instabilité qui régnait en Russie que les dirigeants allemands ont cru bon investir massivement dans les réformes russes, de peur que si l'économie russe demeure faible, elle pourrait déstabiliser la région et un jour venir cogner aux portes de l'Europe.

Cependant, la question de la stabilité de la Russie et de la sécurité européenne ne peut être analysée que sous la dimension économique. En fait, depuis l'unification allemande, la politique à l'Est de l'Allemagne s'inscrit dans la logique d'une politique au service de l'ensemble de l'Europe.²¹² L'ancrage occidental reste la ligne directrice de la politique de sécurité et de défense allemande. Même si le partenariat transatlantique demeure le fondement de la sécurité en Allemagne, une coopération bilatérale étroite avec des pays situés hors de l'OTAN et de l'UE revêt une importance primordiale pour la promotion de la stabilité européenne. En raison de la grandeur de son territoire, du poids de sa population, de son potentiel militaire, de ses richesses naturelles et de son rôle historique, la Russie est demeurée, malgré ses faiblesses économiques et son instabilité politique au cours des années 1990, un partenaire de premier plan pour l'Allemagne en matière de défense et de sécurité.

Dans le *Livre blanc*²¹³ de 1994 sur la politique de sécurité du gouvernement fédéral allemand, on peut lire qu'en raison de sa position centrale en Europe, « l'Allemagne, plus que toute autre nation, a un intérêt particulier à soutenir ses voisins à l'Est dans la voie dans laquelle ils se sont engagés pour parvenir à une démocratie et à une économie de marché authentiques, et à les rapprocher des institutions occidentales. »²¹⁴ C'est dans cette optique que Volker Rühle, ministre allemand de la Défense sous Helmut Kohl, avait coutume de dire : « Soit nous

²¹¹ Stephan Martens. *La Politique à l'Est de la République Fédérale d'Allemagne depuis 1949 : entre mythe et réalité*. Paris, Presses universitaires de France, 1998, p. 159.

²¹² Cf. Stephan Martens. *La Politique à l'Est de la République Fédérale d'Allemagne depuis 1949 : entre mythe et réalité*. op. cit., 241 p.

²¹³ Le Livre blanc est le programme du gouvernement allemand en matière de politique de sécurité. Il présente les grandes orientations de la politique de sécurité de la République fédérale d'Allemagne. Les deux derniers Livres blancs du gouvernement fédéral ont été publiés en 1994 et en 2006. Cf. www.weissbuch.de

²¹⁴ Ministère de la Défense. Livre blanc 1994 sur la sécurité de la République fédérale d'Allemagne et la situation de l'avenir de la *Bundeswehr*, Bonn, 1995, p. 44, cité dans Stephan Martens. *La Politique à l'Est de la République Fédérale d'Allemagne depuis 1949 : entre mythe et réalité*. op. cit., p. 137.

exportons de la stabilité, soit l'instabilité vient à nous ». ²¹⁵ Ces quelques mots résument bien la position du gouvernement allemand de l'époque, puisque l'Allemagne croyait qu'elle serait la première à subir directement les effets d'une instabilité à l'Est. ²¹⁶ Puisque la stabilité européenne n'est pas concevable en Allemagne à l'extérieur de l'OTAN et de l'UE, le gouvernement allemand a oeuvré concrètement au rapprochement de la Russie dans des mécanismes de consultations multilatérales. C'est ainsi qu'entre 1991 et 1998, le gouvernement Kohl s'est efforcé d'intégrer la Russie dans une architecture européenne élargie, en insérant les relations germano-russes de sécurité à de nouvelles structures multilatérales, telles que l'OTAN, l'UE et le G8.

Dans le cadre de ce travail, nous aimerions savoir ce qu'il est advenu de la politique allemande de sécurité après le départ du chancelier de la réunification. Quel a été le contexte européen et international de sécurité lorsque la nouvelle coalition gouvernementale est arrivée au pouvoir ? Comment a évolué la coopération avec la Russie en matière de défense et de sécurité sous Gerhard Schröder ? Puis, finalement, en quoi la présence de Vladimir Poutine a-t-elle été profitable en ce qui concerne la sécurité européenne pour l'Allemagne ? Pour répondre à ces questions nous diviserons le dernier chapitre de notre mémoire en deux parties distinctes. La première partie abordera la politique étrangère de sécurité de la coalition rouge-verte et l'importance de la Russie dans la sécurité européenne, alors que la seconde partie s'attardera à l'application des relations germano-russes de sécurité dans les conflits internationaux.

3.1 La politique étrangère de sécurité de la coalition rouge-verte

Pour mieux comprendre la politique étrangère de sécurité du gouvernement Schröder à l'égard de la Russie, il est essentiel, dans un premier temps, de nous

²¹⁵ Volker Rühle, cité dans Gilles Lepasant. «La sécurité de l'Europe centrale et orientale après l'élargissement de l'OTAN». *op. cit.*, p. 11. Volker Rühle a été ministre de la Défense sous Helmut Kohl de 1992 à 1998.

²¹⁶ À titre d'exemple, lors des guerres en ex-Yougoslavie (1991-1995), l'Allemagne a été le pays qui a accueilli le plus de réfugiés en provenance des zones de conflits. C'est en partie pour cette raison que l'Allemagne a beaucoup à gagner d'un redressement des pays de l'Est et notamment de son plus grand voisin, la Russie.

attarder au contexte européen et international dans lequel la coalition rouge-verte s'est retrouvée lorsqu'elle a accédé au pouvoir en 1998. De cette manière, nous serons en mesure de mieux définir la politique de défense de la nouvelle coalition et, par conséquent, d'observer les éléments de continuité et de discontinuité dans la coopération en matière de sécurité, et de défense entre les deux gouvernements. Nous terminerons cette section de chapitre en expliquant l'importance de la Russie pour la sécurité européenne avant de nous attarder à l'application des relations germano-russes dans le domaine de la sécurité.

La « normalisation » de la politique de défense allemande

Pour saisir l'ampleur des mutations que l'Allemagne a connues au plan de sa politique de défense et de sécurité, il nous faut revenir très brièvement sur les années immédiates de la postunification. Depuis 1990, il existe notamment en Allemagne un débat tournant autour de la « normalisation » de la politique étrangère allemande, c'est-à-dire la levée progressive des restrictions particulières qui pèsent sur le rôle international de l'Allemagne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.²¹⁷ En d'autres termes, on désire que l'Allemagne s'impose d'elle-même sur la scène internationale. À titre d'exemple, certains partisans de la « normalité », comme l'historien Hans-Peter Schwarz, soutiennent que la fin de la Guerre froide a altéré la position de l'Allemagne dans le système international et qu'en raison de sa position géographique, de sa capacité économique et de l'augmentation de sa population, l'Allemagne unie doit assurer les tâches qui incombent à une puissance centrale.²¹⁸ D'autres, comme l'historien Gregor Schöllgen, affirment plutôt que l'Allemagne doit assumer son nouveau rôle de grande puissance européenne sans répéter, occulter et oublier les maladroites, les erreurs et les crimes de la première moitié du XX^e siècle.²¹⁹ Dans la même veine, Egon Bahr, ancien ministre sous le chancelier Willy Brandt et spécialiste de la politique à l'Est de l'Allemagne, croit qu'il est temps pour Berlin, cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, de défendre ses

²¹⁷ Philip H. Gordon, «La normalisation de la politique étrangère de l'Allemagne». *Politique étrangère*, N.2, 1994, p. 497.

²¹⁸ Cf. Hans-Peter Schwarz. *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*. Berlin, Siedler, 1994, 310 p.

²¹⁹ Gregor Schöllgen. *Angst vor der Macht. Die Deutschen und ihre Aussenpolitik*. Berlin, Propyläen 1993, p. 9, cité dans Jacques-Pierre Gougeon. *Allemagne : une puissance en mutation. op. cit.*, p. 359-360.

intérêts, au même titre que les autres États.²²⁰ Puisque pour la première fois de son histoire, le pays n'est entouré que d'amis et de partenaires, l'Allemagne doit, selon ces derniers, revendiquer une nouvelle responsabilité internationale.

Au point de vue de la sécurité, la normalisation de la politique étrangère allemande sous-entend une Allemagne qui prendrait plus de responsabilités sur la scène internationale, ce qui signifie également une participation accrue du pays à la sécurité mondiale. Toutefois, l'objectif d'affirmer un nouveau rôle international de l'Allemagne et de le faire accepter, à la fois par l'opinion publique allemande et sur la scène internationale, est en quelque sorte resté un thème tabou sous le chancelier de la réunification, puisque Kohl s'était engagé à ne pas envoyer la *Bundeswehr*²²¹ dans des opérations de rétablissement de la paix. Ce dernier désirait plutôt que son pays ne s'en tienne qu'à des opérations de maintien de la paix. Malgré la décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe en 1994 de permettre le déploiement d'actions militaires de l'armée fédérale à l'extérieur du territoire allemand et de l'OTAN, il a cependant fallu attendre l'arrivée de Gerhard Schröder au pouvoir en 1998 pour que l'Allemagne revendique un retour sur la scène internationale, en mettant un terme à une obligation morale de retenue, jusqu'alors justifiée par l'Histoire.²²² Cette situation peut apparaître paradoxale si nous tenons compte du fait que le parti social-démocrate s'était opposé aux modestes débuts de la « normalisation » de la politique étrangère et de sécurité allemande sous Helmut Kohl.²²³

Dans l'esprit de la nouvelle génération au pouvoir, Schröder a mis l'accent, dès sa première déclaration gouvernementale, sur l'affirmation de soi d'une nation allemande qui a grandi, qui ne doit pas souffrir d'un complexe d'infériorité, ni de supériorité, et qui doit assumer son histoire en regardant vers l'avant.²²⁴ Les responsables politiques n'ont d'ailleurs pas tardé à revendiquer un statut de puissance pour l'Allemagne. À cet effet, devant la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*, Gerhard Schröder a défini, en septembre 1999, sa doctrine en matière de politique

²²⁰ Egon Bahr. «La "normalisation" de la politique extérieure allemande», dans Stephan Martens, dir. «La nouvelle Allemagne». *La Revue internationale et stratégique*, N. 35, automne 1999, p. 71-79.

²²¹ La *Bundeswehr* est le nom de l'armée fédérale allemande.

²²² Jacques-Pierre Gougeon. *Allemagne : une puissance en mutation*, op. cit., p. 349.

²²³ Hans Stark. «L'Allemagne entre affirmation nationale et ancrage multilatéral», op. cit., p. 760.

²²⁴ Deutscher Bundestag. Plenarprotokoll 14/3 : Stenographischer Bericht, 14. Wahlperiode, 3. Sitzung, Bonn, 10 novembre 1998, p. 61.

étrangère en inventant le concept politique de *aufgeklärte Eigeninteressen*, de « défense éclairée des intérêts nationaux ». ²²⁵ Le chancelier s'est alors engagé à donner plus de poids à son pays sur la scène internationale, en assumant désormais une dimension militaire active à l'extérieur de ses frontières et en proclamant la fin du tabou des interventions militaires en dehors de l'Europe et de la zone couverte par l'OTAN. ²²⁶ Contrairement au chancelier Kohl qui n'était principalement intervenu que dans le cadre d'opérations humanitaires ou de maintien de la paix comme au Cambodge, en Somalie ou en Bosnie-Herzégovine, le gouvernement Schröder a fait un pas de plus en s'impliquant dorénavant dans des opérations d'instauration de la paix comme dans les Balkans ou encore dans des opérations de lutte contre le terrorisme comme en Afghanistan. ²²⁷

Cette normalisation de la politique de sécurité de la RFA, sous la coalition rouge-verte, a été rendue possible grâce à l'évolution de la culture politique allemande et au ralliement d'une large majorité de la gauche à cette nouvelle conception de l'Allemagne-puissance et de la nouvelle responsabilité qui en découle. ²²⁸ D'après l'historien Martin Koopmann de la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*, « Seul un gouvernement avec la participation des Verts pouvait prendre une telle décision [...]. La CDU n'aurait jamais pu décider d'engager l'armée allemande à l'étranger, même pour une mission de paix, sans provoquer une véritable tempête politique et de vastes mouvements de protestations dans les

²²⁵ Stephan Martens. « Bilan de la politique internationale et européenne », *op. cit.*, p. 4. Voir aussi Gerhard Schröder. « Eine Außenpolitik des „Dritten Weges“? ». *Gewerkschaftliche Monatshefte*, N. 7-8, juillet-août 1999, p. 392-396.

²²⁶ Stephan Martens. « Bilan de la politique internationale et européenne », *op. cit.*, p. 4.

²²⁷ Au cours de ses années au pouvoir, en plus d'avoir participé à l'*Operation Allied Force* (guerre au Kosovo), à l'opération *Allied Harmony* (opération de stabilisation de la Macédoine suite à la guerre du Kosovo) et à l'opération *Enduring Freedom* (guerre en Afghanistan), le gouvernement rouge-vert est aussi intervenu dans différentes missions étrangères de paix comme la *Stabilization Force* (SFOR) en Bosnie-Herzégovine, la *Kosovo force* (KFOR) et l'*United Nations Mission in Kosovo* (UNMIK) au Kosovo, l'*United Nations Mission in Georgia* (UNOMIG) en Géorgie et l'*International Security Assistance Force* (ISAF) en Afghanistan. Le gouvernement Schröder a également envoyé durant cette période des troupes dans la Corne de l'Afrique pour la lutte contre le terrorisme comme en Éthiopie, en Érythrée, au Djibouti et en Ouzbékistan pour la mission en Afghanistan. À l'exception des missions en Bosnie-Herzégovine et en Géorgie, toutes les opérations à l'étranger ont été initiées par les sociaux-démocrates et les Verts. Cf. Martin Wagner. « Normalization in Security Policy? Deployments of the Bundeswehr Forces Abroad in the Era Schröder 1998-2004 », dans Hanns W. Maull, dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 79-92.

²²⁸ Jacques-Pierre Gougeon. *Allemagne : une puissance en mutation*. *op. cit.*, p. 362.

rues. »²²⁹ Traditionnellement pacifiques, les sociaux-démocrates et les Verts ont néanmoins mis fin à la politique de retenue encore pratiquée sous Helmut Kohl. Cette perception s'est tout d'abord affirmée lors de la guerre du Kosovo et avec encore plus de force après les attentats du 11 septembre 2001.

« Par un processus de maturité entamé en 1999 avec l'intervention contre la Serbie de Milošević, l'Allemagne est non seulement parvenue à se faire reconnaître comme allié fiable par ses partenaires mais aussi à réaliser une véritable mutation des mentalités conduisant à ce qu'une majorité de l'opinion publique admette dorénavant l'emploi de la force militaire comme possible instrument de politique étrangère. »²³⁰

En se démarquant du gouvernement Kohl en matière de politique étrangère de sécurité, Gerhard Schröder a mis fin à la politique du chéquier qui consistait à compenser l'absence d'engagement militaire de l'Allemagne, par un soutien financier aux opérations militaires étrangères.²³¹ La coalition de gauche a selon nous décidément permis à l'Allemagne de se comporter comme les autres États dans les relations internationales, en assumant des responsabilités militaires accrues. La RFA s'est adaptée aux nouvelles conditions de l'environnement international et elle est maintenant appelée à jouer un plus grand rôle en matière de stabilité européenne et internationale. Avec la normalisation de sa politique de défense, l'Allemagne peut désormais mener une politique extérieure qui soit enfin à la mesure de son poids économique sur la scène internationale.

²²⁹ Martin Koopmann, cité dans Nathalie Versieux. « Angela Merkel ou le retour diplomatique de l'Allemagne ». *Le Devoir*, 9-10 juin 2007, p.B2.

²³⁰ Jacques-Pierre Gougeon. *Allemagne : une puissance en mutation. op. cit.*, p. 369.

²³¹ La politique du chéquier (*Scheckbuchdiplomatie* en allemand) a été pratiquée par le chancelier Helmut Kohl lors de la guerre du Golfe persique en 1991. Pressé par ses principaux alliés de s'impliquer militairement, le gouvernement allemand de l'époque a préféré supporter financièrement la guerre contre l'Irak au lieu de s'engager activement auprès des forces de coalition. Il est cependant important de mentionner qu'en 1991, la présence de troupes soviétiques en Allemagne de l'Est a continué d'influencer la politique étrangère allemande, ce qui explique en partie l'abstention de la participation militaire de l'Allemagne à la guerre du Golfe. L'autre raison principale est que la Loi fondamentale de la RFA interdisait à l'époque les opérations en dehors des limites d'intervention de l'OTAN.

Les principes directeurs de la politique de défense allemande sous la coalition rouge-verte et l'importance de la Russie pour la sécurité allemande

Avant de nous attarder plus spécifiquement au rôle de la Russie dans la politique étrangère de sécurité de l'Allemagne, il est néanmoins important de rappeler brièvement les principes directeurs de la politique de défense de la coalition rouge-verte pour être en mesure de mieux comprendre le nouveau rôle international que la RFA s'est attribué au tournant du XXI^e siècle. Tout d'abord, dans l'accord de coalition de 1998 entre le SPD et les Verts, le nouveau gouvernement a souligné que le Pacte atlantique est toujours considéré comme un instrument indispensable à la stabilité et à la sécurité de l'Europe.²³² La participation des États-Unis et leur présence en Europe demeure pour eux une condition nécessaire à la sécurité sur le continent.²³³ Bien que les États-Unis soient considérés comme le partenaire le plus important de l'Allemagne à l'extérieur de l'Europe, la nouvelle coalition croit que le partenariat avec la Russie, qui est ancré institutionnellement dans le Conseil OTAN-Russie, doit être développé et renforcé dans l'intérêt de la sécurité européenne.²³⁴

Avec l'évolution de la normalisation de la politique étrangère allemande après les événements du 11 septembre 2001, le Ministère fédéral de la Défense a publié, en 2003, un document gouvernemental redéfinissant l'action extérieure de l'Allemagne. Dans ce texte intitulé les *Lignes directrices en matière de politique de défense*, on peut lire qu'en raison de la fin de la Guerre froide, l'Allemagne fait face à une situation de sécurité qui a fondamentalement changé au cours des dernières années, rendant nécessaire la réorientation de la politique étrangère allemande.²³⁵

« La situation de sécurité exige une politique de sécurité et de défense visant la prévention et l'endiguement des crises et des conflits. Basée sur une action commune des alliés et des partenaires, cette politique devra comprendre l'ensemble des instruments et des

²³² L'OTAN demeure un élément important de la sécurité allemande puisqu'elle insère l'Allemagne dans une coopération multilatérale de sécurité et renforce l'engagement du pays à la démocratie et au contrôle civil de son appareil militaire. Cf. Celeste A. Wallander. *Mortal Friends, Best Enemies: German-Russian Cooperation after the Cold War*, op. cit., p. 160.

²³³ Koalitionsvereinbarung zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und Bündnis 90/Die Grünen. *Aufbruch und Erneuerung - Deutschlands Weg ins 21. Jahrhundert*, op. cit., p. 45.

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ Bundesministerium der Verteidigung. *Verteidigungspolitische Richtlinien für den Geschäftsbereich des Bundesministers der Verteidigung*, Berlin, 21 mai 2003, 32 p.

options d'action relatifs à la politique de sécurité. Les missions de la *Bundeswehr* sont centrées sur la prévention des conflits et la maîtrise des crises ainsi que sur le soutien des alliés, même au-delà du territoire de l'Alliance. »²³⁶

Un document complémentaire, publié en 2004 par le Ministère fédéral de la Défense sur *La conception de la Bundeswehr dans ses grandes lignes*, soutient qu'en plus des effets que produisent les crises et conflits régionaux sévissant dans des zones très éloignées, le terrorisme international, le crime organisé, la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs représentent un danger de plus en plus grand pour la sécurité des pays membres de l'OTAN et de l'UE.²³⁷ Pour circonscrire et prévenir ces nouveaux défis, le gouvernement allemand convient de développer une stratégie coopérative avec les alliés et partenaires de l'OTAN et de l'UE, de même qu'avec la Russie pour une prévention multilatérale des risques et une résolution internationale des conflits.²³⁸ Ce nouveau contexte de sécurité fait en sorte qu'aujourd'hui et dans un avenir prévisible, le territoire allemand n'est pas menacé par des forces armées conventionnelles. C'est pour cette raison que l'armée fédérale allemande a connu sous le gouvernement Schröder sa plus profonde transformation depuis sa création, en passant d'une armée de défense à une force d'intervention avec sa participation aux missions internationales. Ses tâches sont maintenant centrées sur la prévention des crises, le maintien de la paix et la lutte contre le terrorisme international.²³⁹

L'élargissement de l'OTAN et de l'UE, de même que la nouvelle orientation de la Russie en matière de politique étrangère ont permis, d'après le document sur la redéfinition du rôle de la *Bundeswehr*, la création d'un espace de stabilité euro-atlantique unique en son genre.²⁴⁰ En Allemagne, le sentiment prédominant est qu'on ne craint plus la puissance militaire de la Russie depuis la chute de l'Union soviétique, on appréhende plutôt ses faiblesses. On suppose qu'une Russie qui s'écroulerait et se diviserait aurait un impact immédiat sur l'Europe centrale et

²³⁶ *Ibid.* p. 19.

²³⁷ Bundesministerium der Verteidigung. *Grundzüge der Konzeption der Bundeswehr*, Berlin, 10 août 2004, p. 7.

²³⁸ Bundesministerium der Verteidigung. *Verteidigungspolitische Richtlinien für den Geschäftsbereich des Bundesministers der Verteidigung*, Berlin, *op. cit.* p. 21.

²³⁹ *Ibid.* p. 4 et 12.

²⁴⁰ Bundesministerium der Verteidigung. *Grundzüge der Konzeption der Bundeswehr*, *op. cit.*, p. 7.

orientale, en mettant la sécurité de l'Allemagne en danger. C'est pourquoi, l'intérêt principal des responsables allemands a été de se protéger constamment contre l'instabilité qui règne en Russie et qui risque en partie d'être exportée à l'Ouest, soit sous forme de réfugiés et de demandeurs d'asile, ou encore sous forme de crime organisé transfrontalier.²⁴¹ Ces craintes expliquent en grande partie pourquoi la RFA et ses partenaires se sont engagés depuis le début des années 1990 à intégrer la Russie dans des structures multilatérales de sécurité et de veiller au succès de son processus de réformes. Le chancelier Schröder a d'ailleurs soutenu jusqu'à la fin de son second mandat que la relation avec la Russie devait être une des principales priorités de la diplomatie allemande, déclarant même devant le Bundestag :

« Il n'y aura pas sur ce continent de sécurité, de paix et de bien-être durable, si on ne parvient pas à créer un partenariat très étroit entre l'UE et la Russie. La nécessité d'y travailler est aussi importante que la poursuite du processus d'intégration de l'UE. »²⁴²

L'Allemagne voit la Russie comme un important acteur jouant un rôle déterminant pour l'avenir de la sécurité en Europe.²⁴³ À titre d'État possédant des armes nucléaires et en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie joue effectivement un rôle de premier plan en ce qui a trait à la stabilité dans le monde. Son adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE lui confère également de fortes responsabilités en Europe. Le gouvernement allemand soutient dans son document sur les *Lignes directrices en matière de politique de défense* que :

« La réorientation de la politique étrangère russe ouvre des perspectives nouvelles pour une coopération constructive en Europe et dans le monde entier. La décision du sommet mondial de l'économie de 2002 d'admettre la Fédération de Russie comme membre à part entière dans le cercle des États du G8, l'intensification du dialogue dans le cadre du Conseil conjoint permanent OTAN-Russie et les mesures prises en commun pour lutter contre le terrorisme international constituent la base d'une coopération à long terme encore plus étroite dans le domaine des questions de sécurité. »²⁴⁴

²⁴¹ Hans Stark. «Allemagne-Russie : les aléas d'un partenariat difficile». *op.cit.*, p. 611.

²⁴² Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/119 : Stenographischer Bericht*, 15.Wahlperiode, 119. Sitzung, Berlin, 2 juillet 2003, p. 10868.

²⁴³ Gerhard Schröder. *Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder auf der Münchener Sicherheitskonferenz*. 12 février 2005, [En ligne]. <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/rede/39/787039/multi.htm> (Page consultée le 8 septembre 2007)

²⁴⁴ Bundesministerium der Verteidigung. *Verteidigungspolitische Richtlinien für den Geschäftsbereich des Bundesministers der Verteidigung*. Berlin, *op. cit.* p. 21.

Le développement de relations plus étroites dans le domaine de la sécurité à partir des années 2000 a été dû non seulement à la stabilisation de la Russie sous le président Poutine, mais aussi aux attentats du 11 septembre 2001 qui ont permis d'accélérer le rapprochement entre la Russie, l'UE et l'OTAN.²⁴⁵ Fidèle aux principes du multilatéralisme, le gouvernement fédéral allemand a abandonné la diplomatie de la retenue en faveur d'une politique de plus en plus affirmative dans le règlement des problématiques mondiales.²⁴⁶ Alors que l'Allemagne s'est jurée de ne plus jamais agir seule, la Russie cherche plutôt à revenir sur le devant de la scène internationale en prônant un monde multipolaire pour contrebalancer la puissance américaine. Moscou espère ainsi pouvoir jouer un rôle de premier plan dans ce nouveau monde qu'elle veut façonner et elle compte bien obtenir le soutien de l'Allemagne pour y parvenir.

Du point de vue allemand, la Russie est perçue comme un partenaire essentiel pour le soutien du multilatéralisme dans les relations internationales. Le chancelier Schröder a d'ailleurs affirmé dans un article publié en 2004 que l'Allemagne et la Russie partagent une même responsabilité afin de créer un ordre mondial égalitaire, multipolaire et de coopération.²⁴⁷ Puisque les relations germano-russes opèrent dans diverses structures multilatérales, les deux pays ont accordé beaucoup d'importance au renforcement du rôle de l'ONU et de son Conseil de sécurité.²⁴⁸ Le chancelier s'est d'ailleurs réjoui du fait que les efforts de l'Allemagne pour obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies soient appuyés par la Russie.²⁴⁹ L'Allemagne n'hésite plus à revendiquer sa volonté d'obtenir au sein des organisations internationales, la place qu'elle estime devoir lui revenir. Cette attitude

²⁴⁵ Christian Meier et Heinz Timmermann. «Nach dem 11. September : Ein neues deutsch-russisches Verhältnis?». *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP-Aktuell 22, novembre 2001, p. 2.

²⁴⁶ Paul Létourneau, «La politique étrangère allemande : style nouveau et fidélité au multilatéralisme», *Revue d'Allemagne*, N. 2, avril-juin 1999, p. 333-345.

²⁴⁷ Gerhard Schröder. «Russia and Germany : The Core Tenet of Cooperation». *op. cit.*, p. 82.

²⁴⁸ En fait, depuis la chute de l'Union soviétique, la Russie s'est efforcée de défendre le rôle de l'ONU dans la prévention des conflits et la gestion des crises. Le Conseil de sécurité est le seul endroit où la Russie peut parler d'égal à égal avec les grandes puissances. Cf. Thomas Gomart. Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe, *Politique étrangère*, Vol. 68, N. 3-4, 2003, p. 796.

²⁴⁹ Gerhard Schröder. Schriftinterview Bundeskanzler Schröders für die russische Nachrichtenagentur "ITAR-TASS", 18 décembre 2004. [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 12 octobre 2006) Cette question qui avait déjà été soulevée par le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel, au cours des années 1990, a cependant refait surface avec plus de vigueur sous le gouvernement rouge-vert. L'appui de la Russie est essentiel si l'Allemagne désire obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

tranche avec Helmut Kohl qui avait toujours cherché à tempérer les ardeurs de certains de ses ministres dans ce domaine.²⁵⁰

Puisque l'Allemagne et la Russie exercent des responsabilités particulières dans le maintien de la stabilité et de la sécurité en Europe, ainsi que dans d'autres régions du monde, les deux gouvernements ont coopéré au règlement de divers conflits internationaux durant les deux mandats du chancelier Schröder. Pour mieux comprendre la dynamique des relations germano-russes de sécurité, nous allons maintenant nous pencher sur l'application de ces relations dans la gestion des crises internationales. De cette manière nous serons en mesure d'évaluer la place de la Russie dans la politique étrangère de sécurité de l'Allemagne sous la coalition du SPD et des Verts.

3.2 Les relations germano-russes face aux conflits internationaux

Dans une interview donnée à l'agence de presse russe ITAR-TASS, le chancelier Schröder a affirmé que les grandes questions de sécurité internationale ont constamment été au cœur des consultations entre l'Allemagne et la Russie.²⁵¹ Puisque les deux pays accordent beaucoup d'importance au multilatéralisme en ce qui concerne les problèmes de sécurité, Berlin et Moscou ont été appelées à coopérer dans le règlement de diverses crises internationales. Les moments déterminants que nous retenons, pour les besoins de notre exposé, sont la guerre du Kosovo, la seconde guerre de Tchétchénie, le 11 septembre 2001, la guerre en Afghanistan et la guerre en Irak. En analysant ces problèmes de sécurité internationale, nous serons en mesure de mieux comprendre l'évolution de la coopération en matière de défense et de sécurité entre les Russes et les Allemands.

²⁵⁰ Jacques-Pierre Gougeon. *Allemagne : une puissance en mutation. op. cit.*, p. 369-370.

²⁵¹ Gerhard Schröder. Schriftinterview Bundeskanzler Schröders für die russische Nachrichtenagentur "ITAR-TASS", *op. cit.*

La guerre du Kosovo et la coopération germano-russe en situation de crise internationale

Dès son arrivée au pouvoir, la nouvelle coalition gouvernementale a été confrontée à un contexte européen et international assez complexe qui a exigé des prises de décision rapides et importantes. Peu après l'élection fédérale, la coalition rouge-verte a dû se prononcer sur la participation allemande à une action militaire visant à mettre fin à l'agression des Serbes contre les Albanais du Kosovo.²⁵² Fort conscients des conséquences que pourrait entraîner la situation qui se dégradait au Kosovo, les dirigeants allemands se sont vite impliqués pour trouver une solution politique au conflit.²⁵³ De son côté, la Russie, traditionnellement proche de la Serbie orthodoxe, s'opposa dès le départ à une intervention armée et menaçait d'utiliser son veto au Conseil de sécurité de l'ONU.

Généralement réticent aux interventions externes et à l'usage de la force, le SPD est toutefois devenu l'avocat de l'intervention dans les Balkans et du bombardement de la Serbie sans le mandat de l'ONU.²⁵⁴ Désireux de manifester leur

²⁵² C'est après que les forces spéciales de la police serbe aient lancé leurs premières opérations contre la guérilla indépendantiste albanaise, en février et mars 1998, que le problème du Kosovo est vite devenu un problème international. Ce n'est, cependant, que durant la seconde moitié de 1998 que le conflit entre les Serbes et les Albanais du Kosovo s'est intensifié, au point où l'utilisation de la force est devenue une question centrale au sein des pays de l'OTAN. Cf. Günter Joetze. « Pan-European Stability: Still a Key Task? », dans Hanns W. Maull, dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 156.

²⁵³ L'Allemagne étant le pays occidental qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, Helmut Kohl et Klaus Kinkel avaient effectué plusieurs efforts diplomatiques pour trouver une solution pacifique au conflit. Le gouvernement Kohl profita ainsi de la dernière réunion de son cabinet, le 30 septembre 1998, pour engager l'Allemagne envers une participation à d'éventuelles « frappes aériennes » de l'OTAN en Yougoslavie. Cf. Martin Larose. *La mémoire collective et la politique étrangère de l'Allemagne lors de crises internationales. Entre usages et effets inhérents de la mémoire (1989-1999)*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 2005, p. 269, 270 et 318.

²⁵⁴ Alors que le SPD était dans l'opposition, le parti avait accepté, en 1997, que l'Allemagne participe à des opérations de combat, en autant que celles-ci soient issues du Conseil de sécurité de l'ONU et que le *Bundestag* approuve une participation allemande. De leur côté, les Verts étaient opposés à ce genre d'intervention. Ce n'est qu'une fois rendus au pouvoir que les deux partis ont changé de position en se montrant favorables à une première participation, depuis 1945, de l'armée allemande à des combats. Cette volte-face s'explique sans doute par le désir de la nouvelle coalition à prouver que l'Allemagne se veut un partenaire fiable en Europe et au sein de l'Alliance Atlantique. Cf. Eckhard Lübke. « Continuity Amid Change. German Post-Wall and Post-Kohl Foreign and Security Policy », dans Hans Stark, dir. *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*. Paris, Cahiers de l'Ifr 30, Paris, 2000, p. 24 ; Bertold Meyer. « La guerre au Kosovo et la présidence allemande du Conseil de l'Union Européenne. La première année de Joschka Fischer au poste de ministre des Affaires étrangères. », dans Hans Stark, dir. *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*. Paris, Cahiers de l'Ifr 30, Paris, 2000, p. 39-71 et Martin Larose, Benoît Lemay et Paul Létourneau. « L'Allemagne entre la défense d'une identité occidentale et une identité germano-européenne », dans Alex McLeod et

solidarité à l'égard de l'OTAN, Schröder et Fischer consentirent à participer à l'opération *Allied Force* en mars 1999, même si l'accord de coalition entre le SPD et les Verts stipulait que l'ONU devait demeurer l'instance la plus haute pour résoudre les problèmes mondiaux.²⁵⁵ Le gouvernement justifia cette action en affirmant vouloir protéger les droits humains et éviter une catastrophe humanitaire dans les Balkans.²⁵⁶ Ainsi, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, des soldats allemands se sont retrouvés en situation de combat lorsque l'OTAN a décidé de lancer des frappes aériennes contre des cibles serbes, après le refus du président yougoslave Slobodan Milošević d'accepter les accords de paix au Kosovo. Pour neutraliser les critiques de l'intervention armée de l'OTAN à l'intérieur du pays, le gouvernement allemand a pris l'initiative de trouver une solution politique au conflit, ce qui a par la même occasion permis le retour de la Russie sur le devant de la scène balkanique.

Malgré leur opposition initiale, les Russes furent incapables d'empêcher l'intervention de l'OTAN au Kosovo. En fait, les leaders russes croyaient sincèrement, jusque dans les derniers instants, que l'OTAN bluffait avec sa menace d'intervention.²⁵⁷ Craignant de voir la Russie écartée des pourparlers sur le Kosovo, la coalition rouge-verte a joué un rôle important en convainquant Moscou de participer à un plan de paix de l'ONU.²⁵⁸ Impuissante face aux intérêts des occidentaux, la Russie s'est pourtant révélée un essentiel partenaire stratégique de sécurité en adoptant une attitude conciliante au cours du conflit. De cette manière, les Russes ont pu jouer un rôle déterminant dans le dénouement de la crise, en persuadant le président Milošević de capituler en juin 1999. En plus de permettre un retour de la Russie dans le jeu diplomatique, la nouvelle coalition gouvernementale a

David Morin, dir., « Sécurité et identité nationale », *Études internationales*, Vol. XXXV, N. 1, mars 2004, p. 125-148.

²⁵⁵ Koalitionsvereinbarung zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und Bündnis 90/Die Grünen. *op. cit.* p. 46. L'opération *Allied Force* est le nom qui a été donné à l'opération militaire de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie qui dura du 24 mars au 10 juin 1999.

²⁵⁶ Deutscher Bundestag. *Deutsche Beteiligung an den von der NATO geplanten begrenzten und in Phasen durchzuführenden Luftoperationen zur Abwendung einer humanitären Katastrophe im Kosovo-Konflikt*, Drucksache 13/11469, 12 octobre 1998, 4 p. et Gerhard Schröder. *Erklärung von Bundeskanzler Gerhard Schröder zur Lage im Kosovo am 24. März 1999*, Bulletin, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, N. 13, Bonn, 20 mars 1999, p. 140.

²⁵⁷ Günter Joetze. « Pan-European Stability: Still a Key Task? », *op. cit.*, p. 156.

²⁵⁸ _____ . « Deutsch-russische Diplomatie in Kosovo-Konflikt ». *Neue Zürcher Zeitung*, 29 avril 1999, p. 1.

réussi à négocier les modalités de la participation de Moscou au maintien de la paix dans les Balkans. De cette manière, des forces de sécurité russes ont pu être chargées de diverses activités dans le secteur sous contrôle allemand de la province du Kosovo.²⁵⁹

Après avoir rappelé le poids du multilatéralisme dans la diplomatie allemande en exigeant que l'on intègre la Russie dans la gestion du conflit yougoslave, la coalition rouge-verte s'est engagée à ce que l'on soumette dorénavant les engagements *out-of-area* de l'OTAN à la bénédiction du Conseil de sécurité de l'ONU, où la Russie dispose d'un droit de veto.²⁶⁰ En se présentant en tant que médiateur entre les intérêts américains et russes, tout en demeurant fermement ancré dans l'Alliance atlantique, le gouvernement Schröder-Fischer a démontré, lors de la guerre du Kosovo, une parfaite continuité avec la politique appliquée sous le chancelier Helmut Kohl. L'intervention de la *Bundeswehr* dans les Balkans a non seulement permis la normalisation de la politique de défense allemande, en mettant fin à une culture de retenue pratiquée jusque là, mais elle s'est également avérée une étape décisive dans l'adaptation du rôle de l'Allemagne en matière de politique étrangère et de sécurité.²⁶¹ En dépit de leur désaccord initial, la Russie et l'Allemagne ont néanmoins contribué, dans le cadre de démarches diplomatiques multilatérales, au règlement de cette crise internationale.

La seconde guerre de Tchétchénie et le mutisme du chancelier

Lorsque la seconde guerre entre la république séparatiste de Tchétchénie et la Russie éclata à l'automne 1999, à la suite d'attentats meurtriers attribués par le pouvoir russe aux rebelles tchétchènes, la première position du gouvernement allemand a été de convaincre la Russie de chercher une issue politique au conflit. Malgré les pressions du chancelier allemand Gerhard Schröder et du président français Jacques Chirac, Boris Eltsine refusa toute médiation dans ce qu'il jugeait

²⁵⁹ Alexander Rahr. «Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié». *op. cit.*, p. 16.

²⁶⁰ Josef Joffe. «Ein Wunderwerk der Kontinuität: Parameter rot-grüner Außenpolitik». *Blätter für deutsche und internationale Politik*, Bonn, Pahl-Rugenstein Verlag, vol. 44, dans Sylvie Lemasson, dir. *L'Allemagne de Gerhard Schröder*, La Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, 14 avril 2000, p. 46.

²⁶¹ Martin Larose, Benoît Lemay et Paul Létourneau. «L'Allemagne entre la défense d'une identité occidentale et une identité germano-européenne», *op. cit.*, p. 125.

une affaire interne de la Russie.²⁶² Les premières réactions de la coalition rouge-verte ont donc été de mettre en garde Moscou contre une propagation du conflit tchéchène à l'ensemble du Caucase, tout en critiquant l'utilisation disproportionnée de sa force militaire contre la république séparatiste.

C'est seulement lorsque Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir que le chancelier fédéral a décidé de ne plus critiquer la conduite de la Russie en Tchétchénie. L'opération habile qu'a menée le président Poutine après le 11 septembre 2001, en assimilant la guerre de Tchétchénie à la guerre contre le terrorisme, a réussi à convaincre Schröder que la politique russe à l'encontre de la Tchétchénie était légitime. En dépit des fortes critiques au *Bundestag* et dans les médias allemands, le chancelier Schröder a décidé de se solidariser avec Poutine dans la lutte contre le terrorisme international, sans se distancer de l'action du gouvernement russe dans le Caucase.²⁶³ Le conflit en Tchétchénie a dès lors été accepté pratiquement sans commentaire par le chancelier en tant qu'une guerre contre le terrorisme. Bien que le conflit tchéchène soit devenu un problème international avec son extension à tout le Caucase, Schröder s'est entendu avec le président Poutine pour affirmer que cette guerre est un problème intérieur de la Russie. Le chancelier, semble-t-il, a davantage été intéressé à promouvoir les intérêts économiques de l'industrie allemande au lieu de soulever la question des droits de l'homme en Tchétchénie. Puisque l'industrie allemande préfère la continuité et la stabilité dans les relations, Schröder s'est abstenu de critiquer ouvertement le président russe dans sa conduite envers la Tchétchénie et les pays de l'ex-URSS.²⁶⁴ Par son mutisme sur la situation au Caucase du Nord, Schröder a donné l'impression que Poutine a influencé sa perception du conflit tchéchène et non vice versa.

²⁶² La Russie considère la Tchétchénie comme un problème intérieur qui touche à son intégrité territoriale. Le Kremlin s'obstine à considérer que l'indépendance de la Tchétchénie entraînerait, par un effet de dominos, la perte des autres Républiques musulmanes russes comme celles du Caucase, du Tatarstan ou encore du Bachkortostan.

²⁶³ Pour des critiques de la guerre de Tchétchénie au *Bundestag*, cf. Deutscher Bundestag, *Plenarprotokoll 15/75*, 13 novembre 2003, Deutscher Bundestag, *Plenarprotokoll 15/141*, 24 novembre 2004, Deutscher Bundestag, *Plenarprotokoll 15/146*, 3 décembre 2004 et Deutscher Bundestag, *Plenarprotokoll 15/163*, 10 mars 2005.

²⁶⁴ Judy Dempsey. « Schröder and Putin cementing relationship ». *International Herald Tribune*, 8 septembre 2005, p. 3.

Au gouvernement allemand, le ministre des Affaires étrangères est par contre demeuré plus critique que le chancelier à l'égard de la question tchétchène. Fischer a affirmé à plusieurs reprises que la Russie a le droit de défendre son intégrité territoriale et sa sécurité intérieure; cependant, il croit que la communauté internationale ne peut accepter la violation des droits humains.²⁶⁵ Pour lui, le problème de la Tchétchénie doit absolument être réglé politiquement. Malgré le refus de Schröder de critiquer ouvertement son homologue russe sur la question tchétchène, le chancelier a tout de même continué à encourager une solution politique au conflit. De ce fait, l'Allemagne a été le premier pays à négocier avec Moscou les conditions d'attribution d'une aide occidentale pour la reconstruction de la Tchétchénie.²⁶⁶ Le coordonnateur de la politique allemande envers la Russie, Gernot Erler, a ainsi proposé à la Russie un pacte de stabilité pour le Caucase, lequel a été discuté au *Bundestag* en mars 2005.²⁶⁷ Bien que les autorités russes aient annoncé à plusieurs reprises que la guerre était finie, aucune solution politique au conflit n'a jusqu'à présent été trouvée.

Le dilemme entre critiquer Moscou pour la guerre en Tchétchénie et ne pas déstabiliser la Russie n'est pas nouveau pour le gouvernement allemand. En effet, Kohl avait pris la même position que Schröder lors de la première guerre de Tchétchénie. Le 5 janvier 1995, le chancelier allemand a émis une position claire sur la question tchétchène. Dans une conversation téléphonique avec Eltsine, Kohl a affirmé qu'il considérait la Tchétchénie comme une affaire interne de la Russie et qu'il était important que le processus de réformes en Russie se poursuive. La préservation de l'intégrité de la Russie était d'une très grande importance pour Kohl, puisque, selon lui, une déstabilisation de la Russie signifierait une déstabilisation de l'Europe.²⁶⁸ Les relations chaleureuses entre les chanceliers allemands, Helmut Kohl et Gerhard Schröder, avec les présidents russes, Boris Eltsine et Vladimir Poutine, ont en quelque sorte contraint les chanceliers à pratiquer une « diplomatie

²⁶⁵ Joschka Fischer. « Die Beziehungen Deutschlands zu Russland », *op. cit.*, p. 26.

²⁶⁶ Alexander Rahr. « Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié ». *op. cit.*, p. 17.

²⁶⁷ Deutscher Bundestag. *Stabilitätspolitik im Kaukasus und die Zukunft Tschetscheniens. Plenarprotokoll 15/163: Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 163. Sitzung, Berlin, 10 mars 2005, p. 15288-15294.

²⁶⁸ Kristina Spohr Readman. *Germany and the Baltic Problem After the Cold War : The development of a New Ostpolitik 1989-2000*. Londres, Routledge, 2004, p. 137.

silencieuse » sur des questions comme la Tchétchénie, puisque « entre amis » il est bien plus difficile de se critiquer ouvertement.²⁶⁹

Le 11 septembre, la guerre en Afghanistan et la lutte au terrorisme

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et leurs conséquences ont donné une impulsion aux relations germano-russes de sécurité en ce sens qu'ils ont permis un rapprochement des politiques étrangères et de sécurité de la Russie, de l'UE et de l'OTAN. L'une des plus frappantes manifestations de ce changement a été la réorientation stratégique de la politique internationale de la Russie sous Poutine. Le président russe a en fait été le premier chef d'État à manifester sa solidarité auprès du président américain lors des attentats du 11 septembre. Contre l'avis de plusieurs de ses conseillers, Poutine a appuyé la guerre en Afghanistan en donnant son accord à l'installation de bases américaines dans les ex-républiques de l'Union soviétique et en fournissant des informations confidentielles sur l'Afghanistan.²⁷⁰ Consciente que les événements du 11 septembre allaient décupler l'unilatéralisme américain, la Russie n'avait pas les moyens de s'opposer aux États-Unis sur des enjeux majeurs, comme cela avait été le cas sous Eltsine lors du premier élargissement de l'OTAN et de la guerre du Kosovo.²⁷¹ En contrepartie de sa coopération, la Russie a du moins obtenu un appui tacite de sa guerre en Tchétchénie en démontrant le rôle joué par le fondamentalisme religieux et le terrorisme international dans le conflit tchétchène.

De son côté, Berlin a dû réagir rapidement, en s'adaptant, elle aussi, aux changements sur la scène internationale. C'est dans un contexte mouvementé que le chancelier Schröder a offert, au lendemain du 11 septembre, une « solidarité sans réserve » de son pays aux États-Unis, en qualifiant les attentats terroristes d'« une

²⁶⁹ Katrin Bastian et Roland Götz. «Unter Freunden? Die deutsch-russische Interessenallianz». *op. cit.*, p. 583.

²⁷⁰ Malgré son refus de participer à la force de sécurisation de l'Afghanistan, Poutine a annoncé le 24 septembre 2001 un soutien multiforme de la Russie aux opérations militaires envisagées par Washington, y compris l'ouverture de l'espace aérien russe. Avec l'accord et même à l'instigation de la Russie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Kirghizie ont offert des bases aux forces américaines devant opérer en Afghanistan. Moscou a en outre mis à la disposition du *Pentagone* toute l'expertise de ses services de renseignements, acquise en dix ans de présence militaire soviétique en Afghanistan (1979-1989). Cf. Jacques Lévesque, Yann Breault et Pierre Jolicœur. *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 70-71.

²⁷¹ *Ibid.* p. 71-72.

déclaration de guerre contre le monde civilisé».²⁷² Le 19 septembre 2001, le *Bundestag* allait donner son plein support aux Américains en adoptant une résolution approuvant la décision du Conseil de l'OTAN de supporter les États-Unis en vertu de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, selon lequel une attaque contre un pays membre est une attaque contre tous.²⁷³ Un mois exactement après les attentats, Schröder est allé plus loin que tout autre chancelier allemand, dans son discours de politique extérieure, en mentionnant que les nouvelles responsabilités internationales de l'Allemagne demandent sa participation à des opérations militaires extérieures pour rétablir la liberté, la sécurité et l'État de droit.²⁷⁴ Afin de s'assurer que son pays participe à la campagne internationale contre le terrorisme, le chancelier allemand a pressé sa propre coalition d'accepter sa décision en la liant à un vote de confiance au parlement le 16 novembre 2001.²⁷⁵ Le *Bundestag* s'est ainsi résigné à envoyer jusqu'à 3900 soldats pour participer à l'opération *Enduring Freedom* de lutte contre le terrorisme.²⁷⁶ Cette décision du gouvernement de coalition allait permettre le déploiement des premières troupes allemandes au sol en situation de combat depuis la Seconde Guerre mondiale. Parmi les mesures prises pour contrer le terrorisme international, la *Bundeswehr* a non seulement déployé des troupes terrestres en Afghanistan, mais elle a aussi envoyé des troupes navales autour de la Corne de l'Afrique pour prévenir un mouvement possible de terroristes entre la péninsule arabique et la côte africaine.²⁷⁷

²⁷² Gerhard Schröder. «Regierungserklärung von Bundeskanzler Gerhard Schröder zu den Anschlägen in den Vereinigten Staaten von Amerika vor dem Deutschen Bundestag am 12. September 2001 in Berlin», dans Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/186 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 186. Sitzung, Berlin, 12 septembre 2001, p. 18293-18294.

²⁷³ Deutscher Bundestag. *Entschließungsantrag der Fraktionen SPD, CDU/CSU, Bündnis 90/Die Grünen und FDP zu der Regierungserklärung des Bundeskanzlers zu den Terroranschlägen in den USA und zu den Beschlüssen des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen sowie der NATO*, Drucksache 14/7296, 19 septembre 2001, 2 p.

²⁷⁴ Gerhard Schröder. «Regierungserklärung von Bundeskanzler Schröder zur aktuellen Lage nach Beginn der Operation gegen den internationalen Terrorismus in Afghanistan», *op. cit.*, p. 18682.

²⁷⁵ Cf. Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/202 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 202. Sitzung, Berlin, 16 novembre 2001. La participation de l'Allemagne à la guerre en Afghanistan s'est heurtée à la vive résistance d'une partie des députés sociaux-démocrates et des Verts, ce qui a obligé le chancelier à prendre le risque d'un éclatement de la coalition rouge-verte, en la liant à un vote de confiance au *Bundestag*.

²⁷⁶ Deutscher Bundestag. *Einsatz bewaffneter deutscher Streitkräfte bei der Unterstützung der gemeinsamen Reaktion auf terroristische Angriffe gegen die USA auf Grundlage des Artikels 51 der Satzung der Vereinten Nationen und des Artikels 5 des Nordatlantikvertrags sowie der Resolution 1368 (2001) und 1373 (2001) des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen*, Drucksache 14/7296. 7 novembre 2001, 5 p.

²⁷⁷ Martin Wagner. « Normalization in Security Policy? Deployments of the Bundeswehr Forces Abroad in the Era Schröder 1998-2004 », *op. cit.*, p. 81.

En ce qui concerne plus précisément la coopération germano-russe, seulement deux semaines après les attentats sur New York et Washington, le président Poutine, en visite à Berlin, fit un discours au *Bundestag* où il exprima son désir pour que l'Allemagne et la Russie augmentent leur coopération à tous les niveaux. Il s'agissait de la première fois, dans l'histoire de l'Allemagne, qu'un chef d'État russe s'adressait devant le parlement allemand. Dans son discours prononcé en allemand, Poutine a critiqué le fait que les structures de sécurité d'aujourd'hui soient toujours celles datant d'hier. En mentionnant que « la Guerre froide est terminée », le président russe a réclamé un vrai partenariat en matière de sécurité, tout en proposant d'exécuter une réponse coordonnée de la communauté internationale à la menace terroriste.²⁷⁸ En réponse au discours du chef du Kremlin, le chancelier a affirmé dans sa déclaration gouvernementale du 11 octobre 2001, qu'il est ouvert à de nouvelles alliances et à un partenariat à tous les niveaux où cela est possible. Schröder a d'autant plus ajouté qu'« au point où nous en sommes, la Russie pourrait devenir tout de suite un membre de l'OTAN. »²⁷⁹ Cette déclaration du chancelier démontre à quel point les attentats terroristes du 11 septembre et la visite à Berlin du président Poutine ont donné une nouvelle impulsion aux relations germano-russes de sécurité.

Grâce à l'ouverture de la Russie à l'égard des structures euro-atlantiques, Berlin et Moscou ont été en mesure de coopérer plus amplement sur une base bilatérale et multilatérale en matière de défense et de sécurité. Ainsi, pour faciliter la mission allemande en Afghanistan, le gouvernement russe a soutenu l'installation d'une base militaire allemande à Termez dans le sud de l'Ouzbékistan. Depuis le début de la mission afghane, le support logistique et le ravitaillement proviennent essentiellement de cette base, où un contingent allemand de près de 300 soldats de l'*International Security Assistance Force*²⁸⁰ (ISAF) y est installé.²⁸¹ Bien que le président ouzbek ait réclamé en 2005 un retrait des troupes étrangères de son territoire, l'Allemagne a toutefois obtenu l'autorisation de continuer de stationner ses troupes en Ouzbékistan, alors que les États-Unis ont dû quitter le pays. Cette

²⁷⁸ Vladimir Poutine. *Wortprotokoll der Rede am 25. September 2001 vor dem Deutschen Bundestag*, *op. cit.*

²⁷⁹ Gerhard Schröder. «Regierungserklärung von Bundeskanzler Schröder zur aktuellen Lage nach Beginn der Operation gegen den internationalen Terrorismus in Afghanistan» *op. cit.*, p. 18685.

²⁸⁰ L'ISAF est le nom donné à la mission de sécurité de l'OTAN en Afghanistan.

²⁸¹ Martin Wagner. « Normalization in Security Policy? Deployments of the Bundeswehr Forces Abroad in the Era Schröder 1998-2004 », *op. cit.*, p. 82.

concession du président ouzbek, Islam Karimov, a été due, en grande partie, au resserrement de ses liens politiques avec le président russe Vladimir Poutine.²⁸²

Au sujet de la coopération bilatérale en matière de défense et de sécurité, cette dernière a culminé en octobre 2003 avec la signature d'un accord sans précédent. Le chancelier Schröder est effectivement parvenu à signer une entente avec la Russie, pour le transit de matériel et de personnel militaires, afin de faciliter la mission allemande en Afghanistan.²⁸³ L'Accord de transit germano-russe du 9 octobre 2003, autorisant le survol et le transit terrestre de la *Bundeswehr*, est le premier accord par lequel la Fédération de Russie accorde à un État membre de l'OTAN le droit au transit de ses troupes par son territoire. Le président russe a insisté sur le caractère bilatéral de cet accord, puisque ses relations avec l'OTAN et l'UE n'auraient pas permis de parvenir à un accord multilatéral de ce genre.²⁸⁴ Toujours au niveau bilatéral, la coopération dans le domaine de la sécurité a été élargie en décembre 2003 avec la mise sur pied d'un groupe conjoint de travail sur la sécurité. Ce groupe permet de coopérer avec la Russie non seulement en matière de lutte anti-terroriste et de non-prolifération des ADM, mais aussi sur des questions de *soft security* comme par exemple dans la lutte contre le crime organisé transfrontalier, les migrations illégales, le trafic de la drogue ou encore la coopération entre les services de sauvetage. Pour l'ancien ministre des Affaires étrangères de la Russie, Igor Ivanov, ce groupe reflète l'amélioration de la confiance mutuelle et de la collaboration dans la lutte contre les nouvelles menaces à la sécurité

²⁸² Suite aux répressions d'une manifestation dans la ville d'Andijan, laquelle s'est soldée en mai 2005 par la mort de plusieurs centaines de personnes, le président Karimov a demandé aux troupes étrangères de se retirer du pays, en raison des critiques américaines et européennes à l'égard de son régime. Malgré les sanctions de l'UE et le retrait des troupes américaines du pays, l'Allemagne a cependant obtenu l'autorisation de continuer de stationner ses troupes en Ouzbékistan dans le cadre des opérations de la force internationale en Afghanistan. La Russie aurait fait pression sur le président ouzbek pour que l'Allemagne conserve sa base aérienne à Termez. Cf. Human Rights Watch. « Bullets Were Falling Like Rain. The Andijan Massacre, May 13, 2005 ». Vol. 17, N. 5, juin 2005, 63 p. [En ligne]. <http://hrw.org/reports/2005/uzbekistan0605/uzbekistan0605.pdf> (Page consultée le 23 août 2007)

²⁸³ Bundesgesetzblatt. *Abkommen zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Russischen Föderation über den Transit von Wehrmaterial und Personal durch das Hoheitsgebiet der Russischen Föderation im Zusammenhang mit den Beiträgen der Bundeswehr zur Stabilisierung und zum Wiederaufbau Afghanistans*, Bundesgesetzblatt, 2003, Teil II, N.31, p. 1621-1623.

²⁸⁴ Vladimir Poutine. *Remarks at Press Conference Following Russian-German Interstate Consultations*, Yekaterinburg. Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie. 9 octobre 2003. [En ligne]. <http://www.ln.mid.ru/bl.nsf/0/f6d5addc3bdaed9f43256dbb0049a9c3?OpenDocument> (Page consultée le 16 octobre 2006)

internationale. Il a en somme qualifié la coopération germano-russe de sécurité, comme un élément important de la stabilité et de la sécurité européenne.²⁸⁵

Ceci étant dit, le 11 septembre 2001 a produit au sein de la classe politique allemande des changements fondamentaux dans la perception de la responsabilité internationale de l'Allemagne.²⁸⁶ La coopération avec la Russie dans le domaine de la sécurité a définitivement pris une nouvelle dimension avec les attentats du 11 septembre 2001. La menace du terrorisme international a donné une impulsion aux relations germano-russes de sécurité, en favorisant le rapprochement des politiques étrangères et de sécurité des deux pays. Comme le souligne le gouvernement rouge-vert dans le renouvellement de son accord de coalition en 2002, l'Allemagne considère la lutte contre le terrorisme comme l'une de ses plus grandes priorités.²⁸⁷ Ainsi, pour contrer ce problème d'envergure internationale, Berlin a insisté pour que Moscou devienne un partenaire incontournable de sécurité au sein d'organisations comme l'UE, l'Alliance atlantique et le G8. En agissant en continuité avec le gouvernement précédent, la politique allemande de sécurité du gouvernement Schröder a été formulée à travers un cadre multilatéral, où l'Allemagne s'est assurée que l'offre de coopération de la Russie ne soit pas négligée.

La guerre en Irak : d'une solidarité illimitée à une opposition aux États-Unis

Alors que Berlin et Moscou s'étaient fermement tenus aux côtés de Washington après les événements du 11 septembre, l'Allemagne et la Russie n'approuveront toutefois pas le changement de cap donné par les États-Unis dans la

²⁸⁵ Igor Ivanov. *Transcript of Russian Minister of Foreign Affairs Igor Ivanov's Remarks at Press Conference at FRG Foreign Ministry*, Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie, 10 décembre 2003. [En ligne]. http://www.in.mid.ru/brp_4.nsf/0/87a244ecfd995d8643256df900382925?OpenDocument (Page consultée le 12 octobre 2006)

²⁸⁶ Le chef du gouvernement allemand affirmait après le début de l'opération contre le terrorisme international en Afghanistan : « Après la fin de la guerre froide, le rétablissement de l'unification de l'Allemagne et la récupération de notre pleine souveraineté, nous adoptons une nouvelle responsabilité internationale, une responsabilité qui correspond à notre rôle de plus en plus important en Europe et en tant que partenaire transatlantique. », cf. Gerhard Schröder. «Regierungserklärung von Bundeskanzler Schröder zur aktuellen Lage nach Beginn der Operation gegen den internationalen Terrorismus in Afghanistan», dans Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/192 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 192. Sitzung, Berlin, 11 octobre 2001, p. 18682.

²⁸⁷ Koalitionsvereinbarung zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und Bündnis 90/Die Grünen. *Erneuerung – Gerechtigkeit – Nachhaltigkeit*, Berlin, 16 octobre 2002, p. 61.

guerre au terrorisme. C'est après l'annonce de l'existence d'un « Axe du mal », lors de son discours sur l'état de l'Union le 29 janvier 2002, que le président américain Georges W. Bush a ouvert la porte à une deuxième phase de la guerre au terrorisme, sous prétexte de vouloir s'attaquer aux régimes politiques menaçant la sécurité des États-Unis.²⁸⁸ Seulement quelques semaines après la déclaration du président américain, un débat public s'est ouvert à Washington sur la possibilité de renverser le régime de Saddam Hussein par la force, si l'Irak ne se pliait pas à un contrôle international de son armement supposément doté d'ADM.

Ce nouveau concept américain d'une guerre préventive contre l'Irak a suscité une grande crainte dans plusieurs pays européens, particulièrement en Allemagne et en France. Puisque cette stratégie suppose un simple alignement des pays européens sur les États-Unis, cela a très vite indisposé Berlin qui ne partage pas la priorité de l'action militaire sur tout autre mode d'intervention, même si le gouvernement allemand a préalablement soutenu des interventions militaires au Kosovo et en Afghanistan.²⁸⁹ L'opposition allemande à une guerre en Irak remonte au lendemain du 11 septembre 2001. Après avoir exprimé une solidarité illimitée de l'Allemagne envers les États-Unis, le chancelier s'est déclaré prêt à prendre des risques, y compris militaires, mais il s'est clairement prononcé contre la participation de son pays à des « aventures », en faisant allusion à une possible extension militaire américaine à l'Irak.²⁹⁰ La décision du gouvernement de ne pas participer à l'invasion de l'Irak a largement été appuyée par la population allemande. À l'opposé, la CDU, traditionnellement très attachée au maintien du lien transatlantique, a vivement critiqué cette position de la coalition rouge-verte qui a conduit à de grandes tensions avec le gouvernement américain. La discorde avec les États-Unis s'est notamment

²⁸⁸ Georges W. Bush. *The President's State of the Union Address*. Washington D.C., Office of the Press Secretary, 29 janvier 2002. [En ligne]. <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html> (Page consultée le 30 août 2007)

²⁸⁹ Contrairement aux problèmes du Kosovo et de l'Afghanistan, où il s'agissait d'une réponse de sécurité collective à une agression claire et définie, il sera cette fois-ci beaucoup plus difficile pour le gouvernement allemand d'accepter une attaque préventive sur l'Irak. En l'absence d'un lien clair avec les attentats du 11 septembre et d'un mandat des Nations Unies sanctionnant la guerre, la coalition rouge-verte a préféré soutenir la poursuite du système d'inspection de l'ONU pour résoudre la crise irakienne.

²⁹⁰ Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/187 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 187. Sitzung, Berlin, 19 septembre 2001, p. 18302. Voir aussi : Michael Naumann. « Ein Krieg wider Willen – Mit Amerika gegen den Terrorismus, aber nicht gegen den Irak: Die deutsche Bündnistreue hat ihre Grenzen ». *Die Zeit*, 8 novembre, 2001, p.1. et Matthias Nass. « Saddam und die Skrupel der Europäer ». *Die Zeit*, 8 novembre 2001, p. 4.

exacerbée lorsque le chancelier a rejeté tout engagement en Irak, en instrumentalisant une politique pacifiste en vue des élections de septembre 2002.

La coopération anti-guerre entre Berlin et Moscou est arrivée relativement tard dans le déroulement de la crise irakienne. En 2002, les questions bilatérales prioritaires étaient plutôt de nature économique, où le règlement de la dette russe héritée de l'URSS envers la RDA a pris beaucoup de place. C'est surtout lorsque l'invasion américaine contre l'Irak est devenue imminente au début de l'année 2003 que l'Allemagne a cherché un support actif de la Russie. En fait, Berlin s'est retrouvée de plus en plus isolée au niveau européen après qu'un groupe de pays incluant le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie et la plupart des nouveaux membres de l'UE issus des PECO aient exprimé leur support à la politique américaine. Pour éviter de se retrouver seul face à la coalition de guerre, le gouvernement Schröder s'est engagé conjointement avec la France et la Russie à mettre à l'épreuve l'administration Bush dans son intention de renverser le régime irakien.²⁹¹ Les bonnes relations personnelles que le chancelier a entretenues avec les présidents français et russe ont facilité les efforts de Berlin à mettre fin à son isolement sur la scène internationale et à réclamer avec plus de force un désarmement pacifique de l'Irak.

Lorsque le conflit irakien a été propulsé au centre des préoccupations de l'Allemagne et de la Russie, une série d'actions concertées ont été entreprises au début de l'année 2003. Alors que Poutine était à Berlin le 9 février 2003 pour l'inauguration de l'année de la culture russe en Allemagne, le président et le chancelier ont fait une première déclaration commune affirmant qu'ils étaient tous deux opposés à une intervention militaire en Irak.²⁹² Le lendemain de la rencontre au sommet, le président français s'est joint à eux pour présenter un projet alternatif à la guerre.²⁹³ Poursuivant son action diplomatique, le gouvernement allemand a proposé

²⁹¹ Alors que la Russie et la France sont tous deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Allemagne est devenue un membre non permanent du Conseil de sécurité le 1^{er} janvier 2003.

²⁹² Gerhard Schröder. *Entscheidungen. Mein Leben in der Politik. op. cit.*, p. 236 et Bundesregierung. « Schröder und Putin bekräftigen gemeinsame Haltung in der Irak-Frage ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 9 février 2003, <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/artikel/87/466387/multi.htm> (Page consultée le 6 septembre 2007)

²⁹³ Bundesregierung. « Es gibt noch eine Alternative zum Krieg ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 10 février 2003, <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/artikel/70/466570/multi.htm> (Page consultée le 6 septembre 2007)

deux semaines plus tard, dans un mémorandum conjoint avec la France et la Russie, des mesures spécifiques au Conseil de sécurité de l'ONU pour améliorer les inspections en Irak.²⁹⁴ Afin d'uniformiser les politiques étrangères et de sécurité de l'Allemagne et de la Russie au Conseil de sécurité, le chancelier s'est rendu à Moscou le 26 février pour discuter du problème irakien avec le président Poutine.²⁹⁵ Finalement, dans les jours précédant l'offensive anglo-américaine, les ministres des Affaires étrangères ont émis, le 15 mars, une déclaration tripartite franco-allemande-russe, dans laquelle ils ont critiqué la fin du processus d'inspection et ont déclaré qu'une intervention militaire n'était pas justifiée.²⁹⁶ En dépit des efforts intensifs pour apporter une amélioration et une prolongation de la période d'inspection en Irak, la guerre sera tout de même déclenchée le 20 mars 2003.

Cela étant dit, la crise irakienne a joué, à la fois, le rôle d'une rupture et d'une continuité dans la politique étrangère de l'Allemagne. Une rupture, puisqu'il s'agissait en fait de la première fois, depuis la fin de la Guerre froide, que Berlin s'opposait avec autant de force à Washington sur une question internationale et il s'agissait également de la première fois que Berlin, Moscou et Paris coopéraient si étroitement en matière de politique internationale. En signe de discontinuité, l'historien allemand Gregor Schöllgen a vu la politique du gouvernement Schröder, durant la crise irakienne, comme une étape de la longue émancipation de l'Allemagne à l'égard des États-Unis.²⁹⁷ En revanche, l'attitude de Berlin durant la crise irakienne peut également être perçue comme une continuité de la politique étrangère allemande, puisque le gouvernement rouge-vert a préféré s'appuyer sur une politique étrangère multilatérale reposant sur des institutions internationales de sécurité. En refusant d'appliquer une politique de puissance, le politologue Hanns W. Maull croit plutôt que la RFA a continué d'adhérer à sa traditionnelle « culture de la

²⁹⁴ Bundesregierung. « Memorandum von Deutschland, Frankreich und der Russischen Föderation zur Lage im Irak ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 25 février 2003, <http://archiv.bundesregierung.de/artikel.-469442/Memorandum-von-Deutschland-Fr.htm> (Page consultée le 6 septembre 2007)

²⁹⁵ Bundesregierung. « Schröder und Putin: Irak muss friedlich entwaffnet werden ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 27 février 2003, <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/artikel/34/469434/multi.htm> (Page consultée le 6 septembre 2007)

²⁹⁶ Bundesregierung. « Französisch-russisch-deutsche Erklärung zum Irak ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 15 mars 2003, <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/artikel/72/472472/multi.htm> (Page consultée le 6 septembre 2007)

²⁹⁷ Gregor Schöllgen. *Der Auftritt*. Berlin, Propyläen. 2003, p.130, cité dans August Pradetto. « The polity of German Foreign Policy: Changes since Unification », dans Hanns W. Maull, dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 24.

retenue ». Préférant s'allier à des partenaires, plutôt que de dénoncer seule le comportement belliqueux des États-Unis, l'Allemagne est, selon lui, demeurée fidèle aux principes du multilatéralisme.²⁹⁸

En refusant d'accorder une base légale aux opérations américaines en Irak, la troïka franco-allemande-russe a été désignée à tort comme un axe anti-américain, alors que son objectif a plutôt été de restaurer le rôle de l'ONU pour en faire l'instance fondamentale dans le règlement des conflits internationaux. Cette proximité entre Paris, Berlin et Moscou a suscité quelques inquiétudes, plus particulièrement aux États-Unis et en Pologne, car l'intérêt commun de l'Allemagne, de la Russie et de la France a été de promouvoir l'instauration d'un ordre mondial multipolaire afin de contrebalancer la puissance américaine. Bien que cet objectif n'ait pas donné de suite, la fin de l'offensive anglo-américaine contre l'Irak n'a pourtant pas signé celle des sommets trilatéraux qui ont continué de réunir le chancelier allemand et les présidents français et russe.²⁹⁹ Après le début des hostilités, le gouvernement allemand s'est engagé conjointement avec la France, dans un dialogue avec Moscou, pour donner une plus grande place à la Russie dans l'architecture de la sécurité européenne. Berlin et Paris se sont entendues pour ne pas exclure la Russie des prises de décision en Europe, à un moment où d'autres pays de l'UE n'étaient pas prêts à coopérer avec Moscou. Somme toute, bien que la troïka n'ait pas été en mesure d'empêcher ou de mettre fin à la guerre en Irak, nous pouvons affirmer que le conflit irakien a néanmoins permis l'intensification des contacts gouvernementaux au sein de la France, de l'Allemagne et de la Russie.

La continuité de la coopération en matière de défense et de sécurité

Comme nous avons pu le constater au cours de ce chapitre, la normalisation de la politique de défense de la RFA ainsi que la réorientation stratégique de la politique internationale de la Fédération de Russie ont permis une coopération accrue entre Berlin et Moscou en matière de défense et de sécurité. Toujours fidèle aux

²⁹⁸ Hanns W. Maull. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic. op. cit.*, p. 2.

²⁹⁹ La tradition de ces rencontres à trois a été établie en 1998 par le chancelier fédéral Kohl, le président français Chirac et le président russe Eltsine.

principes du multilatéralisme, l'Allemagne a coopéré avec la Russie au règlement de divers conflits internationaux. Alors qu'elle s'est sentie interpellée par la nécessité de protéger les droits humains au Kosovo, la RFA s'est assurée du retour de la Russie dans le jeu diplomatique pour mettre fin à la guerre.

La coopération avec Moscou, dans le domaine de la sécurité, a cependant pris une nouvelle tournure après les attentats du 11 septembre 2001 lorsque la menace du terrorisme international a favorisé un rapprochement des politiques étrangères et de sécurité des deux pays. Étant donné la proximité entre Gerhard Schröder et Vladimir Poutine, ainsi que l'absence de regard critique sur le grand partenaire à l'Est, le conflit tchétchène a été accepté pratiquement sans commentaire par le chancelier. En conséquence, l'Allemagne a pu s'assurer du soutien logistique de la Russie pour mener à bien sa mission en Afghanistan. En disant oui aux guerres au Kosovo et en Afghanistan, la coalition rouge-verte a cependant tenu à dire non à la stratégie américaine d'une guerre préventive contre l'Irak. Le gouvernement fédéral allemand a préféré s'appuyer sur une politique étrangère multilatérale, avec le soutien de la France et de la Russie, pour mettre de l'avant le rôle des institutions internationales dans le règlement du conflit irakien.

La coalition rouge-verte a certes apporté un changement de style dans la politique étrangère et de sécurité de la RFA avec sa volonté d'assumer une plus grande responsabilité internationale. Bien que le gouvernement Schröder se soit démarqué de son prédécesseur en acquérant une plus grande indépendance sur le plan international, aucune rupture ne s'est manifestée dans la politique étrangère de sécurité de l'Allemagne à l'égard de la Russie. À notre avis, la continuité s'est plutôt manifestée dans la discontinuité en ce qui concerne la coopération en matière de défense et de sécurité, puisque, en fait, la coalition rouge-verte ne s'est pas uniquement contentée de poursuivre la politique du gouvernement précédent, mais elle l'a plutôt accentuée. Quoique l'Allemagne considère la Russie comme un partenaire important de sa politique de sécurité, la coopération bilatérale dans ce domaine est toutefois demeurée limitée en raison de l'intégration de la RFA dans les structures de sécurité euro-atlantiques. Puisque l'Allemagne est fermement insérée dans l'UE et l'Alliance transatlantique, une coopération germano-russe trop étroite dans le domaine de la sécurité aurait risqué de miner son alliance avec les États-Unis.

Pour cette raison, l'Allemagne a continué de jouer un rôle de pont avec l'Est à partir de son ancrage solide à l'Ouest. En dépit de l'accroissement de la coopération dans le domaine de la sécurité, le facteur économique a cependant joué un rôle plus imposant dans les relations bilatérales germano-russes sous le gouvernement de Gerhard Schröder.

Conclusion

Le départ de Helmut Kohl et le transfert du gouvernement fédéral à Berlin ont coïncidé avec la venue d'une nouvelle génération au pouvoir, pour laquelle la question de la continuité de la politique étrangère de l'Allemagne s'est vite posée. Alors que la politique extérieure n'avait joué qu'un rôle secondaire dans la campagne électorale de 1998, ce sont cependant les résultats obtenus sur la scène internationale qui ont marqué le bilan politique de la coalition rouge-verte. Bien que le chancelier Gerhard Schröder et son ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, aient annoncé après leur succès aux élections que la continuité prévaudra en matière de politique étrangère, l'alternance de coalition au pouvoir a décidément apporté un changement de style, voire même de ton, dans la politique étrangère de l'Allemagne. Ce nouveau style, qui s'est traduit par une affirmation croissante de la RFA sur la scène internationale, a laissé place à la fin de la culture de la retenue, à la « normalisation » de la politique extérieure et à de nouvelles responsabilités internationales pour l'Allemagne. Malgré ces changements qui ont tranché avec la retenue traditionnelle observée par les chanceliers allemands, la politique étrangère et de sécurité de la coalition rouge-verte s'est tout de même inscrite dans la continuité de la diplomatie allemande en demeurant fortement ancrée à l'Ouest.

Paramètres essentiels de la politique étrangère allemande, les relations avec la Russie ont été au centre de notre travail. L'étude du discours politique allemand, dans le contexte des relations germano-russes, a démontré que l'élection de Gerhard Schröder et d'une coalition de gauche n'ont pas apporté de transformation fondamentale de la politique russe de l'Allemagne. Nous aurions pu penser que la coalition rouge-verte aurait revu cette politique sous de nouvelles bases, comme elle le prétendait dès son arrivée au pouvoir; cependant, le nouveau gouvernement a démontré une continuité surprenante avec celui qui l'a précédé. La coalition gouvernementale entre le SPD et les Verts s'est avérée aussi déterminée que la coalition CDU/CSU/FDP à veiller à ce que les relations avec la Russie demeurent un élément essentiel de la politique étrangère allemande. Même si les relations entre l'Allemagne et la Russie ont beaucoup changé depuis la fin du conflit Est-Ouest, le

gouvernement allemand a continué de favoriser le développement de relations étroites avec Moscou. Peu importe la composition gouvernementale à Bonn et à Berlin, l'Allemagne est demeurée le partenaire privilégié de la Fédération de Russie en Europe.

L'étude de la politique étrangère de la coalition rouge-verte a révélé que les relations germano-russes se sont améliorées au gré des changements politique et économique en Russie. C'est ainsi que les relations entre Berlin et Moscou ont surtout gagné en importance avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, laquelle a concorde avec l'émergence d'un environnement politique et économique stable en Russie. Dans un désir de se rapprocher de Berlin, après un refroidissement des relations entre Gerhard Schröder et Boris Eltsine au sujet du Kosovo et de la Tchétchénie, le président Poutine s'est prononcé dès le début de son premier mandat en faveur d'une relation particulière avec l'Allemagne. À cet effet, le président russe a fait de multiples efforts pour intégrer son pays au nouvel ordre européen, en effectuant un rapprochement au niveau des politiques de sécurité et des intérêts économiques allemands. Pour Schröder, Poutine s'est avéré un interlocuteur opportun, puisque ce dernier parle couramment sa langue et connaît très bien l'Allemagne, où il a déjà habité. Cette situation, pour le moins inusitée, a favorisé un dialogue plus direct entre les chefs des deux gouvernements, permettant aux relations germano-russes de se développer et de s'approfondir. Les contacts personnels étroits entretenus entre Gerhard Schröder et Vladimir Poutine ont permis dans ce cas-ci de renouveler l'amitié entre les chefs d'État allemand et russe qui avait cours durant les années 1990 entre le chancelier Kohl et le président Eltsine.

Pour la nouvelle coalition, Moscou s'est avérée un partenaire incontournable sur la scène internationale. Après avoir identifié les buts de la politique russe de l'Allemagne, nous avons constaté que le thème de la stabilité est demeuré un des éléments centraux de la politique étrangère allemande envers la Russie. Puisque la RFA possède un intérêt direct pour une stabilité politique et économique de l'Europe centrale et orientale, tout dirigeant allemand a eu besoin d'entretenir un partenariat étroit avec la Fédération de Russie, en prenant bien soin d'éviter son isolement sur la scène internationale. Pour les chanceliers Kohl et Schröder, un partenariat fort de l'Allemagne avec la Russie a été bénéfique à l'ensemble de l'Europe, puisque, selon

eux, la stabilité et la sécurité en Europe ne sont pas possibles sans elle. Comme aux temps de l'Union soviétique, la politique de l'Allemagne unifiée a continué d'accorder une place particulière à la Russie, du fait que, pour les responsables allemands, l'acteur russe reste incontournable dans la recherche d'un ordre de paix pour l'ensemble de l'Europe.³⁰⁰

Dans le domaine de la sécurité, la coopération avec Moscou a toutefois pris une nouvelle tournure sous la coalition rouge-verte et l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de la Russie. La normalisation de la politique de défense de la RFA et la réorientation stratégique de la politique internationale de la Fédération de Russie ont permis une coopération accrue entre Berlin et Moscou. Du point de vue allemand, la Russie s'est avérée un partenaire indispensable sur la scène internationale dans le règlement de diverses crises internationales, notamment durant la guerre du Kosovo. Ce sont cependant les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et leurs conséquences qui ont donné une impulsion aux relations germano-russes, en permettant un rapprochement des politiques étrangères et de sécurité des deux pays. Ainsi, pour faciliter la mission allemande en Afghanistan, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la Russie a autorisé le survol et le transit terrestre de son territoire de la *Bundeswehr*. Il s'agissait en fait de la première fois que le Kremlin accordait à un État membre de l'OTAN un tel droit. En plus d'avoir soutenu les efforts de Berlin, en refusant d'accorder une base légale aux opérations américaines en Irak, Moscou a appuyé la revendication allemande d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Bien que le gouvernement Schröder se soit démarqué de son prédécesseur en acquérant une plus grande indépendance sur la scène internationale, aucune rupture ne s'est manifestée dans la politique étrangère de sécurité de l'Allemagne à l'égard de la Russie. Au contraire, les relations se sont plutôt développées positivement dans ce domaine.

La continuité des relations avec la Russie entre la coalition noire-jaune et la coalition rouge-verte s'explique également au niveau économique. En fait, depuis longtemps, l'économie est et demeure encore aujourd'hui un des éléments les plus

³⁰⁰ Stephan Martens. « La politique à l'Est (l'Ostpolitik) de la République fédérale d'Allemagne. Une politique multilatérale clairvoyante au service d'une entreprise nationale », *Revue d'Allemagne*, N.2, avril-juin 1999, p. 329.

importants des relations germano-russes. Comme nous avons pu le constater, la politique étrangère de Schröder orientée sur l'économie est allée de pair avec le pragmatisme et le réalisme de Poutine. Le développement des échanges économiques bilatéraux a en conséquence joué un rôle considérable sous la chancellerie de Gerhard Schröder, au point où la Russie est devenue, au cours des dernières années, un des partenaires les plus dynamiques de l'Allemagne. L'intensification des liens économiques entre les deux partenaires a relevé, en grande partie, du succès du processus de stabilisation de la Russie depuis l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête du pays, alors que la modification du contexte économique, à partir de 2000, a permis à Moscou de cesser de s'endetter et de commencer à rembourser ses dettes avant terme. Bénéficiant d'une hausse substantielle des prix de l'énergie sur les marchés internationaux, la Russie s'est surtout appuyée sur une politique étrangère mettant en valeur ses ressources énergétiques. C'est dans ce contexte que le chancelier Schröder et le président Poutine ont mis de l'avant un dialogue énergétique d'une grande ampleur, dont l'objectif a été d'augmenter les approvisionnements de gaz et de pétrole russes en Allemagne. Bien que Moscou soit depuis plusieurs années le principal fournisseur énergétique de la RFA, la tendance ne devrait pas changer en raison des choix faits par le chancelier d'avoir misé exclusivement sur la Russie pour assurer la sécurité d'approvisionnement de son pays. À toute fin pratique, il semblerait que Schröder et ses conseillers aient favorisé un rapprochement à long terme avec la Russie, par le développement d'un partenariat énergétique étroit.

Conformément à ce qui précède, nous pouvons affirmer avec certitude que ce n'est ni l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération de dirigeants politiques, ni l'installation du gouvernement et du parlement allemands à Berlin qui ont remis en cause la politique russe de l'Allemagne, puisqu'elle est en grande partie demeurée inchangée. Les relations germano-russes entre 1998 et 2005 ont reposé sur les liens qui ont été tissés avec la Russie dans le cadre de l'*Ostpolitik* de la RFA. Alors que la priorité de Helmut Kohl avait été de jouer un rôle de médiateur entre les intérêts américains et russes, en synchronisant sa politique étrangère envers Moscou et Washington, Gerhard Schröder s'est plutôt concentré à européaniser les relations germano-russes afin qu'elles soient intégrées dans une politique commune de l'UE envers la Russie. Après s'être distancé des États-Unis à propos de la guerre en Irak,

Schröder a été plus en mesure de jouer un rôle de médiateur entre les intérêts de l'UE et de la Russie, qu'entre ceux des États-Unis et de la Russie. De cette manière, la RFA a continué de se présenter comme un défenseur des intérêts russes en Occident, mais avec une approche bien différente de celle du gouvernement Kohl.

La situation antérieure, où l'Allemagne avait une loyauté presque inconditionnelle envers les États-Unis, semble révolue depuis le passage de la coalition rouge-verte au pouvoir. À plusieurs égards, le chancelier s'est mieux entendu avec le chef du Kremlin qu'avec le président américain, ce qui a été considéré par une grande partie de l'élite allemande comme un non-sens. Malgré cela, le gouvernement Schröder a été placé devant les mêmes choix que le gouvernement précédent. En fermant les yeux sur une situation parfois douteuse quant aux principes démocratiques en Russie, Berlin a poursuivi un partenariat stratégique avec Moscou pour de strictes raisons de *Realpolitik*. La proximité entre Gerhard Schröder et Vladimir Poutine, l'absence de regard critique sur la guerre de Tchétchénie et la dérive autoritaire du gouvernement russe ont provoqué un mécontentement allant jusque dans les rangs sociaux-démocrates. Ce malaise a d'autant plus été accentué lorsque Gerhard Schröder a été nommé à la tête du conseil de surveillance du consortium germano-russe, chargé de construire le gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique.³⁰¹ Cette reconversion du chancelier a démontré à quel point les relations avec la Russie ont été fondamentales pour ce dernier, en devenant *de facto* un lobbyiste des intérêts russes, seulement quelques mois après sa défaite aux élections fédérales en septembre 2005.

Avant de revenir au pouvoir, les chrétiens-démocrates ont porté un jugement très négatif sur la politique étrangère et de sécurité de la coalition rouge-verte. Qu'il s'agisse du nouveau style de la politique étrangère allemande, de la détérioration des relations germano-américaines ou encore des relations jugées trop étroites et surtout trop complaisantes avec des pays comme la Russie, la chancelière Angela Merkel n'a pourtant pas remis en question l'alliance stratégique liant Berlin et Moscou. Bien que le ton et le style de la chancelière soient bien différents de Gerhard Schröder, une

³⁰¹ Jacques-Pierre Gougeon. *Allemagne : une puissance en mutation*. op. cit., p. 431. Suivant son départ de la chancellerie, Gerhard Schröder a trouvé un débouché professionnel dans le secteur énergétique russe, en travaillant pour *Gazprom*, la plus grande compagnie de Russie. Cette décision a été mal reçue dans les médias et les milieux politiques allemands et est-européens.

fois de plus aucune rupture ne semble se profiler à l'horizon. Il advient que peu importe le chancelier, qu'il soit social-démocrate ou chrétien-démocrate, les relations germano-russes vont sans aucun doute continuer de s'approfondir en raison de la largeur et de l'intensité qu'elles ont accumulées au cours des dernières années.

Bibliographie

Sources officielles

- Bundesministerium der Verteidigung. *Grundzüge der Konzeption der Bundeswehr*, Berlin, 10 août 2004, 52 p.
- Bundesministerium der Verteidigung. *Verteidigungspolitische Richtlinien für den Geschäftsbereich des Bundesministers der Verteidigung*, Berlin, 21 mai 2003, 32 p.
- Bundesministerium der Verteidigung. *Weißbuch 1994 - Weißbuch zur Sicherheit der Bundesrepublik Deutschland und zur Lage und Zukunft der Bundeswehr*, Bonn 1994, 160 p.
- Bundesgesetzblatt. *Abkommen zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Russischen Föderation über den Transit von Wehrmaterial und Personal durch das Hoheitsgebiet der Russischen Föderation im Zusammenhang mit den Beiträgen der Bundeswehr zur Stabilisierung und zum Wiederaufbau Afghanistans*, Bundesgesetzblatt, 2003, Teil II, N.31, p. 1621-1623.
- Deutscher Bundestag. *Deutsche Beteiligung an den von der NATO geplanten begrenzten und in Phasen durchzuführenden Luftoperationen zur Abwendung einer humanitären Katastrophe im Kosovo-Konflikt*, Drucksache 13/11469, 12 octobre 1998, 4 p.
- Deutscher Bundestag. *Einsatz bewaffneter deutscher Streitkräfte bei der Unterstützung der gemeinsamen Reaktion auf terroristische Angriffe gegen die USA auf Grundlage des Artikels 51 der Satzung der Vereinten Nationen und des Artikels 5 des Nordatlantikvertrags sowie der Resolution 1368 (2001) und 1373 (2001) des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen*, Drucksache 14/7296, 7 novembre 2001, 5 p.
- Deutscher Bundestag. *Entschließungsantrag der Fraktionen SPD, CDU/CSU, Bündnis 90/Die Grünen und FDP zu der Regierungserklärung des Bundeskanzlers zu den Terroranschlägen in den USA und zu den Beschlüssen des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen sowie der NATO*, Drucksache 14/7296, 19 septembre 2001, 2 p.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/3 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 3. Sitzung, Bonn, 10 novembre 1998, p. 47-129.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/186 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 186. Sitzung, Berlin, 12 septembre 2001, p. 18293-18300.

- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/187 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 187. Sitzung, Berlin, 19 septembre 2001, p. 18301-18343.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/192 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 192. Sitzung, Berlin, 11 octobre 2001, p. 18679-18853.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/202 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 202. Sitzung, Berlin, 16 novembre 2001, p. 19855-19916.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 14/236 : Stenographischer Bericht*, 14. Wahlperiode, 236. Sitzung, Berlin, 16 mai 2002, p. 23465- 23654.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/75 : Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 75. Sitzung, Berlin, 13 novembre 2003, p. 6407-6559.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/119 : Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 119. Sitzung, Berlin, 2 juillet 2003, p. 10867-10938.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/141 : Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 141. Sitzung, Berlin, 24 novembre 2004, p. 13007-13133.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/144 : Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 144. Sitzung, Berlin, 1^{er} décembre 2004, p. 13357-13412.
- Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll 15/163 : Stenographischer Bericht*, 15. Wahlperiode, 163. Sitzung, Berlin, 10 mars 2005 , p. 15183-15346.
- Koalitionsvereinbarung zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und Bündnis 90/Die Grünen. *Aufbruch und Erneuerung - Deutschlands Weg ins 21. Jahrhundert*, Bonn, 20 octobre 1998.
- Koalitionsvereinbarung zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und Bündnis 90/Die Grünen. *Erneuerung – Gerechtigkeit – Nachhaltigkeit*, Berlin, 16 octobre 2002.
- Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie [française]. *L'économie russe en 2005*. Mission économique - MINEFI – DGTPE. 9 février 2006, 4 p.

Discours, déclarations et entrevues

- BUSH, Georges W. *The President's State of the Union Address*. Washington D.C., Office of the Press Secretary, 29 janvier 2002. [En ligne].
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>
 (Page consultée le 30 août 2007)

IVANOV, Igor. *Transcript of Russian Minister of Foreign Affairs Igor Ivanov's Remarks at Press Conference at FRG Foreign Ministry, Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie*, 10 décembre 2003. [En ligne]. http://www.ln.mid.ru/brp_4.nsf/0/87a244ecfd995d8643256df900382925?OpenDocument (Page consultée le 12 octobre 2006)

KÖHLER, Horst. *Deutschland will Russland auf seinem Weg wirtschaftlicher und demokratischer Reformen ein zuverlässiger Partner sein*. Interview von Bundespräsident Horst Köhler mit der russischen Agentur "Interfax" für die Tageszeitung "Iswestija". 14 janvier 2005. [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 12 octobre 2006)

POUTINE, Vladimir. *Wortprotokoll der Rede am 25. September 2001 vor dem Deutschen Bundestag*, [En ligne]. http://www.bundestag.de/geschichte/gastredner/putin/putin_wort.html (Page consultée le 26 février 2007)

POUTINE, Vladimir. *Remarks at Press Conference Following Russian-German Interstate Consultations*, Yekaterinburg. Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie. 9 octobre 2003. [En ligne]. <http://www.ln.mid.ru/bl.nsf/0/f6d5addc3bdaed9f43256dbb0049a9c3?OpenDocument> (Page consultée le 16 octobre 2006)

POUTINE, Vladimir. *Russisch-deutsche Beziehungen als Gerüst beim Aufbau eines neuen Europas*. Discours dans le cadre du « Petersburger Dialog », Weimar, 9 avril 2002, [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 12 octobre 2006)

POUTINE, Vladimir. *Speech at a meeting with representative of business circles of Russia and Germany*, Yekaterinburg, 9 octobre 2003. [En ligne]. http://president.kremlin.ru/eng/text/speeches/2003/10/091610_53797.shtml (Page consultée le 16 octobre 2006)

SCHRÖDER, Gerhard. *Erklärung von Bundeskanzler Gerhard Schröder zur Lage im Kosovo am 24. März 1999*, Bulletin, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, N. 13, Bonn, 20 mars 1999, p. 140.

SCHRÖDER, Gerhard. *Interview von Bundeskanzler Gerhard Schröder mit der Nachrichtenagentur „Interfax“ am 30. Mai 2003 zum Sankt Petersburg-Besuch über die deutsch-russische Beziehungen vor dem Hintergrund der Haltung beider Länder zum Irak-Krieg sowie den EU-Russlandgipfel*. In: *Stichworte zur Sicherheitspolitik*, n. 5, 2003 p.15-19. [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 12 octobre 2006)

SCHRÖDER, Gerhard. *Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder auf der Münchener Sicherheitskonferenz*. 12 février 2005, [En ligne]. <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/rede/39/787039/multi.htm> (Page consultée le 8 septembre 2007)

- SCHRÖDER, Gerhard. *Schriftinterview Bundeskanzler Schröders für die russische Nachrichtenagentur "ITAR-TASS"*, 18 décembre 2004. [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 12 octobre 2006)
- SCHRÖDER, Gerhard et Vladimir Poutine. *Gemeinsame Erklärung des Präsidenten der Russischen Föderation Wladimir Putin und des Bundeskanzlers der Bundesrepublik Deutschland Gerhard Schröder*. Déclaration conjointe, 10 septembre 2004. [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 12 octobre 2006)
- SCHRÖDER, Gerhard et Vladimir Poutine. *Schröder und Putin exklusiv in BILD: Nie wieder Krieg!*, Interview de Kai Diekmann, Berlin, Bild, 5 mai 2005. [En ligne]. http://www.moskau.diplo.de/Vertretung/moskau/de/03/Bilaterale_Beziehungen/Reden.html (Page consultée le 12 octobre 2006)
- VOLMER, Ludger. « Les grandes lignes de la nouvelle politique étrangère allemande ». Discours prononcé par le Ministre adjoint aux Affaires étrangères à l'occasion du "Politisches Forum Ruhr", Archives Web du Ministère fédéral des Affaires étrangères. [En ligne]. 12 novembre 2001, <http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/fr/Infoservice/Presse/Reden/2001/011112-PolForumRuhr.html> (Page consulté le 2 mars 2007)

Ouvrages généraux et monographies

- BAECHLER, Christian. *L'Aigle et l'Ours. La politique russe de l'Allemagne de Bismarck à Hitler 1871-1945*. Berne, 2001, 437 p.
- BIERLING, Stephan. *Wirtschaftshilfe für Moskau. Motive und Strategien der Bundesrepublik Deutschland und der USA 1990-1996*. Paderborn, Schöningh, 1998, 355 p.
- BRAILLARD, Philippe et Mohammad-Reza Djalili. *Les relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 2006, 128 p.
- BOYER, Jean-Claude. *Géographie humaine de l'Allemagne*. Paris, Armand Colin, 2000, 188 p.
- CORDELIER Serge, Béatrice Didiot et al. *L'État du monde : Annuaire économique géopolitique mondial 2002*, Montréal, 21^e éd., Éditions du Boréal, 2001, 668 p.
- DE GROSSOUVRE, Henri. *Paris-Berlin-Moscou : La voie de l'indépendance et de la paix*, Lausanne, Éditions de l'Age d'Homme, 2002, 168 p.

- DEMESNAY, Claire et Hans Stark. *Radioscopie de l'Allemagne 2006*. Paris, Institut français des relations internationales, Travaux et recherches de l'Ifri, 2006, 282 p.
- FRITZ, Erich G. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, 144 p.
- GARTON ASH, Timothy. *Au nom de l'Europe. L'Allemagne dans un continent divisé*. Paris, Gallimard, 1995, 663 p.
- GORBATCHEV, Mikhaïl. *Gipfelgespräche. Geheime Protokolle aus meiner Amtszeit*. Berlin. Rowohlt, 1993, 344 p.
- GOUGEON, Jacques-Pierre. *Allemagne : une puissance en mutation*. Paris, Gallimard, 2006, 522 p.
- HARNISCH, Sebastian. Christos Katsioulis et Marco Overhaus, dir. *Deutsche Sicherheitspolitik. eine Bilanz der Regierung Schröder*. Baden-Baden, Nomos, 2004, 267 p.
- JELZIN, Boris. *Mitternachtstagebuch. Meine Jahre im Kreml*. Berlin, Propyläen, 2000, 384 p.
- LÉVESQUE, Jacques, Yann Breault et Pierre Jolicœur. *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 347 p.
- LÜBKEMEIER, Eckhard. *The united Germany in the post-bipolar world*. Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung, 1993, 41 p.
- MARTENS, Stephan. *La Politique à l'Est de la République Fédérale d'Allemagne depuis 1949 : entre mythe et réalité*. Paris, Presses universitaires de France, 1998, 241 p.
- MAULL, Hanns W., Sebastian Harnisch et Constatin Grund. *Deutschland im Abseits? Rot-grüne Außenpolitik 1998-2003*. Baden-Baden, Nomos, 2003, 193 p.
- MAULL, Hanns W. dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, 296 p.
- Organisation de coopération et de développement économiques. *Fédération de Russie : la crise sociale*, Paris, OCDE, 2001, 156 p.
- Organisation de coopération et de développement économiques. *The investment Environment in the Russian Federation Laws, Policies and Institutions*, Paris, OCDE, 2001, 200 p.
- RAHR, Alexander. *Wladimir Putin : Der Deutsche im Kreml*. Munich, Universitas Verlag, 2000, 286 p.

- READMAN, Kristina Spohr. *Germany and the Baltic Problem After the Cold War : The development of a New Ostpolitik 1989-2000*. Londres, Routledge, 2004, 264 p.
- SHÖLLGEN, Gregor. *Angst vor der Macht. Die Deutschen und ihre Aussenpolitik*. Berlin, Propyläen 1993, 188 p.
- SHÖLLGEN, Gregor. *Der Auftritt*. Berlin, Propyläen, 2003, 176 p.
- SCHRÖDER, Gerhard. *Entscheidungen. Mein Leben in der Politik*. Hamburg, Hoffmann und Campe, 2006, 543 p.
- SCHWARZ, Hans-Peter. *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*. Berlin, Siedler, 1994, 310 p.
- SIMONART, Jean-François. *Russie, États-Unis : partenaire de l'Allemagne – Les deux clés de la sécurité européenne*. Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2005, 269 p.
- STARK, Hans. *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*. Paris, Cahiers de l'Ifri 30, Paris, 2000, 153 p.
- STENT, Angela E. *Russia and Germany Reborn: Unification, the Soviet Collapse and the New Europe*. Princeton, Princeton University Press, 1999, 300 p.
- WALLANDER, Celeste A. *Mortal Friends, Best Enemies: German-Russian Cooperation after the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 1999, 229 p.
- WEIDENFELD, Werner. *Neue Ostpolitik - Strategie für eine gesamteuropäische Entwicklung. Strategien für Europa*, Gütersloh, Bertelsmann Stiftung, 1997, 190 p.

Articles tirés d'ouvrages collectifs

- BELOW, Wladislaw. « Russland und Deutschland. Perspektiven der unilateralen Kooperation unter den Bedingungen der europäischen Partnerschaft », dans Erich G. Fritz, dir. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, p. 83-91.
- FISCHER, Joschka. « Die Beziehungen Deutschlands zu Russland », dans Erich G. Fritz, dir. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, p. 21-28.
- JOETZE, Günter. « Pan-European Stability: Still a Key Task? », dans Hanns W. Maull, dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 152-165.

- JOFFE, Josef. «Ein Wunderwerk der Kontinuität: Parameter rot-grüner Außenpolitik». *Blätter für deutsche und internationale Politik*, Bonn, Pahl-Rugenstein Verlag, vol. 44, dans Sylvie Lemasson, dir. *L'Allemagne de Gerhard Schröder*, La Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, 14 avril 2000, p. 43-48.
- KLOSE, Hans-Ulrich. «Stand und Perspektiven der deutsch-russischen Beziehungen», dans Erich G. Fritz, dir. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, p. 21-28.
- LÜBKEMEIER, Eckhard. «Continuity Amid Change. German Post-Wall and Post-Kohl Foreign and Security Policy», dans Hans Stark, dir. *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*. Paris, Cahiers de l'Ifri 30, Paris, 2000, p. 11-37.
- MANGOLD, Klaus. «Stand und Perspektiven der deutsch-russischen Wirtschaftsbeziehungen», dans Erich G. Fritz, dir. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, p. 79-82.
- MÜLLER, Friedemann. «German Energy and Security Policy: Technical versus Political Modes of Intervention», dans Hanns W. Maull, dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 169-184.
- MEYER, Bertold. «La guerre au Kosovo et la présidence allemande du Conseil de l'Union Européenne. La première année de Joschka Fischer au poste de ministre des Affaires étrangères.», dans Hans Stark, dir. *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*. Paris, Cahiers de l'Ifri 30, Paris, 2000, p. 39-71.
- PRADETTO, August. «The polity of German Foreign Policy: Changes since Unification», dans Hanns W. Maull, dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 15-28.
- RAHR, Alexander. «Ist Putin der Deutsche im Kreml?», dans Erich G. Fritz, dir. *Neue Bewegung in die deutsch-russischen Beziehungen!*, Oberhausen, Athena Verlag, 2001, p. 61-77.
- WAGNER, Martin. «Normalization in Security Policy? Deployments of the Bundeswehr Forces Abroad in the Era Schröder 1998-2004», dans Hanns W. Maull, dir. *Germany's uncertain power. Foreign policy of the Berlin Republic*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 79-92.

Thèses

- GARBE, Gunnar. *Deutsche Rußlandpolitik und das Baltikum 1990-1998*.
Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades der Philosophischen Fakultät
der Christian-Albrechts-Universität zu Kiel (Thèse de Ph.D.), 2002 [En
ligne], 270 p. http://e-diss.uni-kiel.de/diss_587/ (Page consultée le 12 octobre
2006)
- LAROSE, Martin. *La mémoire collective et la politique étrangère de l'Allemagne
lors de crises internationales. Entre usages et effets inhérents de la mémoire
(1989-1999)*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Montréal, 2005, 375 p.

Articles de périodiques et d'ouvrages spécialisés

- ADOMEIT, Hannes. «La politique russe de l'Allemagne : fin de la lune de miel».
Institut français de relations internationales, Note du CERFA 6(a),
septembre 2005, 22 p.
- ADOMEIT, Hannes. «Putins Westpolitik: Ein Schritt vorwärts, zwei Schritte
zurück». *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP-Studie 8, avril 2005, 38 p.
- ADOMEIT, Hannes, Katrin Bastian et Roland Götz. «Deutsche Rußlandpolitik unter
Druck». *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP-Aktuell 56, décembre 2004,
8 p.
- ARBATOV, Alexander, Maria Belova et Vladimir Feygin. «Russian Hydrocarbons
and World Markets». *Russia in Global Affairs*, Globus Publishing House,
Vol. 4, N. 1, janvier-mars 2006, p. 118-131.
- BAHR, Egon. «La "normalisation" de la politique extérieure allemande», dans
Stephan Martens, dir. «La nouvelle Allemagne». *La Revue internationale et
stratégique*, N. 35, automne 1999, p. 71-79.
- BASTIAN, Katrin et Roland Götz. «Unter Freunden? Die deutsch-russische
Interessenallianz». *Blätter für deutsche und internationale Politik*, N. 5, 2005,
p. 583-592.
- BITTERLICH, Joachim. «La politique communautaire et occidentale de Bonn : un
examen de passage pour l'Allemagne unie?». *Politique étrangère*, Vol. 56,
N. 4, 1991, p. 833-847.
- CLÉMENT, Matthieu. «La pauvreté en Russie. Un état des lieux». *Courrier des pays
de l'Est*, dans Olivier Cazenaze, dir. «Niveaux de vie à l'Est. Inégalités et
pauvreté», N. 1051, septembre-octobre 2005, p.57-66.

- GOMART, Thomas. Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe, *Politique étrangère*, Vol. 68, N. 3-4, 2003, p. 789-802.
- GORDON, Philip H. «La normalisation de la politique étrangère de l'Allemagne». *Politique étrangère*, N.2, 1994, p. 497-516.
- GÖTZ, Roland. «Schweigen für Gas? : Deutschlands Abhängigkeit vom Russlands Energielieferungen». *Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP-Aktuell* 43, septembre 2004, 4 p.
- GÖTZ, Roland. «Deutschland und Russland – "strategische Partner"». *Aus Politik und Zeitgeschichte*, N. 11, 2006, p. 14-23.
- GÖTZ, Roland et Christian Meier. «Les relations économiques entre l'Allemagne et la Russie». *Politique étrangère*, N. 3, 2002, p. 697-714.
- GRANT, Charles. «Germany's foreign policy : What lessons can be learned from the Schröder years? ». Londres, Center for European Reform, Essays, 2 septembre 2005, 5 p.
- HEUMANN, Hans-Dieter. «La logique de la politique étrangère allemande». *Institut français de relations internationales*, Note du CERFA 18(b), décembre 2004, 12 p.
- HÖHMANN, Hans-Hermann et Christian Meier. «Deutsch-russische Wirtschafts-beziehungen: Bilanz und Perspektiven», *Außenpolitik*, N. I, 1995, p.51-59.
- JANNING, Josef. «Germany's European Policy Under a "Red-Green" Government A Mid-Term Review». dans Marco Overhaus, Hanns W. Maull et Sebastian Harnisch, dir. «The German-Russian Relations: Still of Some Standing? Red-Green Foreign Policy at the Beginning of the Second Term». Trier, *German Foreign Policy in Dialogue*, Vol. 4, N. 9, 9 janvier 2003, p. 16-22.
- LEPESANT, Gilles. «La sécurité de l'Europe centrale et orientale après l'élargissement de l'OTAN». *Les Études du CERI*, N. 29, juillet 1997, 46 p.
- LAROSE, Martin, Benoît Lemay et Paul Létourneau. «L'Allemagne entre la défense d'une identité occidentale et une identité germano-européenne», dans Alex Mcleod et David Morin, dir., «Sécurité et identité nationale », *Études internationales*, Vol. XXXV, N. 1, mars 2004, p. 125-148.
- LÉTOURNEAU, Paul. «La politique étrangère allemande : style nouveau et fidélité au multilatéralisme», *Revue d'Allemagne*, N.2, avril-juin 1999, p. 333-345.
- MARTENS, Stephan. «Bilan de la politique internationale et européenne», dans «L'Allemagne après les élections : continuité ou changement de cap?», Cergy-Pontoise, Résumé du colloque « Bilan des années Schröder », en collaboration avec le CIRAC, la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, l'Université de Cergy-Pontoise et le CICC, 22 septembre 2002, 39 p.

- MARTENS, Stephan. « La politique à l'Est (l'Ostpolitik) de la République fédérale d'Allemagne. Une politique multilatérale clairvoyante au service d'une entreprise nationale », *Revue d'Allemagne*, N.2, avril-juin 1999, p. 317-332.
- MAULL, Hanns W. «La politique étrangère de l'Allemagne et le nouvel ordre international: un paradis perdu?». *Institut français de relations internationales*, Note du CERFA 18(a), décembre 2004, 13 p.
- MAYR, Walter. «Schulterschluss mit Moskau». *Der Spiegel*, Spiegel Special 4, 2005, p. 88-92.
- MANGOLD, Klaus. «Wirtschaftsfaktor Russland. Die deutsche Wirtschaft hat Anlass zur Hoffnung», dans *Russland unter Putin*, *Internationale Politik*, N.5, mai 2000, p. 1-6.
- MEIER, Christian. «Deutsch-Russische Beziehungen auf dem Prüfstand : Der Petersburger Dialog 2001-2003». *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP-Studie 10, mars 2003, 38 p.
- MEIER, Christian. «Deutsch-Russische Wirtschaftsbeziehungen unter Putin : Praxis - Probleme - Perspektiven». Berlin, *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP-Studie 42, novembre 2004, 24 p.
- MEIER, Christian et Heinz Timmermann. «Nach dem 11. September : Ein neues deutsch-russisches Verhältnis?». *Stiftung Wissenschaft und Politik*, SWP-Aktuell 22, novembre 2001, 8 p.
- MEIER, Christian. «The Petersburger Dialogue – A civil-Societal Pillar in German-Russian Relations?», dans Marco Overhaus, Hanns W. Maull et Sebastian Harnisch, dir. «The German-Russian Relations : Trading Democracy for Security and Stability?». Trier, *German Foreign Policy in Dialogue*, Vol. 5, N. 12, 18 mars 2004, p. 27-31.
- OCDE. « Où en est l'Allemagne? », Études économiques de l'OCDE, 1999, dans *Allemagne 2000 : wie geht's?*, dans *Problèmes économiques*, 26 janvier 2000, N. 2649, p. 1-7.
- OVERHAUS, Marco. «Editorial: The German-Russian Relations: Trading Democracy for Security and Stability?», dans Marco Overhaus, Hanns W. Maull et Sebastian Harnisch, dir. «The German-Russian Relations : Trading Democracy for Security and Stability?». Trier, *German Foreign Policy in Dialogue*, Vol. 5, N. 12, 18 mars 2004, p. 2-6.
- PHILIPPOVYKH, Dmitry. «After elections in the FRG. Russian-German perspective», *Russian Analytica*, Volume 6, 2005, p. 128-137.
- PRADETTO, August. «Germany, France and Russia : An Axis of Anti-Americanism?», dans «The German-Russian Relations: Trading Democracy for Security and Stability?». Trier, *German Foreign Policy in Dialogue*, Vol. 5, N. 12, 18 mars 2004, p. 13-20.

- RAHR, Alexander. «Allemagne-Russie. Un partenariat privilégié». *Courrier des pays de l'Est*, dans Olivier Cazenaze, dir. «Allemagne-Est : Séquelles du passé et nouvelle architecture des relations», N.1049 mai-juin 2005, p. 15-29.
- RAHR, Alexander. «Russie-Allemagne : la relation spéciale et la présidence de l'Union Européenne», *Politique étrangère*, N. 1, 2007, p. 109-122.
- RAHR, Alexander. «Why Schröder Loves Russia». *Russia in Global Affairs*, Globus Publishing House, Vol. 2, N. 4, octobre-décembre 2004, p. 84-90.
- SAGRAMOSO, Domitilla. «L'économie russe sous Vladimir Poutine», *Politique étrangère*, N.1, 2004, p. 123-135.
- SCHRÖDER, Gerhard. «Eine Außenpolitik des „Dritten Weges“?». *Gewerkschaftliche Monatshefte*, N. 7-8, juillet-août 1999, p. 392-396.
- SCHRÖDER, Gerhard. «Russia and Germany : The Core Tenet of Cooperation». *Russia in Global Affairs*, Globus Publishing House, Vol. 2, N. 4, octobre-décembre 2004, p. 76-83.
- SIEGERT, Jens. «German-Russian Relations, Civil Society and Human Rights», dans Marco Overhaus, Hanns W. Maull et Sebastian Harnisch, dir. «The German-Russian Relations: Trading Democracy for Security and Stability?». Trier, *German Foreign Policy in Dialogue*, Vol. 5, N. 12, 18 mars 2004, p. 21-26.
- SINGHOFEN, Sven C. «Strategische Partnerschaft oder neue Konfrontation? Die Zukunft der deutsch-russischen Beziehungen». Konrad-Adenauer-Stiftung Arbeitspapiere, N. 159, Mai 2006, 32 p.
- SPANGER, Hans-Joachim. «Paradoxe Kontinuität. Die deutsche Russlandpolitik und die koalitionären Farbenlehren». *Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung*, HSFK-Report 12, décembre 2005, 44 p.
- STARK, Hans. «Allemagne-Russie : les aléas d'un partenariat difficile». *Politique étrangère*, N. 3, automne 1996, p. 599-613.
- STARK, Hans. «L'Allemagne entre affirmation nationale et ancrage multilatéral», *Politique étrangère*, Vol. 68, N. 3-4, 2003, p. 759-772.
- STENT, Angela. «Russland - globaler Akteur im internationalen System. Eine Washingtoner Perspektive», dans Neuer Partner Russland, *Internationale Politik*, N.10, octobre 2002, p. 3-11.
- TIMMERMANN, Heinz. «Les relations germano-russes dans le contexte européen». *Institut français de relations internationales*, Note du CERFA 40, janvier 2007, 13 p.
- TOMBERG, Igor. «The North-European Axis: Breakthrough Strategy». *Russian Analytica*, Volume 6, 2005, p. 138-144.

- TRENIN, Dmitri. «Russia Leaves the West», *Foreign Affairs*, juillet-août 2006
Vol. 85, N. 4, p. 87-96.
- TRENIN, Dmitri. «Russia's Security Relations With the West After Kosovo and Chechnya». *Institut français des relations internationales*, Notes de l'Ifri, N. 19, 2000, 43 p.
- TRENIN, Dmitri. «Russland und die neue Weltordnung. Eine Moskauer Sicht», dans Neuer Partner Russland, *Internationale Politik*, N.10, octobre 2002, p. 12-18.
- VERNET, Daniel. «La Russie de Vladimir Poutine : L'héritier du despotisme oriental se tourne vers l'Occident». *Institut français des relations internationales*, Notes de l'Ifri N. 45 2002, 68 p.
- WOLTER, Detlev. «Gemeinsame Strategie gegenüber Rußland. Ein neues Instrument europäischer Politik», dans Ethnische Konflikte, *Internationale Politik*, N. 9, septembre 1999, p. 57-64.
- ZAGORSKI, Andreï. «La Russie et l'Allemagne : continuité et changements». *Institut français des relations internationales*, Note du CERFA 6(a), .
Septembre 2005, 18 p.
- ZAGORSKI, Andreï. «Is the Outcome Worth the Effort? Reflections on the Russo-German Top Down Dialogue», dans Marco Overhaus, Hanns W. Maull et Sebastian Harnisch, dir. «The German-Russian Relations: Trading Democracy for Security and Stability?». Trier, *German Foreign Policy in Dialogue*, Vol. 5, N. 12, 18 mars 2004, p. 7-12.

Articles de journaux

- _____. « Deutschland sucht strategische Partnerschaft mit Russland », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 juin 2000, p.1.
- _____. « Deutsch-russische Diplomatie in Kosovo-Konflikt ». *Neue Zürcher Zeitung*, 29 avril 1999, p. 1.
- DEMPSEY, Judy. « Schröder and Putin cementing relationship ». *International Herald Tribune*, 8 septembre 2005, p. 3.
- HOFMANN, Günter. « Die Unzertrennlichen ». *Die Zeit*, 16 décembre 2004, p. 2.
- NASS, Matthias. « Saddam und die Skrupel der Europäer ». *Die Zeit*, 8 novembre 2001, p. 4.
- NAUMANN, Michael. « Ein Krieg wider Willen – Mit Amerika gegen den Terrorismus, aber nicht gegen den Irak: Die deutsche Bündnistreue hat ihre Grenzen ». *Die Zeit*, 8 novembre 2001, p.1.

SCHRÖDER, Gerhard. « Deutsche Russlandpolitik - europäische Ostpolitik. Gegen Stereotype, für Partnerschaft und Offenheit - eine Positionsbestimmung », *Die Zeit*, 5 avril 2001, p. 10.

SCHRÖDER, Gerhard. « Eine neue Qualität der deutsch-russischen Beziehungen », *Handelsblatt*, 8 septembre 2005, p. 9.

THUMANN, Michael. « Anatomie einer Männerfreundschaft », *Die Zeit*, 9 septembre 2004, p.2.

VERSIEUX, Nathalie. « Angela Merkel ou le retour diplomatique de l'Allemagne », *Le Devoir*, 9-10 juin 2007, p. B1-B2.

WEHNER, Markus. « Schröder und Putin gehen die Dinge in moderner Form an », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 juin 2000, p. 3.

Documents sur Internet

_____. « Schröder's Delicate problem ». *Deutsche Welle* [En ligne]. 30 novembre 2004. <http://www.dw-world.de/dw/article/0,1564,1413748,00.html> (Page consultée le 18 septembre 2006)

Auswärtiges Amt. « Discours prononcé par le secrétaire d'État M. Klaus Scharioth à l'occasion du dixième anniversaire du Forum germano-russe ». [En ligne]. 17 février 2003, <http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/fr/Infoservice/Presse/Reden/2003/030217-Scharioth.html> (Page consultée le 2 mars 2007)

British Petroleum. « Statistical review of World Energy June 2006. Quantifying energy ». [En ligne]. Juin 2006, 45 p. <http://www.bp.com/statisticalreview> (Page consultée le 19 avril 2007)

Bundesministerium der Verteidigung. « Stichwort: Weißbuch ». [En ligne]. www.weissbuch.de (Page consultée le 2 juillet 2007)

Bundesministerium für Gesundheit und Soziale Sicherung. « Statistisches Taschenbuch 2005 ». [En ligne]. <http://www.bmas.bund.de/BMAS/Navigation/root.did=98354.html> (Page consultée le 23 juillet 2007)

Bundesregierung. « Es gibt noch eine Alternative zum Krieg ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 10 février 2003, <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/artikel/70/466570/multi.htm> (Page consultée le 6 septembre 2007)

Bundesregierung. « Französisch-russisch-deutsche Erklärung zum Irak ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 15 mars 2003, <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/artikel/72/472472/multi.htm> (Page consultée le 6 septembre 2007)

- Bundesregierung. « Memorandum von Deutschland, Frankreich und der Russischen Föderation zur Lage im Irak ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 25 février 2003, [http://archiv.bundesregierung.de/artikel,-469442/Memorandum-von-Deutschland -Fr.htm](http://archiv.bundesregierung.de/artikel,-469442/Memorandum-von-Deutschland-Fr.htm) (Page consultée le 6 septembre 2007)
- Bundesregierung. « Schröder und Putin: Irak muss friedlich entwaffnet werden ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 27 février 2003, <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/artikel/34/469434/multi.htm> (Page consultée le 6 septembre 2007)
- Bundesregierung. « Schröder und Putin bekräftigen gemeinsame Haltung in der Irak-Frage ». Archives Web du Gouvernement fédéral allemand. [En ligne]. 9 février 2003 <http://archiv.bundesregierung.de/bpaexport/artikel/87/466387/multi.htm> (Page consultée le 6 septembre 2007)
- Club de Paris. « Russie ». Communiqué. [En ligne]. 23 juin 2006. <http://www.clubdeparis.org/sections/services/communiques/russie9654> (Page consultée le 23 mai 2007)
- Gazprom. « Gazprom in questions and answers ». [En ligne]. <http://eng.gazpromquestions.ru/> (Page consultée le 24 avril 2007)
- Human Rights Watch. « Bullets Were Falling Like Rain. The Andijan Massacre, May 13, 2005 ». Vol. 17, N. 5, juin 2005, 63 p. [En ligne]. <http://hrw.org/reports/2005/uzbekistan0605/uzbekistan0605.pdf> (Page consultée le 23 août 2007)
- ISCHINGER, Wolfgang. « Redebeitrag des Politischen Direktors des deutschen Auswärtigen Amtes, Ministerialdirektor Wolfgang Ischinger, auf einer Diskussionsveranstaltung der DGAP über Rußland am 3. September 1998 in Bonn ». Internationale Politik [En ligne]. <http://www.internationalepolitik.de/archiv/jahrgang1998/oktober1998/redebeitrag-des-politischen-direktors-des-deutschen-auswaertigen-amtes--ministerialdirektor-wolfgang-ischinger--auf-einer-diskussionsveranstaltung-der-dgap-uber-russland-am-3-september-1998-in-bonn.html> (Page consultée le 16 octobre 2006)
- KLUBMANN, Uwe, Christian Neef et Matthias Schepp. « The Trans-European Waltz ». *Spiegel Online* [En ligne]. 6 octobre 2006, <http://www.spiegel.de/international/spiegel/0,1518,441107,00.html> (Page consultée le 10 octobre 2006)
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. « Les relations OTAN-Russie : une qualité nouvelle. Déclaration des Chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'OTAN et de la Fédération de Russie ». Rome, 28 mai 2002, 3 p. [En ligne]. <http://www.nato.int/docu/basictxt/b020528f.pdf> (Page consultée le 5 septembre 2007)

- Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft. « Deutsche Unternehmen bauen Russland-Engagement aus. Stand der deutsch-russischen Wirtschaftsbeziehungen ». [En ligne]. Octobre 2006, 11 p. http://www.ost-ausschuss.de/pdfs/11_10_2006_positionspapier.pdf (Page consultée le 29 mars 2007)
- OVERHAUS, Marco. « The Destabilizing Obsession with Stability - Or Why Schröder Should Talk Frankly With Putin About Chechnya ». Deutsche-Aussenpolitik.De, Weekly digest, [En ligne]. 2 septembre 2004. http://www.deutsche-aussenpolitik.de/digest/zeige_oped.php?was=13 (Page consultée le 16 octobre 2006)
- RAHR, Alexander. « Der neue Dialog zwischen Russland und Deutschland : Vortrag vor der Deutsch-Atlantischen Gesellschaft von Alexander Rahr ». Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik. [En ligne]. 9 mai 2001. <http://www.dgap.org/publikationen/Veranstaltungen/2001/Der%20neue%20Dialog%20zwischen%20Russland%20und%20Deutschland.html> (Page consultée le 18 septembre 2006)
- Statistisches Bundesamt. « 1,4 % Wirtschaftswachstum im Jahr 1999 ». Mitteilung für die Presse. [En ligne]. 12 janvier 2000. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2000/p0130121.htm> (Page consultée le 19 avril 2007)
- Statistisches Bundesamt. « Der deutsche Außenhandel mit Rußland ». Mitteilung für die Presse. [En ligne]. 31 août 1998. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm1998/p2690181.htm> (Page consultée le 17 mai 2007)
- Statistisches Bundesamt. « Deutschlands wichtigste Handelspartner 2005 ». Pressemitteilung. [En ligne]. 10 avril 2006. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2006/p1600181.htm> (Page consultée le 11 avril 2007)
- Statistisches Bundesamt. « Importe von Öl und Gas aus Russland wertmäßig um 58% Gestiegen ». Pressemitteilung. [En ligne]. 6 Octobre 2006. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2006/p4220181.htm> (Page consultée le 11 avril 2007)
- Statistisches Bundesamt. « Importiertes Rohöl im Jahr 2005 um 40% teurer ». [En ligne]. 4 avril 2006. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2006/zdw14.htm> (Page consultée le 23 avril 2007)
- Statistisches Bundesamt. « Russland und Norwegen wichtigste Erdöllieferanten. Erdölimporte 1999 um 47 % teurer als 1998 ». Mitteilung für die Presse. [En ligne]. 25 avril 2000. <http://www.destatis.de/presse/deutsch/pm2000/p1540181.htm> (Page consultée le 23 avril 2007)

U.S. Department of Energy. « Country Analysis Briefs: Germany ». Energy Information Administration. [En ligne]. Décembre 2006.
<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/germany.html>
(Page consultée le 19 avril 2007)

U.S. Department of Energy. « Country Analysis Briefs: Russia ». Energy Information Administration. [En ligne]. Janvier 2006.
<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/russia.html>
(Page consultée le 19 avril 2007)